



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 15 SEPTEMBRE 2020
GEMEENTERAAD VAN 15 SEPTEMBER 2020

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents Fatima Abbach, *Présidente suppléante/Plaatsvervangende voorzitter* ;
Aanwezig Stéphane Roberti, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père,
Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli,
Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz,
Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Séverine De Laveleye, Anne Rakovsky, Catherine
Beauthier, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch,
Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés Caroline Dupont, Alexander Billiet, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.
Verontschuldigd

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

La séance se tient via l'application Teams.

De zitting vindt plaats via de toepassing Teams.

Monsieur Stokkink est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

Mijnheer Stokkink wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

Avant d'entamer l'examen des points à l'ordre du jour, M. Loewenstein demande à pouvoir intervenir sur l'ordre des travaux et plus spécifiquement sur les demandes d'interpellations citoyennes et leur organisation pratique.

Je regrette encore une fois que les interpellations citoyennes ne puissent pas être développées via TEAMS alors que d'autres communes le prévoient, que je l'avais déjà suggéré lors du conseil de juillet et que vous aviez alors dit que vous creuseriez cette solution si la situation se représenterait.

Aujourd'hui, suite à l'organisation de ce conseil à nouveau en virtuel, situation que je regrette (comme beaucoup de monde) mais que je ne remets pas en cause, on se retrouve dans la même situation qu'en juillet, avec des interpellations citoyennes qui passent à la trappe.

Ce lundi 14 septembre, suite à l'annonce de l'organisation de notre réunion du conseil communal via Teams, j'ai demandé à la présidente ce qu'il en était des interpellations citoyennes. Vous m'avez répondu ce matin avoir contacté les interpellants et leur avoir proposé :

- *soit intervenir en Teams*
- *soit de reporter*
- *soit de se contenter d'une rencontre de(s) échevins compétents*

Vous attendiez leur retour.

D'un autre côté, j'ai pu prendre connaissance de votre échange de mails entre vous-même et la personne qui interpellait sur les antennes GSM. Et à ma grande surprise, vous proposiez dans votre email d'hier à 15h40 au comité de quartier :

- soit une rencontre/réponse écrite de l'échevin
- soit une reprogrammation au conseil du 20/10

et ce, tout en précisant que l'interpellation ne pourra avoir lieu ce mardi et sans proposer donc d'alternative via Teams... !

Je ne sais pas comment je dois prendre cette situation. Ces deux versions posent question. C'est assez pénible de travailler comme ça, et pour les conseillers communaux, et pour les citoyens qui se mobilisent, prennent de leur temps pour défendre une cause.

Et j'en terminerai par un dernier regret, celui de ne pas avoir agendé à l'ordre du jour initial les interpellations du public concernant la mobilité dans le quartier Union – Massenet – Marie-Henriette. Il y avait là 2 interpellations qui auraient pu faire l'objet d'un même débat et on se serait ainsi conformé à notre ROI qui limite à 3 le nombre d'interpellations citoyennes. Il n'en est rien et cette interpellation a été reportée à octobre... et sans doute maintenant à novembre si vous maintenez la même ligne puisque les 2 interpellations de ce jour sont reportées à octobre...

Il serait temps que les actes concrets suivent vos belles intentions de transparence et de participation citoyenne.

Voordat de bespreking van de agendapunten begint, vraagt de heer Loewenstein het woord over de volgorde van de werkzaamheden, in het bijzonder de interpellaties van burgers en de praktische organisatie daarvan.

Ik betreur het nogmaals dat de interpellaties van de burgers niet via Teams kunnen worden uitgewerkt, terwijl andere gemeenten dat voorzien en ik dit al had voorgesteld op de raad van juli en u toen zei dat u zich erover zou buigen als de situatie zich opnieuw zou voordoen.

Vandaag, na de organisatie van deze raad opnieuw in virtuele vorm, wat ik betreur (zoals vele mensen) maar die ik niet in twijfel trek, bevinden we ons in dezelfde situatie als in juli, waarbij de interpellaties van burgers door de mazen van het net vallen.

Op maandag 14 september, na de aankondiging van de organisatie van onze gemeenteraad via Teams, vroeg ik de voorzitter wat er gebeurde met de interpellaties van de burgers. U antwoordde vanmorgen dat u contact had opgenomen met de mensen die de vragen hadden ingediend en hen had voorgesteld:

- *ofwel via Teams*
- *ofwel uitstellen*
- *ofwel zich te beperken tot een gesprek met de bevoegde schepen(en)*

U wachtte op hun antwoorden.

Aan de andere kant kon ik de uitwisseling van mails zien tussen u en de persoon die een interpellatie voorstelde over de gsm-antennes. Tot mijn grote verrassing stelde u in uw mail van gisteren om 15.40 uur voor aan het buurtcomité:

- *ofwel een ontmoeting/schriftelijk antwoord van de schepen*
- *ofwel op de agenda van de raad van 20/10*

met de precisering dat de interpellatie nu dinsdag niet zal plaatsvinden en zonder een alternatief voor te stellen via Teams!

Ik weet niet hoe ik daarmee moet omgaan. De twee versies roepen vragen op. Het is lastig om zo te werken, voor gemeenteraadsliden én voor burgers die zich mobiliseren en de tijd nemen om een zaak te verdedigen.

En tot slot betreur ik het dat de vragen van het publiek over de mobiliteit in de wijk Union - Massenet - Maria-Hendrika initieel niet op de agenda stonden. Er waren twee interpellaties die in hetzelfde debat aan bod hadden kunnen komen en we zouden ons hebben gehouden aan het huishoudelijk reglement, dat het aantal burgerinterpellaties beperkt tot drie. Dit is niet het geval en deze interpellatie is uitgesteld tot oktober en nu wellicht tot november als u dezelfde lijn aanhoudt omdat de 2 interpellaties van vandaag uitgesteld zijn tot oktober.

Het is tijd om concrete actie te zien als antwoord op uw mooie beloften van transparantie en burgerparticipatie.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Ordonnance de police du 14 septembre 2020 adoptée par le Bourgmestre autorisant que la séance du Conseil communal du 15 septembre 2020 se tienne de manière virtuelle. (Complémentaire)

LE BOURMGESTRE,

Vu les articles 135, § 2, et 134 de la nouvelle loi communale ;

Que l'article 134, § 1^{er}, de la nouvelle loi communale plus particulièrement dispose que « *en cas d'émeutes d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, le bourgmestre peut faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil, en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont pas confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion* » ;

Vu la circulaire ministérielle du 18 mars 2020 intitulée « Covid-19- Mesures organisationnelles dans le cadre de la crise sanitaire - fonctionnement des instances de décision »;

Vu l'arrêté ministériel portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 du 30 juin 2020, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 22 août 2020 ;

Considérant que deux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins ont appris en date du 13 septembre 2020 avoir été en contact le 7 septembre avec une personne qui a été testée positive au coronavirus Covid-19 ;

Qu'ils n'ont toutefois pu effectuer un test que ce 14 septembre 2020 ; que les résultats de ce test ne seront

pas connus avant le 16 septembre 2020;

Considérant qu'ils ont assisté à la séance du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 septembre 2020 qui s'est tenue en présentiel ; que les autres membres du Collège ainsi que la Secrétaire communale peuvent potentiellement constituer un risque de propagation du coronavirus Covid-19, bien que la règle de la distanciation sociale ait été respectée lors de tenue de la séance du 10 septembre 2020 ;

Que le coronavirus Covid-19 est une maladie infectieuse qui se propage par voie aérienne et qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que dans l'attente des résultats du test des membres du Collège concernés, il y a lieu dès lors d'appliquer le principe de précaution afin de préserver la santé des conseillers communaux et des citoyens;

Considérant l'urgence, étant donné que la séance du Conseil communal est fixée demain à 19h30 en présentiel, et le risque sanitaire du fait de la rapidité de la propagation de la pandémie du coronavirus Covid-19;

Que néanmoins, il est important pour la démocratie de continuer à concilier débat, transparence et salubrité ;

Considérant que le fait que deux membres du Collège aient été en contact avec une personne qui a été testée positive au coronavirus Covid-19 est un événement imprévu tel que visé à l'article 134, § 1^{er}, de la nouvelle loi communale ;

Que la condition d'urgence également prévue par l'article 134, § 1^{er}, de la nouvelle loi communale est aussi en l'espèce rencontrée vu que les citoyens doivent être avisés sans délai, avant la séance du Conseil communal fixée demain à 19h30 que cette dernière ne pourra se tenir en présentiel ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

La séance du Conseil communal de ce 15 septembre 2020 se tiendra en virtuel, afin de préserver la santé publique.

Article 2

La rediffusion des débats sera consultable via un lien qui sera mis en évidence sur le site internet de la commune forest.brussels et ce afin d'assurer la publicité des débats telle que prévue à l'article 93 de la nouvelle loi communale.

Article 3

La présente ordonnance de police entre en vigueur le jour de son affichage et prend fin de plein droit à la fin de la séance du Conseil communal du 15 septembre 2020. Elle sera publiée conformément aux articles 112 et 114 de la nouvelle loi communale.

Elle cessera immédiatement d'avoir effet si elle n'est pas confirmée par le Conseil communal à sa plus prochaine réunion, c'est-à-dire celle du 15 septembre 2020.

Article 4

Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête introduite par courrier recommandé auprès du Conseil d'Etat (Rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans un délai de 60 jours à compter du premier jour d'affichage de la présente ordonnance de police.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 29 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Laurent Hacken, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Samir Ahrouch.

Politieverordening van 14 september 2020, aangenomen door de Burgemeester, die toestaat dat de zitting van de Gemeenteraad van 15 september 2020 virtueel gehouden wordt. (Aanvullend)

DE BURGEMEESTER,

Gelet op artikel 135, § 2, en 134 van de Nieuwe Gemeentewet;

Aangezien artikel 134, § 1, van de nieuwe gemeentewet meer in het bijzonder bepaalt: "*In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing, ernstige stoornis van de openbare rus! of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, kan de burgemeester politieverordeningen maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de Gemeenteraad kennis te geven, met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerst volgende vergadering niet worden bekrachtigd*";

Gelet op de ministeriële omzendbrief "Covid-19 - Organisatorische maatregelen in het kader van de gezondheids crisis - werking van de besluitvormende organen van 18 maart 2020;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus Covid-19 te beperken, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 22 augustus 2020;

Overwegende dat twee leden van het College van burgemeester en schepenen op 13 september 2020 vernomen hebben dat ze contact gehad hebben op 7 september met een persoon die positief getest werd op het coronavirus Covid-19;

Dat ze echter pas getest kunnen worden op 14 september 2020; dat de resultaten van deze test niet gekend zullen zijn voor 16 september 2020;

Overwegende dat ze de zitting van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 september 2020 bijgewoond hebben, die met fysieke aanwezigheid verliep; dat de andere leden van het College en de Gemeentesecretaris mogelijks een risico op verspreiding van het coronavirus Covid-19 kunnen vormen, hoewel de regel van *social distancing* nageleefd werd tijdens de zitting van de vergadering van 10 september 2020;

Dat het coronavirus Covid-19 een besmettelijke ziekte is die via de lucht verspreid wordt en gewoonlijk de longen en luchtwegen aantast;

Overwegende dat in afwachting van de resultaten van de test van de betrokken leden van het College bijgevolg het voorzorgsprincipe toegepast moet worden om de gezondheid van de Gemeenteraadsleden en van de burgers te beschermen;

Overwegende de hoogdringendheid aangezien de zitting van de Gemeenteraad gepland staat morgen om 19.30 uur met fysieke aanwezigheid en het gezondheidsrisico wegens de snelle verspreiding van de pandemie van het coronavirus Covid-19;

Dat het echter voor de democratie belangrijk is om debat, transparantie en hygiëne met elkaar te blijven verzoenen;

Overwegende dat het feit dat twee leden van het College contact gehad hebben met een persoon die positief getest werd op het coronavirus Covid-19 een onvoorziene gebeurtenis is zoals bedoeld in artikel 134, § 1, van de nieuwe gemeentewet;

Dat aan de voorwaarde van hoogdringendheid, eveneens voorzien in artikel 134, § 1, van de nieuwe gemeentewet, in dit geval ook voldaan is, aangezien de burgers onverwijld, voor de zitting van de Gemeenteraad die gepland staat morgen om 19.30 uur, ingelicht moeten worden dat deze zitting volledig virtueel gehouden zal worden;

BESLIST :

Artikel 1

De zitting van de Gemeenteraad van 15 september 2020 wordt virtueel gehouden om de volksgezondheid te beschermen.

Artikel 2

De herhaling van de debatten zal online beschikbaar worden en de link ernaar wordt zichtbaar gemaakt op de website van de gemeente vorst.brussels, en dit om de openbaarheid van de debatten te verzekeren, zoals voorzien in artikel 93 van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 3

De onderhavige politieverordening treedt in werking op de dag van aanplakking ervan en eindigt van rechtswege op het einde van de zitting van de Gemeenteraad van 15 september 2020. Ze wordt afgekondigd krachtens artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet.

Ze vervalt onmiddellijk indien ze niet door de Gemeenteraad bekrachtigd wordt in de eerstvolgende vergadering, hetzij de vergadering van 15 september 2020.

Artikel 4

Er kan een beroep tot nietigverklaring en een eventueel beroep tot schorsing per verzoekschrift per aangetekende zending ingediend worden bij de Raad van State (Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel), binnen een termijn van 60 dagen te rekenen vanaf de eerste dag van aanplakking van de onderhavige politieverordening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 29 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Laurent Hacken, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Samir Ahrouch.

2 **Affaires générales - Présidence du Conseil communal - Elections.- report du 07/07/2020**

LE CONSEIL,

Vu l'article 8bis de la nouvelle loi communale ;

Vu la lettre de démission remise par Mme Séverine DE LAVELEYE le 1er janvier 2020 ;

Vu les actes de présentation reçus par Mme la Secrétaire communale et transmis à M. le Bourgmestre-Président au moins trois jours avant la séance :

- Présidence : Mme Fatima ABBACH ;
- Suppléance : Mme Séverine DE LAVELEYE ;

Considérant que ces actes ont bien recueilli la double majorité nécessaire (la majorité des élus de la même liste que la candidate présidente et la candidate suppléante et la majorité des élus du Conseil) ; qu'ils sont dès lors recevables ;

Considérant que M. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER et Mme Caroline DUPONT, les deux plus jeunes membres du Conseil, assistent M. le Bourgmestre-Président aux opérations du scrutin et du dépouillement ;

Procède successivement au scrutin secret à l'élection relative à la présidence, puis à l'élection relative à la suppléance ;

Considérant que tous les membres présents prennent part au vote ;

Considérant que le dépouillement des votes donne les résultats suivants :

- Mme Fatima ABBACH obtient XX voix pour et XX voix contre (XX abstentions) ; qu'elle est en conséquence élue ;
- Mme Séverine DE LAVELEYE obtient XX voix pour et XX voix contre (XX abstentions) ; qu'elle est en conséquence élue ;

PREND ACTE,

De la démission de Mme Séverine DE LAVELEYE en tant que Présidente du Conseil communal ;

De l'élection de Mme Fatima ABBACH en qualité de présidente du Conseil communal et de Mme Séverine DE LAVELEYE en qualité de suppléante.

Le point est reporté.

Algemene zaken - Voorzitterschap van de Gemeenteraad - Verkiezingen.- uitstel van 07/07/2020

DE RAAD,

Gelet op artikel 8bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ontslagbrief overhandigd door mevr. Séverine DE LAVELEYE op 1 januari 2020;

Gelet op de akten van voordracht ontvangen door mevr. de Gemeentesecretaris en ten minste drie dagen vóór de zitting overgemaakt aan de heer Burgemeester-Voorzitter:

- Voorzitterschap: mevr. Fatima ABBACH;
- Plaatsvervanger: mevr. Séverine DE LAVELEYE;

Overwegende dat deze akten wel degelijk een dubbele meerderheid hebben verkregen (de meerderheid van de verkozenen van dezelfde lijst als de kandidaat-voorzitster en de kandidaat-plaatsvervangster en de meerderheid van de verkozenen van de Raad); dat deze akten bijgevolg ontvankelijk zijn;

Overwegende dat dhr. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER en mevr. Caroline DUPONT, de twee jongste verkozenen van de Raad, de heer Burgemeester-Voorzitter bijstaan voor de stem- en telverrichtingen;

Gaat achtereenvolgens over tot de geheime stemming voor de verkiezing van de voorzitter, daarna de verkiezing van de plaatsvervanger;

Overwegende dat alle aanwezige leden aan de stemming deelnemen;

Overwegende dat de resultaten van de telling de volgende zijn:

- Mevr. Fatima ABBACH ontvangt XX stemmen voor en XX tegen (XX onthoudingen); dat ze bijgevolg verkozen is;

- Mevr. Séverine DE LAVELEYE ontvangt XX stemmen voor en XX tegen (XX onthoudingen); dat ze bijgevolg verkozen is;

NEEMT AKTE,

Van het ontslag van mevr. Séverine DE LAVELEYE als voorzister van de Gemeenteraad ;

Van de verkiezing van mevr. Fatima ABBACH in de hoedanigheid van voorzister van de Gemeenteraad en van mevr. Séverine DE LAVELEYE in de hoedanigheid van plaatsvervangster.

Het punt wordt verdaagd.

2 annexes / 2 bijlagen

3 Interpellation du public: Chèques sports.

Le point est reporté.

Interpellatie van het publiek: Sportcheques.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

4 Interpellation du public: Installation d'antennes GSM dans le quartier Sept Bonniers, Ulysse.

Le point est reporté.

Interpellatie van het publiek: Plaatsing van gsm-antennes in de wijk Zevenbunders - Ulysse.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

5 **Approbation du procès-verbal du conseil communal.**

Le conseil approuve les procès-verbaux des séances du 19 mai, 4 juin et 23 juin 2020.

34 votants : 34 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

De Raad keurt de proces-verbalen van de zittingen van 19 mei, 4 juni en 23 juni 2020 goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Subsides - Subsidies

6 **Subside – Convention de mise à disposition d’une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale de 432.115,00 € pour l’organisation et l’exécution de petits travaux d’infrastructures dans le cadre du projet d’investissement pour l’amélioration de la sécurité routière en voiries communales en 2020.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège du 19 mars 2020 de répondre à l’appel à projets 2020 de soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière ;

Considérant que la commune a déposé trois dossiers de candidatures :

- Territoire communal - à proximité d’abord d’école : Sécurisation uniforme de 28 abords d’écoles par le biais de petits aménagements ;
- Rue Meyerbeer : Aménagement de sécurisation d’une traversée piétonne dans le cadre d’un abord d’école « Nos Enfants » ;
- Rue du Mystère : Pérennisation de rue scolaire.

Vu le courrier de Bruxelles Mobilité du 17 juin 2020 accordant un subsidie à la commune de Forest pour ces trois projets d’un montant global de 432.115,00€;

Considérant qu’il y a lieu d’approuver la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Subsidie – Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 432.115,00 € voor de organisatie en uitvoering van kleine infrastructuurwerken in het kader van het investeringsproject voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen in 2020.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 19 maart 2020 om te antwoorden op de projectoproep 2020 van gewestelijke steun voor gemeentelijke acties inzake mobiliteit en verkeersveiligheid;

Overwegende dat de gemeente drie kandidaatstellingsdossiers heeft ingediend:

- Gemeentelijk grondgebied - aan schoolomgevingen: Uniforme beveiliging van 28 schoolomgevingen door middel van kleine aanpassingen;
- Meyerbeerstraat: Heraanleg ter beveiliging van een oversteekplaats voor voetgangers in de omgeving van de school "Nos Enfants";
- Mysteriesstraat: Schoolstraat een permanent karakter geven.

Gelet op het schrijven van Brussel Mobiliteit van 17 juni 2020 waarin aan de Gemeente Vorst voor deze drie projecten een subsidie voor een totaalbedrag van 432.115,00 € wordt toegekend;

Overwegende dat de bij het dossier gevoegde overeenkomst goedgekeurd moet worden;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

M. Hacken dit se réjouir de ces projets et demande si cela concerne bien l'ensemble des écoles situées sur le territoire.

Mme Père confirme que cela concerne tous les réseaux d'enseignement.

De heer Hacken zei dat hij blij is met deze projecten en vraagt of ze betrekking hebben op alle scholen.

Mevrouw Père bevestigt dat het gaat om alle onderwijsnetten.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 7 Revitalisation des Quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Modification de programme – Mise à jour du rapport sur les incidences environnementales (RIE) – Marché public de faible montant – Procédure sur simple facture acceptée – Exclusivité – Approbation des conditions, du mode de passation, de la société à consulter et de l’attribution – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Collège en sa séance du 14 septembre 2017 de désigner ABO SA pour la réalisation du RIE du programme de base du CQDW ;

Considérant que le programme de base du CQDW et le RIE final ont été approuvés par le Conseil communal en sa séance du 24 avril 2018 et ensuite par la Région en date du 5 juillet 2018 ;

Vu sa décision en sa séance du 22 octobre 2019 d’approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne et de soumettre l’ensemble du dossier à l’approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette modification prévoyait entre-autres la suppression des opérations D1.1 et D.1.2 (achats-reventes de deux terrains rue Jean Preckher 28 et 35 en vue d’y construire des logements accessibles) au profit d’une nouvelle opération, D.1.4, construction de logements accessibles, d’un accueil Petite enfance et d’un équipement de proximité, rue du Monténégro 138-152 ;

Vu le courrier du 28 janvier 2020 du Ministre-Président conditionnant l’approbation de ce complément de programme à la rédaction d’un addendum au RIE qui devra être soumis tout comme le complément à une nouvelle enquête publique, conformément à la directive 2000/42/CE relative à l’évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l’environnement ;

Considérant que dès lors, il était nécessaire de lancer un marché pour une mission complémentaire en vue de réaliser la mise à jour du RIE ;

Vu la décision du Collège en sa séance du 16 juillet 2020 :

D'approuver le lancement d'une mission de réalisation d'addendum au RIE du programme de base du CQDW ;

De choisir la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché public de faible montant, en vertu de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 ;

D'attribuer le marché à ABO sa, Avenue Charles Quint 292 - 1083 Bruxelles , prestataire unique pour des raisons d'ordre technique et de continuité de la mission ;

D'engager une dépense totale correspondant à trois mises à jour du RIE s'élevant à 4500 euros HTVA, soit 5445 euros TVAC, à l'article 9308/747-60/88 du service extraordinaire du budget 2020 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale

D'informer le Conseil communal de sa décision lors de sa prochaine séance.

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège du 16 juillet 2020 :

D'approuver le lancement d'une mission de réalisation d'addendum au RIE du programme de base du CQDW ;

De choisir la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché public de faible montant, en vertu de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 ;

D'attribuer le marché à ABO sa, Avenue Charles Quint 292 - 1083 Bruxelles , prestataire unique pour des raisons d'ordre technique et de continuité de la mission ;

D'engager une dépense totale correspondant à trois mises à jour du RIE s'élevant à 4500 euros HTVA, soit 5445 euros TVAC, à l'article 9308/747-60/88 du service extraordinaire du budget 2020 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale

D'informer le Conseil communal de sa décision lors de sa prochaine séance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Programmawijziging – Bijwerking van het milieueffectenrapport (MER) – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Procedure via gewone aanvaarde factuur – Exclusiviteit – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma en van de gunning – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 14 september 2017 om ABO NV aan te stellen voor de uitvoering van het MER van het basisprogramma van het DWCW;

Overwegende dat het basisprogramma van het DWCW en het eindrapport MER werden goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 24 april 2018 en vervolgens door het Gewest op 5 juli 2018;

Gelet op zijn beslissing in zitting van 22 oktober 2019 om de programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren en het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze wijziging onder meer voorzag in de schrapping van de operaties D1.1 en D.1.2 (aankoop-doorverkoop van twee terreinen Jean Preckherstraat 28 en 35 met het oog op de bouw van betaalbare woningen) ten behoeve van een nieuwe operatie, D.1.4, bouw van betaalbare woningen, een kinderopvangstructuur en een buurtvoorziening, Montenegrostraat 138-152;

Gelet op de brief van 28 januari 2020 van de Minister-President waarin de goedkeuring van dit aanvullende programma wordt gekoppeld aan de opstelling van een addendum bij het MER dat voorgelegd moet worden net zoals de aanvulling op een nieuw openbaar onderzoek, overeenkomstig de richtlijn 20001/42/EG betreffende de beoordeling van de gevolgen van bepaalde plannen en programma's voor het milieu;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk was om een opdracht te lanceren voor een bijkomende opdracht met het oog op het bijwerken van het MER;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 16 juli 2020 om:

Goedkeuring te verlenen aan de lancering van een opdracht voor de opmaak van een addendum bij het MER van het basisprogramma van het DWCW;

Te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de overheidsopdracht van beperkte waarde, krachtens artikel 92 van de wet van 17 juni 2016;

De opdracht te gunnen aan ABO nv, Keizer Karellaan 292 - 1083 Brussel, unieke dienstverlener omwille van redenen van technische aard en voor de continuïteit van de opdracht;

Een totale uitgave vast te leggen die overeenkomt met drie bijwerkingen van het MER voor een bedrag van 4.500 euro excl. BTW of 5.445 euro incl. BTW, op artikel 9308/747-60/88 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing tijdens diens eerstvolgende vergadering.

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van 16 juli 2020 om:

Goedkeuring te verlenen aan de lancering van een opdracht voor de opmaak van een addendum bij het MER van het basisprogramma van het DWCW;

Te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de overheidsopdracht van beperkte waarde, krachtens artikel 92 van de wet van 17 juni 2016;

De opdracht te gunnen aan ABO nv, Keizer Karellaan 292 - 1083 Brussel, unieke dienstverlener omwille van redenen van technische aard en voor de continuïteit van de opdracht;

Een totale uitgave vast te leggen die overeenkomt met drie bijwerkingen van het MER voor een bedrag van 4.500 euro excl. BTW of 5.445 euro incl. BTW, op artikel 9308/747-60/88 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing tijdens diens eerstvolgende vergadering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

ABY – Protocole d'accord définissant les modalités de coopération en matière de suivi des études et de l'exécution et du contrôle des marchés de travaux entre Beliris et la Commune – Approbation de la Convention.

LE CONSEIL,

Vu l'Accord de Coopération Beliris du 15 septembre 1993 et ses Avenants, conclu entre l'Etat fédéral belge et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoyant différentes initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Vu l'arrêté Royal du 21 avril 2016, relatif à l'Avenant 12 à l'Accord de Coopération déterminant la série d'initiatives pour les années 2015, 2016 et 2017 ainsi que leurs enveloppes budgétaires et notamment les projets 3.32 suivants :

- 2.500.000,00€ pour le projet d'installation de la bibliothèque francophone sur le site de l'Abbaye ;
 - 3.125.000,00€ pour la création d'une nouvelle salle de spectacle dans le cadre du contrat de quartier durable « Abbaye »
 - 3.700.000,00€ pour la restauration et la mise en valeur des jardins de l'abbaye de Forest
- Soit une enveloppe financière totale de 9.325.000,00€

Vu la nécessité d'établir un protocole d'accord afin de définir les modalités de coopération entre les différentes parties en matière de suivi des études et de l'exécution et du contrôle des marchés de travaux;

Vu le protocole ci-joint ;

DECIDE :

D'approuver les termes du protocole d'accord définissant les modalités de coopération entre la Direction Infrastructure de Transport du SPF Mobilité et Transport (Beliris), la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest;

D'adresser la présente délibération ainsi que le protocole dûment signé en trois exemplaires à Madame Sophie Wilmes, première ministre en charge de Beliris.;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer le protocole d'accord de coopération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Renovatie van de abdij van Vorst en haar omvorming tot Culturele Pool -ABY – Protocolakkoord tot bepaling van de samenwerkingsvoorwaarden op het vlak van de opvolging van de studies en de uitvoering en van het toezicht op de opdrachten voor werken tussen Beliris en de Gemeente – Goedkeuring van de Overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op het Beliris-Samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 en diens Bijakten, gesloten tussen de Belgische Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die verschillende initiatieven voorzien, bestemd om de internationale rol en hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 21 april 2016 betreffende Aanhangsel 12 van het Samenwerkingsakkoord, waarin de reeks initiatieven voor de jaren 2015, 2016 en 2017 alsook hun begrotingsenveloppen worden bepaald en inzonderheid de volgende projecten 3.32:

- € 2.500.000,00 voor het project voor de vestiging van de Franstalige bibliotheek op de site van de Abdij;
 - € 3.125.000,00 voor de totstandbrenging van een nieuwe spektakelzaal in het kader van het Duurzaam Wijkcontract 'Abdij';
 - € 3.700.000,00 voor de restauratie en de opwaardering van de Tuinen van de abdij van Vorst.
- Zijnde een totale financiële enveloppe van € 9.325.000,00;

Gelet op de noodzaak van het vastleggen van een protocolakkoord teneinde de samenwerkingsvoorwaarden tussen de verschillende partijen op het vlak van de opvolging van de studies en de uitvoering en van het toezicht de opdracht voor werken te bepalen;

Gelet op het protocol in bijlage;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van het protocolakkoord tot vastlegging van de samenwerkingsvoorwaarden tussen de Directie Vervoerinfrastructuur van de FOD Mobiliteit en Vervoer (Beliris), het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst;

Onderhavige overeenkomst evenals het naar behoren in drie exemplaren ondertekende protocol te richten aan Mevrouw Sophie Wilmès, bevoegd voor Beliris;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het samenwerkingsakkoord te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

13 annexes / 13 bijlagen

9 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine n°4 Avenue du Roi et Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Parc infrastructurel de l'Avant-Senne – Approbation du protocole n° 2.23.1.3 de Beliris.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu sa décision du 24 avril 2018 :

[...]

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...];

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW ;

Vu sa décision du 22 octobre 2019

D'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;
[...];

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°1 du CQDW ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 *Avenue du Roi* ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification de programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 *Avenue du Roi* ;

Considérant que Beliris assure la maîtrise d'ouvrage déléguée des opérations du CRU4 : 1.A.1 *Terrain Van Volxem*, 1.A.2 *Talus SNCB* et 1.A.3 *Basic Fit* ;

Considérant que la commune de Forest assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération du CRU4 : 1.E.4 *Excavation des talus Infrabel* ;

Considérant que la commune de Forest assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération du CQDW : B.1.1 *Nouvelle centralité* ;

Considérant que les opérations 1.E.4 du CRU4 et B.1.1 du CQDW forment une seule et même opération cofinancée par le CQDW d'une part et le CRU4 d'autre part ;

Considérant qu'il est proposé de déléguer la maîtrise d'ouvrage des études pour cette opération à Beliris ;

Considérant que cette délégation doit être conditionnée à la faisabilité de cette opération notamment quant au respect des délais inhérents aux financements propres et cette opération ;

Considérant le protocole n° 2.23.1.3 ci-joint, rédigé par Beliris concernant les études des opérations susmentionnées et regroupées sous la terminologie *Parc infrastructurel de l'Avant-Senne* ;

Considérant qu'il s'agit d'un protocole tripartite conclu entre le SPF Mobilité et Transport – direction Infrastructure de transport – Beliris, la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

DECIDE :

D'approuver le protocole n° 2.23.1.3 ci-joint, rédigé par Beliris concernant les études des opérations susmentionnées et regroupées sous la terminologie *Parc infrastructurel de l'Avant-Senne*, conclu entre le SPF Mobilité et Transport – direction Infrastructure de transport – Beliris, la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit protocole.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Heropleving van de Wijken - Stadsvernieuwingscontract nr. 4 Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne - Infrastructuurpark van de Voorzennen - Goedkeuring van protocol nr. 2.23.1.3 van Beliris.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van 24 april 2018 om:

[...]

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne aan te nemen;

[...];

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2019

Programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;

[...];

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCW;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan*;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de eerste programmawijziging van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan*;

Overwegende dat Beliris optreedt als gedelegeerd bouwheer van de operaties van het SVC 4: 1.A.1 *Terrein Van Volxem*, 1.A.2 *Talud NMBS* en 1.A.3 *Basic Fit*;

Overwegende dat de Gemeente Vorst optreedt als bouwheer van de operatie van het SVC4: 1.E.4 *Afgraving van de taluds Infrabel*;

Overwegende dat de Gemeente Vorst optreedt als bouwheer van de operatie van het DWCW: B.1.1 *Nieuwe centraliteit*;

Overwegende dat de operaties 1.E.4 van het SVC4 et B.1.1 van het DWCW één operatie vormen die medegefinancierd wordt door het DWCW enerzijds en het SVC4 anderzijds;

Overwegende dat er wordt voorgesteld het opdrachtgeverschap van de studies voor deze operatie over te dragen aan Beliris;

Overwegende dat deze delegatie afhangt van de haalbaarheid van de operatie op het vlak van de naleving van de termijnen inherent aan de eigen financiering en deze operatie;

Overwegende bijgevoegd protocol nr. 2.23.1.3, opgemaakt door Beliris, betreffende de studies van de

bovenvermelde operaties en gegroepeerd onder de terminologie *Infrastructuurpark van de Voorzenne*;

Overwegende dat het gaat om een driepartijenprotocol afgesloten tussen de FOD Mobiliteit en Vervoer - Directie Vervoerinfrastructuur, Beliris, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan bijgevoegd protocol nr. 2.23.1.3, opgemaakt door Beliris betreffende de studies van de bovenvermelde operaties en gegroepeerd onder de terminologie *Infrastructuurpark van de Voorzenne*, afgesloten tussen de FOD Mobiliteit en Vervoer - Directie Vervoerinfrastructuur, Beliris, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld protocolakkoord te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

10 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Propriétés communales – CENTR’AL – Contrat de concession de services de gestion et d’exploitation de l’espace restaurant du complexe – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 23 octobre 2012 approuvant le dossier de base du Contrat de quartier durable Albert ;

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 approuvant le programme définitif du CQDA ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12/05/2016 (#007/12.05.2016/B/0076#) concernant les principes de gestion du bâtiment Centr’AL et décidant :

« D’approuver les principes de gestion suivants :

L’espace Horeca fera l’objet d’une concession avec pour condition principale l’insertion socio-professionnelle et une ouverture midi et soir ;

La gestion du complexe à l’exception de l’espace Horeca sera communale [...] »

Vu la décision du Conseil communal en date du 23 octobre 2018 de :

1. Vouloir, qu’à dater de septembre 2019, la gestion et l’exploitation de l’espace restaurant du complexe CENTR’AL, sis avenue Besme 129-130, fasse l’objet d’un contrat de concession de services, à attribuer au terme d’une procédure d’appel d’offres général ;

2. d’adopter les documents, joints au dossier, à savoir :

- le cahier spécial des charges relatif à la gestion et l'exploitation de l'espace restaurant du complexe CENTR'AL, sis avenue Besme 129-131 [...];

3. de charger le collège des bourgmestre et échevins de mettre en œuvre les règles de procédure visées ci-dessus ;

4. à l'issue de cette procédure, un contrat, dont les termes reflétant les principes établis dans le Cahier Spécial des Charges ci-annexé et l'offre définitive du soumissionnaire sera approuvé ultérieurement.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 26 septembre 2019 de sélectionner le projet proposé par la candidature n° 4 portée par Monsieur Kelian Suami [...];

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;

Vu l'Arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession ;

Vu l'article 35 de la loi du 17 juin stipulant que la valeur d'une concession correspond au chiffre d'affaires total du concessionnaire généré pendant la durée du contrat, hors taxe sur la valeur ajoutée, estimé par l'adjudicateur, eu égard aux travaux et services qui font l'objet de la concession ainsi qu'aux fournitures complémentaires liées auxdits travaux et services ;

Considérant que la concession de services a pour objet principal la gestion et l'exploitation de l'espace restaurant du complexe d'équipements sportif et culturel Centr'Al aux frais, risques et périls du concessionnaire et aux clauses et conditions du contrat joint à la présente ;

Considérant que le bien à concéder est un espace de 241 m² hors communs et terrasse (314,06 m² avec communs) ;

Considérant que la concession prendra cours au 1er octobre 2020 ;

Considérant que la redevance est fixée à 2.250 euros / mois ;

Considérant que cette redevance sera inscrite au service ordinaire du budget 2020 (en recette) lors de la prochaine modification budgétaire à l'article 9304/163-01/74 " Produit des locations immobilières aux entreprises et aux ménages" ;

Considérant le projet de contrat de concession de services rédigé en collaboration avec le Service des Propriétés communales et avec l'aide du bureau d'avocats Exelia qui entérine la collaboration entre la Commune et le concessionnaire ;

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 109, 110, 123 et 232 ;

DECIDE :

D'approuver le Contrat de concession (ci-annexé) de services de gestion et d'exploitation de l'espace HORECA du complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL, conclu avec COMERE SPRL, à partir du 1er octobre 2020 et pour une durée de 6 années sis à Forest, Avenue Besme 129-131, répertorié au Cadastre dans la Division 1, Section B, parcelle n° 50 W 6 et construit dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Albert;

De donner pouvoir au collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué,

assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la Commune de Forest, le contrat de concession de services.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de Wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - Gemeente-eigendommen - CENTR'AL - Concessieovereenkomst voor diensten van beheer en uitbating van de restaurantruimte van het complex - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet de beslissing van de Gemeenteraad van 23 oktober 2012 houdende goedkeuring van het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Albert;

Gelet op de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000 euro voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Albert;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 tot goedkeuring van het definitieve programma van het DWCA;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 mei 2016 (#007/12.05.2016/B/0076#) aangaande de beheersprincipes voor het Centr'AL-gebouw, waarbij het besliste:

“De volgende beheersprincipes goed te keuren:

De horecaruimte zal het voorwerp uitmaken van een concessie met als voornaamste voorwaarde de socioprofessionele inschakeling en zal ‘s middags en ‘s avonds geopend zijn;

Het beheer van het complex, met uitzondering van de horecaruimte, zal gemeentelijk zijn [...]”

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 oktober 2018 om:

1. Te wensen dat, vanaf september 2019, het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van het CENTR'AL-complex, gelegen Besmelaan 129-130, het voorwerp uitmaakt van een dienstenconcessieovereenkomst, die via een procedure van algemene offerteoproep moet worden toegekend;

2. De volgende bijlagen bij het dossier aan te nemen:

- het bijzondere bestek betreffende het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van het CENTR'AL-complex, gelegen Besmelaan 129-131 [...];

3. Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten bovenvermelde procedureregels uit te voeren;

4. Na afloop van deze procedure zal er een contract, waarvan de bepalingen de principes vastgesteld in het bijzondere bestek in bijlage weerspiegelen, alsook de definitieve offerte van de inschrijver goedgekeurd worden.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 september 2019 om het project voorgesteld bij kandidatuur nr. 4 gedragen door de heer Kelian Suami te selecteren [...];

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten;

Gelet op artikel 35 van de wet van 17 juni, dat bepaalt dat de waarde van een concessie wordt gevormd door de totale tijdens de looptijd van de overeenkomst te behalen omzet van de concessiehouder, exclusief BTW, zoals deze door de aanbesteder is geraamd, als tegenprestatie voor de werken en diensten die het voorwerp van de concessie uitmaken, en ook voor de bijkomende leveringen in het kader van deze werken en diensten;

Overwegende dat de dienstenconcessie als voornaamste voorwerp het beheer en de uitbating van de restaurantruimte van sport- en cultuurcomplex Centr'AL op kosten, risico's en gevaar van de concessiehouder en volgens de bepalingen en voorwaarde van het bijgevoegde contract heeft;

Overwegende dat het goed dat in concessie wordt gegeven, een ruimte van 241 m² is (314,06 m² gemeenschappelijke delen inbegrepen);

Overwegende dat de concessie ingaat op 1 oktober 2020;

Overwegende dat de retributie vastgesteld werd op 2.250 euro/maand;

Overwegende dat deze retributie in de gewone dienst van de begroting 2020 zal worden opgenomen (als ontvangst) bij de volgende begrotingswijziging in artikel 9304/163-01/74 "Opbrengst van de verhuur van onroerende goederen aan ondernemingen en gezinnen";

Overwegende het ontwerp van dienstenconcessieovereenkomst opgesteld in samenwerking met de dienst Gemeentelijke Eigendommen en met de bijstand van advocatenkantoor Exelia, ter bekrachtiging van de samenwerking tussen de Gemeente en de concessiehouder;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 109, 110, 123 en 232;

BESLIST:

De (bijgevoegde) concessieovereenkomst voor diensten van beheer en uitbating goed te keuren van de horecaruimte van het sport- en cultuurcomplex CENTR'AL, afgesloten met COMERE SPRL, vanaf 1 oktober 2020 en voor een duur van 6 jaar, gelegen te Vorst, Besmelaan 129-131, opgenomen in het kadaster in Afdeling I, Sectie B, perceel nr 50 W 6 en gebouwd in het kader van Wijkcontract Albert;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te verlenen om de dienstenconcessieovereenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

M. Loewenstein salue le projet, mais souhaite obtenir des précisions quant à la manière dont la sélection a été menée.

- **Le projet proposé par le futur concessionnaire a l'air sympa mais ce serait intéressant de connaître les autres candidats et savoir comment la sélection s'est faite, ce n'est pas repris dans la délibéré.**
- **On n'y fait que référence à une décision du collège du 26/9/2019 sélectionnant le projet**

proposé par M. Kelian Suami

- Est-ce que vous pouvez nous en dire plus sur les autres candidats et sur la manière dont la sélection a été faite ?

M. Spapens répond que ces informations seront fournies par écrit et livrent de mémoire les éléments principaux.

De heer Loewenstein is verheugd over het project, maar vraagt om preciseringen over de selectie.

- Het door de toekomstige concessiehouder voorgestelde project ziet er mooi uit, maar het zou interessant zijn om te weten wie de andere kandidaten waren en hoe de selectie verliep; dat was niet opgenomen in de beraadslaging.
- Er wordt enkel verwezen naar een beslissing van het College van 26 september 2019 waarbij het door de heer Kelian Suami voorgestelde project werd geselecteerd.
- Kunt u ons meer vertellen over de andere kandidaten en hoe de selectie verliep?

De heer Spapens antwoordde dat deze informatie schriftelijk zal worden verstrekt en schetst alvast de belangrijkste elementen.

5 annexes / 5 bijlagen

-
- 11 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – CENTR’AL – Marché de fournitures – Acquisition de matériel d’initiation à l’escrime - Approbation des conditions, mode de passation et désignation du prestataire – Application de l’article 234 §3 de la nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 27 août 2020 :

D’approuver l’acquisition de matériel d’initiation à l’escrime ;

D’approuver l’appel d’offre pour le marché de fournitures « CENTR’AL - Acquisition de matériel d’initiation à l’escrime » ;

De passer un marché public de faible montant sur simple facture acceptée ;

D’approuver la consultation des trois prestataires suivants pour ce marché :

- *Leon Paul France - Avenue de la République 86 (Bâtiment GoodKing) à 59113 Seclin FRANCE ;*
- *AllStar Fecht-Center GmbH & Co KG- Carl-Zeiss-Str. 61 D-72770 Reutlingen GERMANY ;*
- *Fencing Pro Shop - Rue Fontaine a louche 36 à 7850 Petit-Enghien BELGIQUE ;*

*D'approuver le rapport d'analyse des offres rédigé par la cellule Revitalisation des quartiers ;
D'attribuer ce marché au fournisseur ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse au regard du prix, soit Fencing Pro Shop, pour le montant d'offre contrôlé de 4.185,95 euros hors TVA ou 5.065,00 euros TVA comprise ;
D'inscrire cette dépense à l'article 764/744-51/26 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget 2020 ;
De financer la dépense précitée à 75% par un subside de l'ADEPS ; le solde étant à charge de la Commune ;
D'informer le conseil communal lors de sa prochaine séance ;*

DECIDE :

En application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 août 2020 décidant d'approuver les conditions et le mode de passation et désignation du prestataire pour le marché de fournitures « CENTR'AL - Acquisition de matériel d'initiation à l'escrime ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de Wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - CENTR'AL - Opdracht voor leveringen - Aankoop van materiaal voor scherminitiatie - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, gunningswijze en aanstelling van de dienstverlener - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 augustus 2020 om:

De aankoop van materiaal voor scherminitiatie goed te keuren;

De offerteaanvraag goed te keuren voor de opdracht voor leveringen "CENTR'AL - Aankoop van materiaal voor scherminitiatie";

Een overheidsopdracht van beperkte waarde met aanvaarde factuur te gunnen;

Goedkeuring te verlenen voor de raadpleging van de drie volgende dienstverleners voor deze opdracht:

- *Leon Paul France - Avenue de la République 86 (Bâtiment GoodKing) - 59113 Seclin, FRANCE;*
- *AllStar Fecht-Center GmbH & Co KG - Carl-Zeiss-Str. 61 D-72770 Reutlingen, GERMANY;*
- *Fencing Pro Shop - Rue Fontaine a louche 36 - 7850 Petit-Enghien, BELGIQUE;*

Goedkeuring te verlenen aan het analyseverslag van de offerten dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken;

Deze opdracht te gunnen aan de leverancier die de economisch voordeligste offerte heeft ingediend op het vlak van de prijs, zijnde Fencing Pro Shop, voor het gecontroleerde offertebedrag van 4.185,95 € excl. btw of 5.065,00 € btw inbegrepen;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 764/744-51/26 "Aankoop van machines, exploitatiematerieel en uitrusting" van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Voornoemde uitgave voor 75% te financieren door een subsidie van de ADEPS, waarbij het saldo

ten laste is van de Gemeente;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting;

BESLIST:

In toepassing van artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 augustus 2020 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de aanstelling van de dienstverlener voor de opdracht voor leveringen “CENTR’AL - Aankoop van materiaal voor scherminiatie”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

12 **Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Albert – CENTR’AL – Modèle type de convention d’occupation d’un espace au sein d’une infrastructure communale sportive ou culturelle – Approbation de la convention type.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 07 juillet 2020 d’approuver les termes du Règlement d’Ordre Intérieur du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL [...];

Considérant l’ouverture prochaine du complexe CENTR’AL ;

Considérant que l’exploitation du complexe CENTR’AL implique l’occupation annuelle ou occasionnelle de différents espaces, dès le mois de septembre 2020, par de nombreux opérateurs publics, privés et associatifs ;

Considérant la nécessité de formaliser dans une convention les conditions d’occupation des différents espaces au sein du complexe CENTR’AL ;

Considérant qu’aucune convention n’est utilisée, à l’heure actuelle ;

Considérant le projet de convention type d’occupation d’un espace au sein d’une infrastructure communale, joint au dossier ;

DECIDE,

D’approuver la convention type d’occupation d’un espace au sein d’une infrastructure communale ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, pour signer la convention d’occupation avec les différents opérateurs concernés .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - CENTR'AL – Modelovereenkomst voor het gebruik van een ruimte in gemeentelijke sport- of cultuurinfrastructuur tussen de gemeente Vorst en een operator - Goedkeuring van de modelovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 7 juli 2020 om de formulering van het huishoudelijk reglement goed te keuren van het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR'AL [...];

Overwegende dat het complex CENTR'AL weldra zijn deuren opent;

Overwegende dat de uitbating van het complex CENTR'AL het jaarlijks of occasioneel gebruik inhoudt van verschillende ruimtes, vanaf september 2020, door verschillende publieke en private operatoren en verenigingen;

Overwegende de noodzaak om de gebruiksvoorwaarden van de verschillende ruimten in het complex CENTR'AL in een overeenkomst vast te leggen;

Overwegende dat er momenteel geen enkele overeenkomst wordt gebruikt;

Gelet op het ontwerp van modelovereenkomst voor het gebruik van een ruimte in een gemeentelijke sport- of cultuurinfrastructuur, als bijlage bij het dossier gevoegd;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de modelovereenkomst voor gebruik van een ruimte in een gemeentelijke infrastructuur;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de verschillende aanvragende operatoren te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

-
- 13 **Revitalisation des Quartiers – Contrat de Quartier Durable Abbaye – Projet « Tracé de l'eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe « Rousseau – Vanpé – Saint-Denis – Dries – Eau » – Marché de travaux – Prise d'acte du mode de financement.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu sa décision en sa séance du 14 octobre 2014 :

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu ses décisions du 23 février 2016, du 18 octobre 2016 et du 16 mai 2017 d'approuver respectivement les modifications de programme n°1, n°2 et n°3 du *Contrat de Quartier Durable Abbaye* ;

Vu les courriers du 25 mai 2016 et du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant respectivement la modification de programme n°1, n°2 et 3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu sa décision en sa séance du 21 janvier 2019 :

De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver le montant de l'estimation (1.431.616,17 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 1.574.777,79 € HTVA soit 1.905.481,12 € TVAC), le Cahier Spécial des Charges réf : Tracé de l'eau – 2019 – T – 2 et l'Avis de Marché relatifs au marché de travaux « Réalisation du projet « Tracé de l'eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe « Rousseau – Vanpé – Saint-Denis – Dries – Eau » » - ci-annexés ;

D'approuver la division du marché en tranches, à savoir :

- Tranche ferme : Tranche de marché 1 : Tracé de l'eau (estimé à : 1.000.827,65 € hors TVA) ;

- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 : Cheminement rue de Liège (estimé à : 390.788,52 € hors TVA) ;

- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 3 : Escalier rue de Barcelone (estimé à : 40.000,00 € hors TVA) ;

De soumettre l'Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 9306/731-60/80 « Travaux de voiries en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

De financer cette dépense à hauteur de 77,32% par un subside de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

De financer le solde par un emprunt à charge de la Commune

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.

Vu sa décision en sa séance du 2 juillet 2019 :

De revoir à la hausse le montant de l'estimation de la tranche ferme et des tranches conditionnelles du marché travaux « Réalisation du projet « Tracé de l'eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe « Rousseau – Vanpé – Saint-Denis – Dries – Eau » », établis par la cellule Revitalisation des quartiers et de le porter à :

- Tranche ferme : Tranche de marché 1 : Tracé de l'eau : 1.246.092,18 € hors TVA ou 1.507.771,54 € 21% TVA comprise ou 1.658.548,69 €, 21% TVA comprise et 10% imprévus et révisions de prix compris ;

- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 : Cheminement rue de Liège : 545.500,68 € hors TVA ou 660.055,82 € 21% TVA comprise ou 726.061,41 €, 21% TVA comprise et 10% imprévus et

révisions de prix compris) ;

- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 3 : Escalier rue de Barcelone : 65.236,46 € hors TVA ou 78.936,12 € 21% TVA comprise ou 86.829,73 €, 21% TVA comprise et 10% imprévus et révisions de prix compris) ;

Le montant total du marché travaux s'élève désormais à 1.856.829,32 € hors TVA ou 2.246.763,48 € 21% TVA comprise ou 2.471.439,82 €, 21% TVA comprise et 10% imprévus et révisions de prix compris ;

D'inscrire la dépense relative à la tranche ferme à l'article 9306/731-60/80 « Travaux de voiries en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

De financer la dépense relative à la tranche ferme à hauteur de 1.028.279,24 €, soit 60,44%, par un subside de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires »

De financer le solde par un emprunt à charge de la Commune

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 18 juillet 2019 :

D'approuver le rapport d'examen des offres, établi par la Cellule de Revitalisation des Quartiers, et ses annexes ;

De sélectionner pour avoir répondu aux conditions du cahier spécial des charges en terme de « motifs d'exclusion et critères de sélection », la société « les entreprises MELIN sa » et la « société Viabuild nv » ;

De considérer les offres présentées comme en ordre et régulières, à savoir :

Offre 1 : les entreprises MELIN sa,

Offre 2 : Viabuild nv.

D'attribuer le marché travaux « Réalisation du projet « Tracé de l'eau » – Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe « Rousseau – Vanpé – Saint-Denis – Dries – Eau » à « Viabuild nv », Schalienenhoedreef 20 F à 2800 Mechelen, pour un montant de commande total contrôlé de 1.856.829,32 € HTVA, soit 2.246.763,48 € TVAC ;

D'inscrire la dépense du montant de la tranche ferme de 1.658.548,69 € (T.V.A. comprises + 10% pour pallier les révisions de prix et imprévus) à l'article 9306/731-60/80 « Travaux de voiries en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 où le crédit nécessaire est disponible ;

De financer la dépense liée à la tranche ferme du marché de travaux comme suit :

- 1.028.279,24 €, par le subside CQDAbbaye de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires »,

- 630.269,45 € par un emprunt à charge de la Commune ;

D'approuver le paiement de la tranche d'honoraires correspondant à la phase « Assistance à l'attribution du marché de l'entreprise » du marché de services « auteur de projet », soit un montant de 3.125,00 € HTVA ou 3.781,25 TVAC (2,5 % de la mission totale) par le crédit reporté du budget extraordinaire de l'exercice 2016, à l'article budgétaire 9306/731-60/80 « Travaux de voiries en cours d'exécution » ;

De financer la dépense à 87,71% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde étant à charge de la Commune et est financé par un emprunt ;

D'avertir les soumissionnaires susmentionnés par écrit de cette décision ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.

DECIDE :

De prendre acte du financement du marché de travaux pour la réalisation du projet « Tracé de l'eau »

comme suit :

Tranche ferme (1.658.548,69 €) :

- 1.028.279,24 €, (soit 62%) par le subside CQDAbbaye de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires »,
- 630.269,45 € (soit 38%) par un emprunt à charge de la Commune.

Tranche conditionnelle « Cheminement rue de Liège » :

- 726.061,41 € (soit 100%) par un emprunt à charge de la Commune.

Tranche conditionnelle « Escalier rue de Barcelone » :

- 86.829,73 € (soit 100%) par un emprunt à charge de la Commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 27 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Christiane Defays.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Project ‘Watertraject’ – Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader ‘Rousseau – Vanpé – Sint-Denijs – Dries – Water’ – Opdracht voor werken – Akteneming van de financieringswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op zijn beslissing in zitting van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op zijn beslissingen van 23 februari 2016, van 18 oktober 2016 en van 16 mei 2017 tot goedkeuring van de respectieve programmawijziging nr. 1, nr. 2 en nr. 3 van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op de brieven van 25 mei 2016 en van 16 juni 2017 van Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van de respectieve programmawijzigingen nr. 1, nr. 2 en nr. 3 van DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op zijn beslissing in zitting van 21 januari 2019 om:

Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor aanneming van

werken;

Goedkeuring te verlenen aan het bedrag van de raming (1.431.616,17 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 1.574.777,79 € excl. btw of 1.905.481,12 € incl. btw), het Bijzonder Bestek met kenmerk Watertraject – 2019 – T – 2 en de Opdrachtaankondiging met betrekking tot de opdracht voor werken “Uitvoering van het project ‘Watertraject’ – Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader ‘Rousseau – Vanpé – Sint-Denijs – Dries – Water’”, opgenomen in bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de opdeling van de opdracht in schijven, namelijk:

- Vaste schijf: Opdrachtschijf 1: Watertraject (geraamd op: 1.000.827,65 € excl. BTW);
- Voorwaardelijke schijf: Opdrachtschijf 2: Weg Luikstraat (geraamd op: 390.788,52 € excl. BTW);
- Voorwaardelijke schijf: Opdrachtschijf 3: Trap Barcelonastraat (geraamd op: 40.000,00 € excl. BTW);

De Opdrachtaankondiging te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 9306/731-60 ‘Wegenwerken in uitvoering’ van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Deze uitgave voor 77,32% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO), ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 ‘Overboeking op het buitengewone subsidiefonds’;

Het saldo te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

Gelet op zijn beslissing in zitting van 2 juli 2019 om:

Het bedrag van de raming van de vaste schijf en van de voorwaardelijke schijven van de opdracht voor werken “Uitvoering van het project ‘Watertraject’ – Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader “Rousseau – Vanpé – Sint-Denijs – Dries – Water”, opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken, op te trekken tot:

- Vaste schijf: Opdrachtschijf 1: Watertraject: 1.246.092,18 € excl. btw of 1.507.771,54 € incl. 21% btw, of 1.658.548,69 € incl. 21% btw en 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen;
- Voorwaardelijke schijf: Opdrachtschijf 2: Weg Luikstraat: 545.500,68 € excl. btw of 660.055,82 € incl. 21% btw, of 726.061,41 € incl. 21% btw en 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen;
- Voorwaardelijke schijf: Opdrachtschijf 3: Trap Barcelonastraat: 65.236,46 € excl. btw of 78.936,12 € incl. 21% btw, of 86.829,73 € incl. 21% btw en 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen;

Het totaalbedrag van de opdracht voor werken bedraagt voortaan € 1.856.829,32 excl. btw of € 2.246.763,48 incl. 21% btw, of € 2.471.439,82, incl. 21% btw en 10% prijsherzieningen en onvoorziene kosten;

De uitgave met betrekking tot de vaste schijf in te schrijven op artikel 9306/731-60/80 ‘Wegenwerken in uitvoering’ van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

De uitgave met betrekking tot de vaste schijf ten belope van € 1.028.279,24, zijnde 60,44%, te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO), ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 ‘Overboeking op het buitengewone subsidiefonds’;

Het saldo te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 18 juli 2019 om:

Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken, en zijn bijlagen;

De firma's "Les entreprises Melin sa" en "Viabuild nv" te selecteren aangezien zij voldoen aan de voorwaarden van het bijzondere bestek op vlak van "uitsluitingsgronden en selectiecriteria";

De voorgelegde offertes te beschouwen als in orde en regelmatig, namelijk:

Offerte 1: Les entreprises Melin sa

Offerte 2: Viabuild nv

De opdracht voor werken "Uitvoering van het project 'Watertraject' - Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader 'Rousseau - Vanpé - Sint-Denijs - Dries - Water" te gunnen aan "Viabuild nv", Schaliënhoevedreef 20 F in 2800 Mechelen, voor een gecontroleerde totale bestelling van 1.856.829,32 € excl. BTW, zijnde 2.246.763,48 € incl. 21% BTW;

De uitgave van het bedrag van de vaste schijf van 1.658.548,69 € (incl. btw + 10% voor prijsherzieningen en onvoorziene kosten) in te schrijven op artikel 9306/731-60/80 'Wegenwerken in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2019, waar het nodige krediet beschikbaar is;

De uitgave die verband houdt met de vaste schijf van de opdracht, als volgt te financieren:

- 1.028.279,24 € door de subsidie DWCAbdij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO), ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds',

- 630.269,45 € door een lening ten laste van de Gemeente;

Goedkeuring te verlenen aan de betaling van de honorariaschijf die overeenkomt met de fase "Bijstand bij de gunning van de opdracht van de onderneming" van de opdracht voor diensten "projectontwerper", d.w.z. een bedrag van 3.125,00 € excl. BTW of 3.781,25 € incl. BTW (2,5% van de totale opdracht) door het krediet overgedragen op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016, op begrotingsartikel 9306/731-60/80 'Wegenwerken in uitvoering';

De uitgave voor 87,71% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds', waarbij het saldo ten laste is van de Gemeente en gefinancierd wordt door een lening;

De bovengenoemde inschrijvers schriftelijk op de hoogte te brengen van deze beslissing;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

BESLIST:

Akte te nemen van het financieringspercentage van de opdracht voor werken voor de uitvoering van het project "Watertraject" als volgt:

Vaste schijf (1.658.548,69 €):

- 1.028.279,24 € (zijnde 62%) door de subsidie DWCAbdij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO), ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds',
- 630.269,45 € (zijnde 38%) door een lening ten laste van de Gemeente.

Voorwaardelijke schijf "Weg Luikstraat":

- 726.061,41 € (zijnde 100%) door een lening ten laste van de Gemeente.

Voorwaardelijke schijf "Trap Barcelonastraat":

- 86.829,73 € (zijnde 100%) door een lening ten laste van de Gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 27 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Xavier Jans, Christiane Defays.

M. Loewenstein:

Il s'agit là donc du projet lié au CQ Abbaye.

Le projet principal et historique abordé déjà sous l'ancienne législature est en partie financé par des subsides des CQ, l'autre, à savoir 630.000€ doivent être financés par des fonds propres, ce qui n'est déjà pas rien.

J'ai été par ailleurs surpris des montants supplémentaires à charge de la commune pour la tranche conditionnelle portant sur le cheminement rue de Liège et l'escalier rue de Barcelone. En plus de ces 630.000€ à financer en fonds propres, on y ajouter ici 810.000€ en plus. 810.000€, c'est beaucoup d'argent, c'est plus que le budget réservé chaque année pour la rénovation des trottoirs ! Montant que vous avez d'ailleurs fait valider par la bande lors des MB d'avril dernier.

Je trouve que ça fait très cher pour cette partie du projet alors que l'on gratte les fonds de tiroirs pour poursuivre la rénovation des trottoirs.

Je ne dis pas que ce n'est pas bien d'intervenir à cet endroit et d'améliorer la connexion entre la gare et la rue de Liège mais, compte tenu, du coût, je reste réservé. Et ce, d'autant plus que, selon les plans que j'ai pu consulter, on prévoit bien de réaménager l'escalier mais on aurait pu prévoir un cheminement accessible aux PMR.

M. Spapens fournit des précisions quant aux tranches conditionnelles et leur financement.

De heer Loewenstein:

Het project houdt verband met het wijkcontract Abdij.

Het belangrijkste en historische project dat al onder de vorige bestuursperiode werd aangepakt, wordt gedeeltelijk gefinancierd met subsidies van de wijkcontracten, het andere (630.000 euro) moet worden gefinancierd met eigen middelen, wat niet niks is.

Ik was ook verbaasd over de extra bedragen die de gemeente moet betalen voor de voorwaardelijke schijf met betrekking tot de weg aan de Luikstraat en de trap in de Barcelonastraat. Naast de 630.000 € die met eigen middelen moeten worden gefinancierd, komt er nog eens 810.000 € bij. Dat is veel geld: meer dan het jaarlijks budget voor de renovatie van trottoirs! Dat bedrag hebt u overigens doen valideren bij de begrotingswijzigingen in april.

Ik vind dat erg duur voor dit deel van het project als je geld moet bijeenschrapen voor de renovatie van de trottoirs.

Ik zeg niet dat het niet goed is om daar iets te ondernemen en de verbinding tussen het station en de Luikstraat te verbeteren, maar als we naar het kostenplaatje kijken, ben ik niet overtuigd. Temeer daar er, volgens de plannen die ik heb kunnen raadplegen, plannen zijn om de trap op te knappen, maar men had de weg ook toegankelijk kunnen maken voor personen met beperkte mobiliteit.

De heer Spapens geeft toelichting bij de voorwaardelijke schijven en de financiering ervan.

14 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – CENTR’AL – Marché de fournitures – Acquisition de 100 chaises – Approbation des conditions, mode de passation et désignation du prestataire – Application de l’article 234 §3 de la nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 27 août 2020 :

*D’approuver l’acquisition de 100 chaises pour la salle à vocation culturelle du complexe CENTR’AL ;
D’approuver l’appel d’offre pour le marché de fournitures « CENTR’AL - Acquisition de 100 chaises Postura + » ;*

De passer un marché public de faible montant sur simple facture acceptée ;

D’approuver la consultation des trois prestataires suivants pour ce marché :

- *Manutan NV, Chaussée de Mons 1424 à 1070 BRUXELLES, BELGIQUE ;*
- *Alvan Diffusion SPRL, Rue du Berlaimont 2 à 6220 FLEURUS, BELGIQUE ;*
- *IA France, Rue Pré Gaut 73420 VOGLANS, SAVOIE, FRANCE ;*

D’approuver le rapport d’analyse des offres rédigé par la cellule Revitalisation des quartiers ;

D’attribuer ce marché au fournisseur ayant remis l’offre économiquement la plus avantageuse au regard du prix, soit Alvan Diffusion SPRL, pour le montant d’offre contrôlé de 2.890,00 euros hors TVA ou 3.496,90 euros TVA comprise ;

De financer cette dépense sur fonds propres ;

D’inscrire cette dépense à l’article 9304/744-51/ - /74 « Equipement et mobilier du Centr’Al (foyer culturel, hall d’accueil, ...) du service extraordinaire du budget 2020 ;

D’informer le Conseil communal de sa décision lors de sa plus prochaine séance.

DECIDE :

En application de l’article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 août 2020 décidant d’approuver les conditions, le mode de passation et la désignation du prestataire pour le marché de fournitures « CENTR’AL - Acquisition de 100 chaises ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de Wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - CENTR’AL - Opdracht voor leveringen - Aankoop van 100 stoelen - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, gunningswijze en aanstelling van de dienstverlener - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het

College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27 augustus 2020 om:

De aankoop goed te keuren van 100 stoelen voor de culturele zaal van het complex CENTR'AL;

De offerteaanvraag goed te keuren voor de opdracht voor leveringen "CENTR'AL - Aankoop van 100 stoelen Postura+";

Een overheidsopdracht van beperkte waarde met aanvaarde factuur te gunnen;

Goedkeuring te verlenen voor de raadpleging van de drie volgende dienstverleners voor deze opdracht:

- *Manutan NV, Bergensesteenweg 1424 - 1070 BRUSSEL, BELGIE;*
- *Alvan Diffusion SPRL, Rue du Berlaimont 2 - 6220 FLEURUS, BELGIE;*
- *IA France, Rue Pré Gaut 73420 VOGLANS, SAVOIE, FRANCE;*

Goedkeuring te verlenen aan het analyseverslag van de offerten dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken;

Deze opdracht te gunnen aan de leverancier die de economisch voordeligste offerte heeft ingediend op het vlak van de prijs, zijnde Alvan Diffusion SPRL, voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.890,00 € excl. btw of 3.496,90 € btw inbegrepen;

Deze uitgave uit eigen middelen te financieren;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 9304/744-51/ - /74 "Uitrusting en meubilair van Centr'Al (cultuurcentrum, onthaal, ...) van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing tijdens de eerstvolgende zitting;

BESLIST:

In toepassing van artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 augustus 2020 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de aanstelling van de dienstverleners voor de opdracht voor leveringen "CENTR'AL - Aankoop van 100 stoelen".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

- 15 **Informatique - Extension du système de connexion à haut-débit pour les écoles communales - Acquisition, installation et paramétrage des nouvelles antennes.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatif aux compétences du Collège

des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1^{er} 1^o ii) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège du 16 juillet 2020 ;

Considérant que tous les services de l'administration communale sont reliés en réseau hauts débits entre eux par des antennes sur les principaux sites administratifs afin de permettre les transmissions téléphoniques et datas ;

Considérant que toutes nos écoles communales (F et N) sont également connectées au système Internet ;

Considérant que le système de connexion data actuel géré par la société Irisnet, ne donne plus entière satisfaction ;

Considérant que de plus en plus le département de l'enseignement nécessite un outil informatique performant. Ce besoin s'est encore accentué lors de ces derniers mois (Covid-19) ;

Considérant qu'Irisnet est dans l'impossibilité de fournir un débit supérieur dans certaines écoles ;

Considérant que dès lors de nouvelles implantations d'antennes sont à prévoir ;

Considérant qu'une installation d'antenne sur l'hôtel communal est interdite par Monuments et sites, vu le classement dudit bâtiment ;

Considérant la possibilité d'installation d'antennes « wireless » sur les bâtiments scolaires suivants : école 14 / La Cordée - Ecole Pavillon des Tilleuls - Ecole Arc-en-ciel - Ecole du Vignoble/Marronniers – Wereldbrug ;

Considérant que l'antenne existante sur le bâtiment sis rue du Curé/rue de Liège – abritant les services de police, peut servir de point de départ de liaison entre l'administration et les établissements scolaires ;

Considérant que dès lors cette antenne nécessite un *upgrading* afin de permettre des liaisons optimales ;

Considérant que la société SOTRECOM sprl, fournisseur actuellement désigné pour le « haut débit » donne entière satisfaction et peut prendre en charge l'extension du système existant ;

Considérant que pour des raisons techniques évidentes (interopérabilité) il y a lieu de faire appel au même fournisseur, soit SOTRECOM sprl ;

Considérant l'offre de la société SOTRECOM sprl sise avenue des Millepertuis 7 à 1070 Bruxelles, qui

répond aux critères d'installation et de paramétrage des nouvelles antennes, imposant une parfaite liaison ;

Considérant que cette dépense estimée à 81.636 € TVAC (67.467,77 € HTVA) émerge à l'article 104/724-60/15 du service extraordinaire du budget 2020 (montant disponible à l'article : 100.000 €);

Considérant que les 100.000 € restants de disponibles à l'article 104/724-60/15 n'étaient initialement pas destinés à cet effet (travaux d'installation Hôtel communal) ;

Considérant dès lors qu'un changement d'affectation sera demandé sous forme de modification budgétaire lors de la prochaine séance du Conseil communal à concurrence du montant de la dépense (extension du réseau informatique) ;

DECIDE,

Art 1^{er} : De faire application de l'article 42 § 1^{er} 1^o ii) ; de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics pour l'acquisition, installation et paramétrage d'antennes « haut débit » sur les bâtiments scolaires suivants : école 14 / La Cordée - Ecole Pavillon des Tilleuls - Ecole Arc-en-ciel - Ecole du Vignoble/Marronniers – Wereldbrug et l'upgrading de l'antenne existante sur le bâtiment sis rue du Curé/rue de Liège ;

Art 2 : De désigner la société SOTRECOM sprl sise Avenue des Millepertuis 7 à 1070 Bruxelles pour lesdits travaux suivant son offre du 18 juin 2020 et au montant de 81.636 € TVAC (67.467,77 € HTVA) ;

Art 3 : D'inscrire la dépense de 81.636 € TVAC (67.467,77 € HTVA) à l'article 104/724-60/15 du service extraordinaire du budget 2020 ;

Art 4 : De financer cette dépense par un emprunt ;

Art 5 : D'adapter le descriptif mentionné à l'annexe du budget concernant l'article 104/724-60/15, comme suit :

NOUVEAU TEXTE : Extension du réseau communal (ANCIEN TEXTE : Travaux d'installation Hôtel communal).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Informatica - Uitbreiding van het breedbandaansluitsysteem voor gemeentescholen - Aankoop, installatie en configuratie van nieuwe antennes.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42 §1, 1^o, ii);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de

overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van 16 juli 2020;

Overwegende dat alle diensten van het gemeentebestuur onderling verbonden zijn via een breedbandaansluitsysteem door antennes op de voornaamste administratieve sites om de telefoon- en data-overdrachten mogelijk te maken;

Overwegende dat al onze gemeentescholen (F en N) tevens verbonden zijn met het Internetsysteem;

Overwegende dat het huidige dataconnectiesysteem, beheerd door de firma Irisnet, geen volledige voldoening meer geeft;

Overwegende dat het departement onderwijs steeds meer nood heeft aan performante informaticatools. Deze behoefte is nog groter geworden tijdens deze laatste maanden (Covid-19);

Overwegende dat Irisnet niet in staat is een hoger debiet te leveren in bepaalde scholen;

Overwegende dat er bijgevolg nieuwe vestigingen van antennes voorzien moeten worden;

Overwegende dat Monumenten en Landschappen geen toelating geeft om een antenne te installeren op het gemeentehuis, aangezien dit gebouw beschermd is;

Overwegende de mogelijkheid om “wireless” antennes te installeren op de volgende schoolgebouwen: school 14 / La Cordée - School Pavillon des Tilleuls - School Arc-en-ciel - School Vignoble/Marronniers – Wereldbrug;

Overwegende dat de bestaande antenne op het gebouw gelegen Pastoorstraat/Luikstraat – waar de politiediensten zijn ondergebracht – kan dienen als vertrekpunt voor de verbinding tussen het bestuur en de schoolinstellingen;

Overwegende dat deze antenne bijgevolg een *upgrading* nodig heeft om optimale verbindingen mogelijk te maken;

Overwegende dat de firma SOTRECOM bvba, huidig aangesteld leverancier voor het breedbandsysteem, volledige voldoening geeft en kan instaan voor de uitbreiding van het bestaande systeem;

Overwegende dat het bijgevolg en omwille van evidente technische redenen (interoperabiliteit) aangewezen is om een beroep te doen op dezelfde leverancier, namelijk SOTRECOM bvba;

Overwegende de offerte van de firma SOTRECOM bvba, gelegen Sint-Janskruidlaan 7 te 1070 Brussel, die voldoet aan de criteria van installatie en parametrisering van de nieuwe antennes, die een perfecte verbinding vergen;

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 81.636 € incl. BTW (67.467,77 € excl. BTW) behoort tot artikel 104/724-60/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 (bedrag beschikbaar op artikel: 100.000 €);

Overwegende dat de resterende 100.000 € die beschikbaar zijn op artikel 104/724-60/15 aanvankelijk niet voor dit doel bestemd waren (installatiewerken in het gemeentehuis);

Overwegende dat er daarom tijdens de volgende vergadering van de gemeenteraad een bestemmingswijziging zal worden gevraagd in de vorm van een begrotingswijziging ten belope van het bedrag van de uitgaven (uitbreiding van het informaticanetwerk);

BESLIST,

Art 1: Artikel 42 §1, 1°, ii) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten toe te passen voor de aankoop, installatie en parametring van breedbandantennes op de volgende schoolgebouwen: school 14 / La Cordée - School Pavillon des Tilleuls - School Arc-en-ciel - School Vignoble/Marronniers – Wereldbrug en de upgradering van de bestaande antenne op het gebouw gelegen Pastoorstraat/Luikstraat;

Art 2: De firma SOTRECOM bvba, gelegen Sint-Janskruidlaan 7 te 1070 Brussel, aan te stellen voor de genoemde werken volgens zijn offerte van 18 juni 2020 en voor het bedrag van 81.636 € incl. BTW (67.467,77 € excl. BTW);

Art 3: De uitgave van 81.636 € incl. BTW (67.467,77 € excl. BTW) in te schrijven op artikel 104/724-60/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Art 4: Deze uitgave te financieren door een lening;

Art 5: De beschrijving vermeld in de bijlage bij de begroting met betrekking tot artikel 104/724-60/15 aanpassen als volgt:

NIEUWE TEKST: Uitbreiding van het gemeentelijk netwerk (OUDE TEKST: Installatiewerkzaamheden gemeentehuis).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

16 **Informatique - Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par

adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2020 ;

Vu la liste des prix du matériel de REDCORP pour l'année 2020 ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service Informatique 139/742-53/15

5	SWITCH 8 PORTS CISCO	2.400,35 €
	TOTAL	2.400,35 €
	TOTAL +TVA	2.905,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/51 du service extraordinaire du budget 2020, soit 120.000,00 € ;

Pour le service ENSEIGNEMENT FR 7201/742-53/16

5	HP-Elitebook8G5	3.530,00 €
15	PC ecran	1.983,00 €
8	Activpanel V7 Titanium 70'' 4K + support	32.000,00 €
4	SupportS mobiles pour TBI	3.400,00 €
1	Ecran sur pied pour projection	172,00 €
1	Armoire LOCK'N charge 30	1.299,00 €
26	Ipad – 10.2 inch	16.510,00 €
	TOTAL	58.894,00 €
	TOTAL +TVA	71.265,00€

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7201/742-53/16 du service extraordinaire du budget 2020, soit 77.100,00 € ;

Pour le service ACADEMIE DE MUSIQUE FR 734/742-53/15

1	Beamer -OPTIMA 14018	346,00 €
	TOTAL	346,00 €
	TOTAL +TVA	420,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 734/742-53/51 du service extraordinaire du budget 2020, soit 500,00 € ;

Pour le service Bibliothèque 7671/742-53/05

8	Douchettes	1.610,00 €
2	Imprimantes tickets	228,00 €
TOTAL		1.838,00 €
TOTAL +TVA		2.225,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7671/742-53/05 du service extraordinaire du budget 2020, soit 3.600,00 € ;

Pour le service Bibliothèque NL 7672/742-53/53

3	Douchettes	604,00 €
TOTAL		604,00 €
TOTAL +TVA		731,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7672/742-53/53 du service extraordinaire du budget 2020, soit 1.300,00 € ;

Pour le service Petite enfance 844/742-54/15

1	Elitebook8G5	880,00 €
1	Ecran Elitedisplay	141,00 €
TOTAL		1.021,00 €
TOTAL +TVA		1.236,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 844/742-54/40 du service extraordinaire du budget 2020, soit 1.500,00 € ;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes ECONOCOM, DIALOG, ORANGE, MIMÉOS, SWITCH/IT PRO NV, REDCORP ;

De désigner GIAL pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes, DEFILANGUES;

D'inscrire la dépense de 2.905,00 € (TVAC) à l'article 139/742-54/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel chez IRISNET ;

D'inscrire la dépense de 71.265,00 € (TVAC) à l'article 7201/742-53/40 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel chez DEFILANGUES – CIRB ;

D'inscrire la dépense de 420,00 € (TVAC) à l'article 734/742-54/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 2.225,00 € (TVAC) à l'article 7671/742-53/05 du service extraordinaire du

budget 2020 pour acquisition de matériel au REDCORP ;

D'inscrire la dépense de 731,00 € (TVAC) à l'article 7672/742-53/53 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au CIRB ;

D'inscrire la dépense de 1.236,00 € (TVAC) à l'article 844/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au CIRB ;

De financer les dépenses aux articles 139/742-53/15 - 7671/742-53/05 - 7672/742-53/15 - 844/742-53/15 par un emprunt, et aux articles 7201/742-53/165 – 7202/742-53/15 – 734/742-53/15, par subsides.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Informatica - Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijk informaticapark.

DE RAAD ,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst met nr CM1008 tussen het Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

“Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.”

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2020;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door REDCORP voor het jaar 2020;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt geraamd wordt:

Voor de Informaticadienst 139/742-53/15

5	SWITCH 8 PORTS CISCO	2.400,35 €
TOTAAL		2.400,35 €
TOTAAL + BTW		2.905,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 120.000,00 €;

Voor de dienst ONDERWIJS FR 7201/742-53/15

5	HP-Elitebook8G5	3.530,00 €
15	PC scherm	1.983,00 €
8	Activpanel V7 Titanium 70'' 4K + support	32.000,00 €
4	SupportS mobiles voor TBI	3.400,00 €
1	Vrijstaand scherm voor projectie	172,00 €
1	Kast LOCK'N charge 30	1.299,00 €
26	Ipad – 10.2 inch	16.510,00 €
TOTAAL		58.894,00 €
TOTAAL + BTW		71.265,00€

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 77.100,00 €;

Voor de dienst muziekacademie FR 734/742-53/15

1	Beamer -OPTIMA 14018	346,00 €
TOTAAL		346,00 €
TOTAAL + BTW		420,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 734/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 500,00 €;

Voor de dienst Bibliotheek FR 7671/742-53/05

8	Handscanners	1.610,00 €
2	Printers tickets	228,00 €
TOTAAL		1.838,00 €
TOTAAL + BTW		2.225,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7671/742-53/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 3.600,00 €;

Voor de dienst Bibliotheek NL 7672/742-53/53

5	Handscanners	238,40 €
TOTAAL		238,40 €
TOTAAL + BTW		289,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7672/742-53/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 1.300,00 €;

Voor de dienst Kinderopvang 844/742-54/40

1	Elitebook8G5	880,00 €
1	Scherm Elitedisplay	141,00 €
TOTAAL		1.021,00 €
TOTAAL + BTW		1.236,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 844/742-54/54 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 namelijk 1.500,00 €;

BESLIST,

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's ECONOCOM, DIALOG, ORANGE, MINEOS, SWITCH/IT PRO NV, REDCORP;

GIAL aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma DEFILANGUES;

De uitgave van 2.905,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG en GIAL;

De uitgave van 71.265,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7201/742-53/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij DEFILANGUES - CIBG;

De uitgave van 420,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 734/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 2.225,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7671/742-53/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij REDCORP;

De uitgave van 731,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 7672/742-54/53 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgave van 1.236,00 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 844/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

Deze uitgave te financieren door een lening op artikelen 139/742-53/15 - 7671/742-53/05 - 7672/742-53/15 - 844/742-53/15 en door subsidies op artikelen 7201/742-53/165 - 7202/742-53/15 - 734/742-53/15.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

FINANCES - FINANCIËN

Comptabilité - Boekhouding

17 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	2.980,15 €	1.034,85 €	4.015,00 €
DEPENSES	3.915,00 €	100,00 €	4.015,00 €

BALANCE

Considérant que la Fabrique d'église paie à l'AOP Bruxelles Sud des montants fixes pour la location de l'église, de la participation aux frais de chauffage, d'électricité et d'entretien du bâtiment ;

En conséquence, il n'y a pas lieu de calculer un excédent/bénéfice présumé de l'exercice courant ni de créer un fonds de réserve ad hoc ;

L'équilibre budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires de culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars - Begroting 2021.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2021 van de Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	2.980,15 €	1.034,85 €	4.015,00 €
UITGAVEN	3.915,00 €	100,00 €	4.015,00 €

EVENWICHT

Overwegende dat de Kerkfabriek aan de VPW Brussel Zuid vaste bedragen betaalt voor de huur van de kerk, de deelname in de kosten voor verwarming, elektriciteit en onderhoud van het gebouw;

Het is bijgevolg niet nodig om een vermoedelijk overschot/winst te berekenen van het lopende dienstjaar noch een ad hoc reservefonds te creëren;

Het begrotingsevenwicht wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst in de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2021 van de Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

18 Finances - Fabrique de l'Église Saint-Antoine de Padoue – Budget 2021.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	9.636,64 €	9.133,36 €	18.770,00 €
DEPENSES	13.270,00 €	5.500,00 €	18.770,00 €

EQUILIBRE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 8.236,64 € pour les frais ordinaires du culte et de 5.500,00 € au service extraordinaire (Article 25 - subsides extraordinaires de la commune), le montant de 5.500,00 € correspond au coût de la réfection de deux chéneaux de gouttière ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $8.236,64 \text{ €} \times 58,85 \% = 4.847,26 \text{ €}$ au service ordinaire et $5.500,00 \text{ €} \times 58,85 \% = 3.236,75 \text{ €}$ au service extraordinaire ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation de la modification budgétaire de l'exercice 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue;

D'inscrire le montant de 3.236,75 € à l'article 790/635-51 /08 « Subsides en capital à des fins spécifiques aux autres pouvoirs » du budget extraordinaire 2021 sous réserve d'approbation par le conseil communal et l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua – Begroting 2021.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2021 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua, als volgt vastgesteld door de Kerkraad :

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	9.636,64 €	9.133,36 €	18.770,00 €
UITGAVEN	13.270,00 €	5.500,00 €	18.770,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 8.236,64 € voor de gewone kosten van de eredienst en van 5.500,00 € op de buitengewone dienst (Artikel 25 – buitengewone toelagen van de gemeente), het bedrag van € 5.500,00 komt overeen met de reparatiekosten van twee dakgoten ;

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $8.236,6 \text{ €} \times 58,85 \% = 4.847,26 \text{ €}$ op de gewone dienst en $5.500,00 \text{ €} \times 58,85 \% = 3.236,75 \text{ €}$ op de buitengewone dienst;

BESLIST :

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begrotingswijziging voor het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua;

Het bedrag van 3.236,75 € in te schrijven op 790/635-51 /08 « Bijdragen in kapitaal aan andere overheidsinstellingen voor specifieke doeleinden » van de buitengewone begroting 2021, onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

19 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint Pie X - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint Pie X, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	15.499,88 €	44.340,12 €	59.840,00 €
DEPENSES	19.840,00 €	40.000,00 €	59.840,00 €

EQUILIBRE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 7.651,88 € pour les frais ordinaires du culte et de 40.000,00 € au service extraordinaire (Article 25 - subsides extraordinaires de la commune), le montant de 40.000,00 € correspond au coût du remplacement de la chaudière ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $7.651,88 \text{ €} \times 67,87 \% = 5.193,33 \text{ €}$ au service ordinaire et $40.000,00 \text{ €} \times 67,87 \% = 27.148,00 \text{ €}$ au service extraordinaire ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint Pie X;

D'inscrire le montant de 27.148,00 € à l'article 790/635-51 /08 « Subsides en capital à des fins spécifiques

aux autres pouvoirs » du budget extraordinaire 2021 sous réserve d'approbation par le conseil communal et l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pius X - Begroting 2021.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2021 van de Kerkfabriek van de Heilige Pius X, als volgt vastgesteld door de bestuursraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	15.499,88 €	44.340,12 €	59.840,00 €
UITGAVEN	19.840,00 €	40.000,00 €	59.840,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 7.651,88 € voor de gewone kosten van de eredienst en van 40.000,00 € op de buitengewone dienst (Artikel 25 – buitengewone toelagen van de gemeente), het bedrag van € 40.000,00 komt overeen met de kosten voor het vervangen van de ketel;

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $7.651,88 \text{ €} \times 67,87 \% = 5.193,33 \text{ €}$ op de gewone dienst en $40.000,00 \text{ €} \times 67,87 \% = 27.148,00 \text{ €}$ op de buitengewone dienst;

BESLIST :

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2021 van de Kerkfabriek van de Heilige Pius X;

Het bedrag van 27.148,00 € in te schrijven op 790/635-51 /08 « Bijdragen in kapitaal aan andere overheidsinstellingen voor specifieke doeleinden » van de buitengewone begroting 2021, onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

20 **Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin - Budget 2021.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	23.614,07 €	16.365,93 €	39.980,00 €
DEPENSES	39.980,00 €	-	39.980,00 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 14.514,07 € pour les frais ordinaires du culte.

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $14.514,07 \text{ €} \times 86,94 \% = 12.618,53 \text{ €}$;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Augustinus - Begroting 2021.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2021 van de Kerkfabriek Sint-Augustinus, als volgt vastgesteld door de kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	23.614,07 €	16.365,93 €	39.980,00 €
UITGAVEN	39.980,00 €	-	39.980,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 14.514,07 € voor de gewone kosten van de eredienst.

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $14.514,07 \text{ €} \times 86,94 \% = 12.618,53 \text{ €}$;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2021 van de Kerkfabriek Sint-Augustinus.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

21 Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu les articles 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu le budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Alène, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	25.980,00 €	23.918,43 €	49.898,43 €
DEPENSES	39.832,00 €	10.000,00 €	49.832,00 €

EXCEDENT : 66,43 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le budget 2021, afin que celui-ci reste en équilibre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van Sint-Alena - Begroting 2021.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op artikelen 255 en 256 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de begroting 2021 van de Kerkfabriek van Sint-Alena, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	25.980,00 €	23.918,43 €	49.898,43 €
UITGAVEN	39.832,00 €	10.000,00 €	49.832,00 €

OVERSCHOT : 66,43 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2021 van de Kerkfabriek Sint-Alena en de toezichthoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de begroting 2021, opdat deze in evenwicht blijft.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

22 Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte-Marie Mère de Dieu - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Marie Mère de Dieu, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux

RECETTES	8.510,21 €	436.168,79 €	444.679,00 €
DEPENSES	24.435,00 €	417.244,00 €	444.679,00 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de Forest de 1.870,21 € pour les frais ordinaires du culte à l'article 17, également moyennant l'intervention communale (à l'article 25 subsides extraordinaires Commune) de 417.244,00 € ;

Nous souhaitons rappeler que les fabriques d'église, en tant que qu'organisme d'intérêt public, sont soumises à l'obligation du respect de la loi sur les marchés publics ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Marie Mère de Dieu.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods - Begroting 2021.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2021 van de Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods, als volgt vastgesteld door de bestuursraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	8.510,21 €	436.168,79 €	444.679,00 €
UITGAVEN	24.435,00 €	417.244,00 €	444.679,00 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van Vorst van 1.870,21 € voor de gewone kosten van de eredienst op artikel 17, en tevens door middel van de gemeentelijke tussenkomst (op artikel 25 buitengewone subsidies Gemeente) van 417.244,00 € ;

We willen herinneren dat kerkfabrieken, als instelling van openbaar nut hebben de verplichting de naleving van de wet overheidsopdrachten ;

BESLIST :

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2021 van de Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

23 Finances - Fabrique de l'Eglise Notre Dame de l'Annonciation - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Notre Dame de l'Annonciation, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	138.475,03 €	184.300,00 €	322.775,03 €
DEPENSES	71.237,00 €	251.538,03 €	322.775,03 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de Forest de 116.888,03 € pour les frais ordinaires du culte à l'article 17, et de 184.300,00 € au service extraordinaire (Article 25 - subsides extraordinaires Commune);

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $116.888,03 \text{ €} \times 5,16 \% = 6.031,42 \text{ €}$ au service ordinaire et $184.300,00 \text{ €} \times 5,16 \% = 9.509,88 \text{ €}$ au service extraordinaire ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation, sous réserve de modifications qui seraient éventuellement apportées par l'Autorité de la Tutelle;

D'inscrire le montant de 9.509,88 € à l'article 790/635-51 /08 « Equipement et maintenance extraordinaire en cours d'exécution des bâtiments » du budget extraordinaire 2021.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouwboodschap - Begroting 2021.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2021 van de Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouwboodschap, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	138.475,03 €	184.300,00 €	322.775,03 €
UITGAVEN	71.237,00 €	251.538,03 €	322.775,03 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van Vorst van 116.888,03 € voor de gewone kosten van de eredienst op artikel 17, en tevens door middel van de gemeentelijke tussenkomst (op artikel 25 buitengewone subsidies Gemeente) van 184.300,00 € ;

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $116.888,03 \text{ €} \times 5,16 \% = 6.031,42 \text{ €}$ op de gewone dienst en $184.300,00 \text{ €} \times 5,16 \% = 9.509,88 \text{ €}$ op de buitengewone dienst ;

BESLIST,

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2021 van de Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouwboodschap onder voorbehoud van wijzigingen die eventueel aangebracht zouden worden door de toezichthoudende overheid;

Het bedrag van 9.509,88 € in te schrijven op artikel 790/635-51 /08 "Uitrusting en buitengewoon onderhoud van gebouwen in uitvoering" van de buitengewone begroting 2021.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

24 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Denis - Compte 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	114.906,90 €	19.955,76 €	134.862,66 €
DEPENSES	21.130,17 €	-	21.130,17 €

EXCEDENT : 113.732,49 €

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'église Saint-Denis.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Denijs - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2019 van de kerkfabriek Sint-Denijs, als volgt vastgesteld door de kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	114.906,90 €	19.955,76 €	134.862,66 €
UITGAVEN	21.130,17 €	-	21.130,17 €

OVERSCHOT : 113.732,49 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de kerkfabriek Sint-Denijs.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

25 **Finances - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation - Compte 2019.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	181.369,93 €	20.263,28 €	201.633,21 €
DEPENSES	59.099,73 €	65.427,14 €	124.526,87 €

EXCEDENT : 77.106,34 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Ixelles, siège de l'église ;

Attendu que l'examen du compte donne lieu à l'observation suivante:

- étant donné que nous n'avons pas encore reçu l'approbation tutelle du compte 2018 ;

- étant donné qu'à l'article 17 du compte 2019, nous avons déjà effectué le versement de notre quote-part à la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation $171.184,74 \times 5,16 \% = 8.833,13 \text{ €}$;

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën – Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouwboodschap - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2019 van de kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouboodschap, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	181.369,93 €	20.263,28 €	201.633,21 €
UITGAVEN	59.099,73 €	65.427,14 €	124.526,87 €

OVERSCHOT : 77.106,34 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, worden de kasbescheiden door het Gemeentebestuur van Elsene, zetel van de kerk, onderzocht;

Overwegende dat het onderzoek van de rekening aanleiding geeft tot de volgende opmerking:

- aangezien we de goedkeuring van de toezichhoudende overheid voor de rekening 2018 nog niet ontvangen hebben;

- aangezien we in artikel 17 van de rekening van 2019 de betaling van ons aandeel al hebben gedaan aan de kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouboodschap $171.184,74 \times 5,16 \% = 8.833,13 \text{ €}$;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouboodschap.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

26 Finances - Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur - Compte 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	31.251,15 €	32.874,84 €	64.125,99 €
DEPENSES	31.424,08 €	-	31.424,08 €

EXCEDENT : 32.701,91 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Uccle, siège de l'église ;

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën – Kerkfabriek van het Heilig Hart - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2019 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	31.251,15 €	32.874,84 €	64.125,99 €
UITGAVEN	31.424,08 €	-	31.424,08 €

OVERSCHOT : 32.701,91 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, worden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Ukkel, zetel van de kerk, onderzocht;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

27 Finances - Fabrique de l'Eglise du Saint Pie X - Compte 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'Eglise Saint Pie X, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	15.174,67 €	23.269,06 €	38.443,73 €
DEPENSES	16.740,38 €	12.281,50 €	29.021,88 €

EXCEDENT: 9.421,85 €

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'église Saint Pie X.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pius X - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2019 van de kerkfabriek van de Heilige Pius X, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	15.174,67 €	23.269,06 €	38.443,73 €
UITGAVEN	16.740,38 €	12.281,50 €	29.021,88 €

OVERSCHOT: 9.421,85 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de kerkfabriek van de Heilige Pius X.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Logistique - Logistiek

28 **Logistique - Marchés publics - Consultance en vue d'une réforme des procédures budgétaires (2020-S-026) - Approbation des conditions et de la procédure de passation du marché - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le collège des bourgmestre et échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant la volonté de la commune s'inscrivant dans le cadre plus global visant à repenser les processus administratifs et l'organisation de l'administration en saisissant l'opportunité de son déménagement dans la maison Communale une fois celle-ci rénovée (Projet Maison Dewin) ;

Considérant certains constats observés lors de la confection des derniers comptes et budgets ainsi que la nécessité de préparer au mieux l'engagement futur d'une nouvelle personne pour exercer la fonction de receveur ;

Considérant dès lors que l'administration souhaite faire recours à une société de consultance externe pour

- réaliser un état des lieux des processus administratifs existants en matière de gestion budgétaire et financière (volet 1) ;
- bénéficier de conseils pour améliorer ceux-ci pour qu'ils servent au mieux le fonctionnement de la commune, de ses services et ce faisant des politiques menées en faveur des forestois et forestoises

(volet 2) ;

- disposer d'un accompagnement dans les réformes qui seront décidées par le collège (volet 3) ;

Considérant que l'administration n'est pas en mesure d'estimer au préalable la nécessité d'un accompagnement externe pour la mise en œuvre des réformes proposées dans le cadre du volet 2 du présent marché ;

Considérant qu'il est par conséquent nécessaire de diviser ce marché en une tranche ferme (volet 1 et 2) ainsi qu'une tranche conditionnelle (volet 3) conformément à l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 82.644,63 euros hors TVA ou 100.000,00 euros TVA comprise (taux de 21%) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juin 2020 de passer un marché de services ayant pour objet « Consultance en vue d'une réforme des procédures budgétaires » par la procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42, § 1, 1^o a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 euros) ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juin 2020 de passer un marché de services ayant pour objet « Consultance en vue d'une réforme des procédures budgétaires » par la procédure négociée sans publication préalable, au montant estimé de 82.644,63 euros hors TVA ou 100.000,00 euros, 21% TVA comprise (financement: emprunt pour la dépense relevant de l'article 104/747-60/64 du service extraordinaire du budget 2020).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 29 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Laurent Hacken, Stéphanie Koplowitz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Samir Ahrouch.

Logistiek - Overheidsopdrachten - Consultancy met het oog op een hervorming van de begrotingsprocedures (2020-S-026) - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de plaatsingsprocedure van de opdracht - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de plaatsingsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan 139.000,00 euro en dat verduidelijkt dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake

overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende de wens van de gemeente in een globaler kader om de administratieve processen en de organisatie van het bestuur te herbekijken waarbij ze gebruik maakt van de gelegenheid van haar verhuizing naar het Gemeentehuis eens de renovatie ervan is afgerond (Project Huis Dewin);

Overwegende bepaalde vaststellingen die werden gedaan bij de opmaak van de laatste rekeningen en budgetten alsook de noodzaak van een goede voorbereiding voor de toekomstige aanwerving van een nieuwe persoon die de functie van ontvanger zal uitoefenen;

Overwegende dat het bestuur bijgevolg een beroep wenst te doen op een extern consultancybedrijf om

- een inventaris op te maken van de bestaande administratieve processen inzake financieel en begrotingsbeheer (luik 1);
- gebruik te maken van advies om deze processen te verbeteren opdat ze zo goed mogelijk afgestemd zouden worden op de werking van de gemeente, van haar diensten en daarbij op het beleid dat gevoerd wordt ten gunste van de Vorstenaren (luik 2);
- te beschikken over begeleiding bij de hervormingen die door het college zullen worden beslist (luik 3);

Overwegende dat het bestuur niet in staat is om vooraf de noodzaak van externe begeleiding voor de tenuitvoerlegging van de hervormingen voorgesteld in het kader van luik 2 van de huidige opdracht te ramen;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om deze opdracht te splitsen in een vaste schijf (luik 1 en 2) en een voorwaardelijke schijf (luik 3) conform artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat de globale raming van deze opdracht 82.644,63 euro excl. BTW bedraagt of 100.000,00 euro BTW inbegrepen (percentage van 21%);

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 18 juni 2020 om een opdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “Consultancy met het oog op een hervorming van de begrotingsprocedures” via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking conform artikel 42, § 1, 1^o a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (de goed te keuren uitgave excl. BTW is lager dan de drempel van 139.000,00 euro);

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om een opdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp “Consultancy met het oog op een hervorming van de begrotingsprocedures” via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 82.644,63 euro excl. BTW of 100.000,00 euro, 21% BTW inbegrepen (financiering: lening voor de uitgave die valt onder artikel 104/747-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2020).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 29 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Laurent Hacken, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Samir Ahrouch.

M. Hacken s'étonne d'apprendre le départ de la Receveuse et s'interroge sur la nécessité de la mission de consultance au vu de son coût élevé et alors que Brulocalis (ou d'autres communes) dispose sans doute d'une expertise dont on pourrait profiter.

M. Roberti confirme que la Receveuse approche de la fin de sa carrière et explique que la procédure de recrutement a été externalisée auprès de l'ERAP. Il considère que Brulocalis ne dispose pas forcément de l'expertise nécessaire en matière financière et ajoute que la mission vise plus largement à la réorganisation du travail au sein du département des Finances.

Mme Koplowicz se demande s'il y a une visée de diminution du personnel sous-jacente à cette mission de consultance.

M. Roberti lui répond par la négative.

M. Pierre-De Permentier demande si d'autres missions de consultance sont prévues et souhaite des éclaircissements quant à l'externalisation de la procédure de recrutement.

M. Roberti rappelle brièvement le rôle de l'ERAP, qui consiste notamment à accompagner les communes en matière de RH. Il estime que cet accompagnement se justifie notamment par l'absence d'un DRH pour l'élaboration du règlement, la mise en place du jury, etc. Cette façon de procéder n'empêchera en rien les agents en interne de se porter candidats. Il ajoute qu'une commission sera prochainement organisée à ce sujet, à laquelle l'ERAP sera invitée.

S'agissant d'éventuels autres audits, il assure que rien n'est planifié à ce stade et ajoute que des collaborations avec d'autres partenaires sont toujours envisageables, par exemple dans le cadre du projet Maison Dewin et, plus largement, de la transition numérique (CIRB).

M. Pierre-De Permentier s'étonne que soit invoquée l'absence de cellule RH, alors que le service du Personnel est tout à fait compétent.

M. Roberti cite l'article 70ter de la nouvelle loi communale relatif aux missions du DRH et estime qu'il convient de distinguer la gestion administrative du personnel (paie, carrière,...) d'une part et la politique de ressources humaines de l'administration d'autre part.

M. Pierre-De Permentier demande à recevoir le profil de fonction du Receveur, reflétant clairement cette distinction entre service du Personnel et gestion des ressources humaines.

M. Roberti répond que le profil n'a pas encore été arrêté (un projet sera présenté en commission).

De heer Hacken is verbaasd over de aankondiging van het vertrek van de ontvanger en vraagt zich af of consultancy wel nodig is gezien de hoge kostprijs, terwijl Brulocalis (of andere gemeenten) ongetwijfeld expertise heeft die benut kan worden.

De heer Roberti bevestigt dat de ontvanger het einde van haar loopbaan nadert en legt uit dat de aanwervingsprocedure aan de GSOB uitbesteed is. Hij is van mening dat Brulocalis niet noodzakelijkerwijs over de nodige expertise op financieel gebied beschikt en voegt eraan toe dat het er veeleer om gaat het werk binnen het departement Financiën te reorganiseren.

Mevrouw Koplowicz vraagt zich af of er een onderliggend doel is om het aantal medewerkers te verlagen.

De heer Roberti antwoordt ontkennend.

De heer Pierre-De Permentier vraagt of er nog andere vormen van consultancy gepland zijn en vraagt om toelichting bij de uitbesteding van de wervingsprocedure.

De heer Roberti schetst kort de rol van de GSOB, die met name bestaat in het verlenen van HR-

ondersteuning aan gemeenten. Hij vindt deze bijstand gerechtvaardigd omdat er geen HR-directeur is voor het opstellen van het reglement, het organiseren van de jury, ... Deze aanpak verhindert geenszins dat personeel intern kan meedingen. Hij voegt eraan toe dat er binnenkort een commissie voor wordt samengesteld, waarbij de GSOB zal worden uitgenodigd.

Met betrekking tot mogelijke andere audits verzekert hij dat er in dit stadium niets gepland is en dat samenwerking met andere partners nog steeds mogelijk is, bv. in het kader van het project 'Huis Dewin' en meer in het algemeen de digitale transitie (CIBG).

De heer Pierre-De Permentier verbaast zich erover dat de afwezigheid van een cel HR ingeroepen wordt terwijl de personeelsdienst deskundig is.

De heer Roberti verwijst naar artikel 70ter van de Nieuwe Gemeentewet met betrekking tot de taken van de HR-directeur en is van mening dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen het administratief beheer van het personeel (salaris, loopbaan, ...) enerzijds en het personeelsbeleid van het bestuur anderzijds.

De heer Pierre-De Permentier vraagt het functieprofiel van de ontvanger te mogen ontvangen, waarin dit onderscheid tussen de personeelsdienst en het personeelsbeleid duidelijk tot uiting komt.

De heer Roberti antwoordt dat het profiel nog niet is afgerond (een ontwerp zal aan de commissie worden voorgelegd).

2 annexes / 2 bijlagen

29 **Logistique - Marchés publics – Fournitures de livres scolaires et non scolaires (2021-F-002) - Approbation des conditions et de la procédure de passation du marché - Application de l'article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et en particulier son article 41 (Recours à la procédure négociée sans publicatation préalable) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 février 2019 de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestre et Échevins pour les marchés relevant du budget ordinaire ;

Considérant que le marché relatif à la Fournitures de livres scolaires et non scolaires vient à échéance le 31 décembre 2020 et qu'il est nécessaire le relancer ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 2 juillet 2020 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « de livres scolaires et non scolaires (2021-F-002)-» par la procédure négociée direct avec publication préalable, au montant estimé de 203.773,56 € hors TVA ou 216.000 €, 6% TVA comprise ;

Considérant que le lot 3 "Fournitures de livres non scolaires pour la bibliothèque néerlandophone" estimé à 18.867,92 € hors TVA (20.000 € TVA comprise) est financé par des crédits à inscrire au service extraordinaire des budgets 2021 et 2022 ;

Considérant que ce lot sera financé par voie d'emprunt ;

Considérant que chaque lot étant un marché distinct, il est bien possible pour ce lot de faire application de l'art 234 §3 de la Nouvelle loi communale selon laquelle "Le collège des bourgmestre et échevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à [139.000,00 euros] (...)";

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

Décision du 2 juillet 2020 d'approuver le marché public de fournitures ayant pour objet « Fournitures de livres scolaires et non scolaires (2010-F-002)», et notamment le lot 3, par la procédure négociée directe avec publication préalable au montant estimé de 203.773,56 € hors TVA ou 216.000,00 €, 6% TVA comprise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Logistiek - Overheidsopdrachten - Levering van schoolboeken en niet-schoolboeken (2021-F-002) - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de plaatsingsprocedure van de opdracht - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, §3;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en in het bijzonder diens artikel 41 (Gebruik van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 februari 2019 om zijn bevoegdheden om de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten en van de concessieovereenkomsten te kiezen en om de lastvoorwaarden ervan vast te stellen over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen voor wat betreft de overheidsopdrachten die onder de gewone begroting vallen;

Overwegende dat de opdracht betreffende de Levering van schoolboeken en niet-schoolboeken verstrijkt op 31 december 2020 en dat het noodzakelijk is deze opnieuw te lanceren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juli 2020 om een opdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "Levering van schoolboeken en niet-schoolboeken (2021-F-002)" via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 203.773,56 € excl. BTW of 216.000 €, 6% BTW inbegrepen;

Overwegende dat perceel 3 "Levering van niet-schoolboeken voor de Nederlandstalige bibliotheek" geraamd op 18.867,92 € excl. BTW (20.000 € BTW inbegrepen) gefinancierd wordt door kredieten die moeten worden ingeschreven op de buitengewone dienst van de begrotingen 2021 en 2022;

Overwegende dat dit perceel gefinancierd zal worden via een lening;

Overwegende dat aangezien elk perceel een afzonderlijke opdracht is, het voor dit perceel perfect mogelijk is om artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen volgens hetwelk "Het college van burgemeester en schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief BTW geraamd wordt op minder dan [139.000,00 euro] (...)" ;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

Beslissing van 2 juli 2020 om goedkeuring te verlenen aan de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp "Levering van schoolboeken en niet-schoolboeken (2010-F-002)", en met name perceel 3, via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 203.773,56 € excl. BTW of 216.000,00 €, 6% BTW inbegrepen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

30 **Logistique - Marchés publics – « Fourniture de 50 bâches de type publicitaire dans le cadre de la lutte contre le COVID19 » - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 4, 236 et 249 § 1^{er} alinéa 2 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la valeur estimée hors TVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 (marchés de faible montant) ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 février 2019 de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestre et Échevins pour ce qui concerne le budget ordinaire ;

Vu la circulaire du service public régional de Bruxelles du 18 mars 2020 relative aux dépenses urgentes à pourvoir dans le cadre de la gestion de la pandémie de Covid-19 ;

Considérant qu'il est indispensable d'informer la population via des visuels suffisamment grands et pouvant résister aux intempéries ;

Considérant que la situation de crise sanitaire persiste ;

Considérant que la pandémie due au coronavirus revêt d'un caractère imprévisible ;

Considérant que ce marché public a été estimé à 2.000,00 € (2400 € TVA 21 % comprise)

Considérant qu'il a été proposé de passer ce marché par la procédure de faible montant (facture acceptée) ;

Considérant que cinq sociétés ont été consultées en urgence, à savoir :

Nom	Adresse	CP	Localité/Ville
Screengroup	Chaussée de Ruisbroek 267	1620	Drogenbos
PIXIS	Boulevard Saint-Michel, 47	1040	Bruxelles
Koto Panther Print	Boulevard de la Deuxième Armée Britannique, 140	1190	Bruxelles
DPI Sprl	Rue Van Soust, 277	1070	Bruxelles
Coyoteprint	Chaussée de La Hulpe 185	1170	Bruxelles

Considérant que 4 offres sont parvenues :

Nom	Adresse	CP	Localité/Ville
Pixis	Boulevard Saint-Michel, 47	1040	Bruxelles
Koto Panther Print	Boulevard de la Deuxième Armée Britannique, 140	1190	Bruxelles
DPI Sprl	Rue Van Soust, 277	1070	Bruxelles
Coyoteprint	Chaussée de La Hulpe 185	1170	Bruxelles

Considérant que Pixis est redevable de plus de 3.000 € de dettes fiscales, mais que suite à un contact pris avec le SPF compétent il apparaît qu'il bénéficie d'un plan d'apurement qu'il suit scrupuleusement ;

Considérant que sur cette base, les 4 soumissionnaires sont sélectionnés ;

Considérant le rapport d'examen des offres du 19 août 2020 rédigé par le Service Communication ;

Considérant que le Service Logistique proposait tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit PIXIS sprl située à Boulevard Saint-Michel, 47, 1040 Bruxelles (Numéro d'entreprise : BE 0891.452.368), au prix unitaire HTVA de 34,33 €, soit pour un montant (accessoires de fixation inclus) de HTVA de 1.843,75 € (2.230,94 €, TVA 21% comprise) ;

Considérant que les dépenses liées à ce marché n'ont pas pu être prévues lors de l'établissement du budget 2020 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 août 2020, décidant :

:

Art 1^{er} : De faire application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la Nouvelle loi communale pour l'acquisition de Fourniture de 50 bâches de type publicitaire dans le cadre de la lutte contre le COVID19 ;

Art 2 : D'approuver le descriptif et le montant estimé du marché "Fourniture de bâches de type publicitaire dans le cadre de la lutte contre le COVID19", établis par le service le service Communication. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 1.843,75 hors TVA (2.230,94 € TVA 21% comprise) ;

Art 3 : D'approuver le choix de la procédure de ce marché, à savoir la procédure de faible montant ;

Art 4 : De sélectionner les soumissionnaires Pixis sprl, Koto Panther Print (Koto Global Trade sprl), DPI sprl et Coyoteprint sprl, qui répondent aux critères de sélection qualitative ;

Art 5 : De considérer les offres de Pixis sprl, Koto Panther Print (Koto Global Trade sprl), DPI sprl et Coyoteprint sprl comme complètes et régulières ;

Art 6 : D'approuver le rapport d'examen des offres du 19 août 2020, rédigé par le service Communication ;

Art 7 : De considérer le rapport d'examen des offres en annexe comme partie intégrante de la présente délibération ;

Art 8 : D'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit PIXIS sprl située Boulevard Saint-Michel, 47, 1040 Bruxelles (Numéro d'entreprise : BE 0891.452.368), au prix unitaire HTVA de 34,33 €, soit pour un montant (accessoires de fixation inclus) HTVA de 1.843,75 € (2.230,94 € TVA 21% comprise) ;

Art 9 : De proposer au Conseil communal une modification budgétaire pour cette dépense à l'article 140/124-02/31 du service ordinaire du budget 2020 ;

Art 10 : De donner, sans délai, connaissance de la présente décision au Conseil communal pour qu'il délibère s'il admet ou non cette dépense.

Considérant que cette délibération a fait l'objet d'un revu (l'ancien l'article 10 de la décision de la délibération évoquait un financement par des "ajustements internes", ce qui portait à confusion) ;

DECIDE:

Art 1^{er} : D'admettre la dépense résultant du marché public susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence reconnue par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 20 août 2020 en application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale, pour l'acquisition de 50 bâches de type publicitaire dans le cadre de la lutte contre le COVID19 », au prix unitaire HTVA de 34,33 € , soit pour un montant (accessoires de fixation inclus) de HTVA de 1.843,75 € (2.230,94 €, TVA 21% comprise) ;

Art 2 : De procéder à l'inscription budgétaire d'un crédit d'un montant de 2.230,94 €, TVA 21% comprise à l'article 140/124-02/31 du service ordinaire du budget 2020 lors de la prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Logistiek - Overheidsopdrachten - "Levering van 50 spandoeken van het type reclamezeil in de strijd tegen het coronavirus" - Toelating van de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §4, 236 en 249 §1 2e lid;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. BTW bereikt de drempel van 30.000,00 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124 (overheidsopdrachten van beperkte waarde);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 februari 2019 om zijn bevoegdheden om de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten en van de concessieovereenkomsten te kiezen en om de lastvoorwaarden ervan vast te stellen over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen voor wat betreft de gewone begroting;

Gelet op de omzendbrief van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel van 18 maart 2020 betreffende de dringende uitgaven in het kader van het beheer van de pandemie Covid-19;

Overwegende dat de bevolking geïnformeerd moet worden via voldoende grote en weersbestendige visuele ondersteuning;

Overwegende dat de gezondheidscrisis blijft aanhouden;

Overwegende dat de door het coronavirus veroorzaakte pandemie onvoorspelbaar is;

Overwegende dat deze overheidsopdracht geraamd werd op 2.000,00 € (2.400 €, BTW 21 % inbegrepen);

Overwegende dat er voorgesteld werd deze opdracht te gunnen via de procedure van beperkte waarde (aanvaarde factuur);

Overwegende dat er vijf firma's dringend geraadpleegd werden nl.:

Naam	Adres	PC	Gemeente/Stad
Screengroup	Ruisbroeksesteenweg 267	1620	Drogenbos
PIXIS	Sint-Michielslaan 47	1040	Brussel
Koto Panther Print	Britse Tweedelegerlaan 140	1190	Brussel
DPI Sprl	Van Souststraat 277	1070	Brussel
Coyoteprint	Terhulpesteenweg 185	1170	Brussel

Overwegende dat er 4 offertes ontvangen werden:

Naam	Adres	PC	Gemeente/Stad
Pixis	Sint-Michielslaan 47	1040	Brussel
Koto Panther Print	Britse Tweedelegerlaan 140	1190	Brussel
DPI Sprl	Van Souststraat 277	1070	Brussel
Coyoteprint	Terhulpesteenweg 185	1170	Brussel

Overwegende dat Pixis meer dan 3.000 € belastingschuld heeft, maar na contactname met de bevoegde FOD blijkt dat zij nauwgezet een aanzuiveringsplan volgen;

Overwegende dat op deze basis de 4 inschrijvers geselecteerd werden;

Overwegende het verslag van nazicht van de offertes van 19 augustus 2020 opgesteld door de dienst Communicatie;

Overwegende dat de dienst Logistiek voorstelt om, rekening houdend met de voornoemde elementen, deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige regelmatige offerte heeft ingediend (op basis van de prijs), zijnde PIXIS sprl, gelegen Sint-Michielslaan 47 in 1040 Brussel (ondernemingsnummer: BE 0891.452.368), aan de eenheidsprijs excl. BTW van 34,33 €, zijnde voor een bedrag (bevestigingstoebehoren inbegrepen) van 1.843,75 € excl. BTW (2.230,94 € incl. 21 % BTW);

Overwegende dat de uitgaven die gepaard gaan met deze opdracht niet voorzien konden worden bij de opmaak van de begroting 2020;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus 2020, waarbij werd beslist:

Art 1: Artikel 249 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de aankoop van 50 spandoeken van het type reclamezeil in het kader de strijd tegen Covid-19;

Art 2: Goedkeuring te verlenen aan de door de dienst Communicatie opgestelde beschrijving en het geraamde bedrag van de opdracht “Levering van spandoeken van het type reclamezeil in het kader van de strijd tegen Covid-19”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 1.843,75 € excl. BTW of 2.230,94 € incl. 21 % BTW;

Art 3: Goedkeuring te verlenen aan de procedure van deze opdracht, namelijk de opdracht van beperkte waarde;

Art 4: De inschrijvers Pixis sprl, Koto Panther Print (Koto Global Trade sprl), DPI sprl en Coyoteprint sprl, die beantwoorden aan de kwalitatieve selectiecriteria, te selecteren;

Art 5: De offertes van Pixis sprl, Koto Panther Print (Koto Global Trade sprl), DPI sprl en Coyoteprint sprl als volledig en regelmatig te beschouwen;

Art 6: Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes van 19 augustus 2020, opgesteld door de dienst Communicatie;

Art 7: Het verslag van nazicht van de offertes, als bijlage, te beschouwen als integraal deel van de huidige beraadslaging;

Art 8: Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte heeft ingediend, namelijk PIXIS sprl, gelegen Sint-Michielslaan 47 in 1040 Brussel (ondernemingsnummer: BE 0891.452.368), aan de eenheidsprijs excl. BTW van 34,33 €, zijnde voor een bedrag (bevestigingstoebehoren inbegrepen) van 1.843,75 € excl. BTW (2.230,94 € incl. 21 % BTW);

Art 9: Voor deze uitgave aan de Gemeenteraad een begrotingswijziging voor te stellen op artikel 140/124-02/31 van de gewone dienst van de begroting 2020;

Art 10: De Gemeenteraad onverwijld in kennis te stellen van de huidige beslissing opdat hij beraadslaagt of hij al dan niet instemt met deze uitgave.

Overwegende dat deze beraadslaging het voorwerp uitmaakte van een herziening (het gewezen artikel 10 van de beslissing van de beraadslaging verwees naar een financiering door ‘interne aanpassingen’, wat verwarrend was);

BESLIST:

Art 1: In te stemmen met de uit de bovenvermelde overheidsopdracht voortvloeiende uitgave waarin voorzien werd wegens hoogdringendheid erkend door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 20 augustus 2020 in toepassing van artikel 249, § 1, 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet, voor de aankoop van 50 spandoeken van het type reclamezeil in de strijd tegen Covid-19, tegen de eenheidsprijs van 34,33 € excl. BTW, zijnde voor een bedrag (bevestigingstoebehoren inbegrepen) van 1.843,75 € excl. BTW (2.230,94 € incl. 21 % BTW);

Art 2: Over te gaan tot de inschrijving in de begroting van een krediet voor een bedrag van 2.230,94 € incl. 21 % BTW, op artikel 140/124-02/31 van de gewone dienst van de begroting 2020 tijdens de

volgende begrotingswijziging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Entretien bâtiments et Energie - Onderhoud gebouwen en Energie

- 31 **Travaux - Energie – Approbation du projet de rénovation de la chaufferie de l'école 9 dans le cadre de la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique – Article 117 NLC.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 2, 6° et 47, §2 et §4;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Considérant que l'article 117 de la Nouvelle loi communale stipule que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal; il délibère sur tout autre objet qui lui est soumis par l'autorité supérieure ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ; Qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique ;

Considérant l'article 9 du règlement général de la centrale d'achat qui stipule que La Centrale est chargée du lancement et de l'attribution des marchés Efficacité Energétique ;

Considérant que le cahier spécial des charges a été publié via la centrale de marchés de Sibelga ;

Considérant la répartition des tâches en matière de suivi d'exécution entre la Centrale et l'administration communale de Forest, cette dernière paiera les factures adressées par l'adjudicataire, après avis de la Centrale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 octobre 2018 d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique ;

Vu la décision du Collège, en date du 18 juillet 2019 relative à l'accord concernant l'attribution du marché de rénovation de la chaufferie de l'école 9 via le programme de la centrale de marchés de l'intercommunale Interfin (SIBELGA) ; Considérant que Sibelga, en sa qualité de Centrale d'Achat pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de promouvoir les mesures d'efficacité énergétique, a procédé à l'analyse des offres concernant le marché N° SIB17TW1303 L1 A13 et ayant pour objet le remplacement des installations de production de chaleur de l'école 9 sis rue du Monténégro de la commune de Forest et a attribué le marché ci-mentionné en date du 05 mai 2020 à l'entreprise Sanideal, sise rue Jean Jaures, 51 à 6060 Gilly ayant remis l'offre conforme, régulière, économiquement la plus avantageuse, pour le montant de 208.395,38 €. Hors TVA, 220.899,1€ TVA comprise hors révision; Considérant qu'après analyse effectuée sur base des critères et des pondérations définis dans le Cahier spécial des charges de l'Accord-cadre de travaux, la Centrale d'Achat a retenu l'offre régulière de l'entreprise Sanideal sprl, sise Rue Jean-Jaurès 51, à 6060 Charleroi ;

Considérant que le crédit permettant la dépense s'élevant à 270.000,00€ TVAC est en partie inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020, à savoir 200.000,00 €, les derniers 70.000 € en MB 6-7 (CC 23/06);

Considérant que la dépense sera financée par un subside de 90.000,00 € de Interfin SIBELGA (article de recette 7201/661-51/03), le solde sera financé par un emprunt à charge de la commune ;

Considérant qu'en vertu de l'article 117 de la Nouvelle loi communale stipulant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal, il y a lieu de soumettre pour accord la présente attribution faite via le programme de la centrale de marchés de l'intercommunale Interfin (SIBELGA) au Conseil Communal afin d'engager la dépense y afférente ;

DECIDE:

De marquer son accord concernant l'attribution du marché de rénovation de la chaufferie de l'école 9 via le programme de la centrale de marchés de l'intercommunale Interfin (SIBELGA) à l'entreprise Sanideal, sise rue Jean Jaures, 51 à 6060 Gilly ayant remis l'offre conforme, régulière, économiquement la plus avantageuse, pour le montant de 208.395,38 €. Hors TVA, 220.899,1€ TVA comprise hors révision, en vertu de l'article 117 NLC;

D'inscrire la dépense de 270.000,00€ TVAC à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020, (dont 70.000,00 € en MB 6-7 (CC 23/06) et de la financer par un subside de 90.000,00 € de Interfin SIBELGA (article de recette 7201/661-51/03) et le solde par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Werken - Energie - Goedkeuring van het renovatieproject van de stookplaats van school 9 in het kader van de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van lokale en regionale overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen - Artikel 117 NGW.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid de artikelen 2, 6° en 47, §2 en §4;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 24bis;

Overwegende dat de gemeenteraad alles regelt wat van gemeentelijk belang is; hij beraadslaagt over elk ander onderwerp dat de hogere overheid hem voorlegt;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, in staat stelt opdrachten te plaatsen voor werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 stipuleert dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren; Dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder toepassing van de procedures voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag toewijzen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat deze opdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten mogen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale besturen en regionale overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de bevordering van energie-efficiëntiemaatregelen;

Overwegende artikel 9 van het algemeen reglement van de aankoopcentrale dat stipuleert dat de aankoopcentrale belast is met de start en de gunning van de opdrachten inzake energie-efficiëntie;

Overwegende dat het bijzonder bestek gepubliceerd werd via de aankoopcentrale van Sibelga;

Overwegende de taakverdeling inzake follow-up van de uitvoering tussen de Centrale en het gemeentebestuur van Vorst, betaalt deze laatste de door de opdrachtnemer opgestelde facturen, na advies van de Centrale;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 23 oktober 2018 om toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale en regionale overheden

van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de bevordering van energie-efficiëntie maatregelen;

Gelet op de beslissing van het College van 18 juli 2019 betreffende de gunning van de opdracht voor de renovatie van de stookplaats van school 9 via het programma van de opdrachtcentrale van de intercommunale Interfin (Sibelga); Overwegende dat Sibelga, als aankoopcentrale voor de begeleiding van lokale en regionale overheden met het oog op de bevordering van energie-efficiëntie maatregelen, de analyse verricht heeft van de offertes met betrekking tot contract nr. SIB17TW1303 L1 A13 voor de vervanging van de verwarmingsinstallaties van school 9 (Monténégrostraat in de gemeente Vorst) en bovengenoemde opdracht op 5 mei 2020 gegund heeft aan de firma Sanideal (51, rue Jean Jaures - 6060 Gilly), die de economisch voordeligste regelmatige conforme offerte heeft ingediend, voor het bedrag van 208.395,38 € excl BTW of 220.899,1 € BTW inbegrepen, excl herziening; Overwegende dat de Aankoopcentrale, na analyse op basis van de criteria en de wegingen die in het bijzonder bestek van de kaderovereenkomst voor werken zijn vastgelegd, de regelmatige offerte van de firma Sanideal sprl (rue Jean-Jaurès 51 - 6060 Charleroi) heeft gekozen;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave daarvan 270.000,00 € bedraagt en gedeeltelijk ingeschreven is op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020, nl. 200.000,00 €, waarvan de laatste 70.000 € in BW 6-7 (GR 23/6);

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een subsidie van 90.000,00 € van Interfin SIBELGA (artikel van ontvangst 7201/661-51/03), zal het saldo gefinancierd worden door een lening ten laste van de gemeente;

Overwegende dat krachtens artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet dat stipuleert dat de Raad alles regelt wat van gemeentelijk belang is, deze gunning die verricht werd via het programma van de aankoopcentrale van de intercommunale Interfin (Sibelga), voorgelegd moet worden aan de Gemeenteraad om er de overeenkomstige uitgave vast te leggen;

BESLIST:

Zijn goedkeuring te hechten aan de gunning van de opdracht voor de renovatie van de stookplaats van school 9 via het programma van de aankoopcentrale van de intercommunale Interfin (Sibelga) aan de firma Sanideal (rue Jean Jaures 51 - 6060 Gilly) dat de economisch meest voordelige regelmatige conforme offerte heeft ingediend, voor een bedrag van 208.395,38 € excl BTW of 220.899,1 € BTW inbegrepen excl herziening, krachtens artikel 117 NGW;

De uitgave van 270.000,00 € BTW inbegrepen in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020, waarvan 70.000 € in BW 6-7 (GR 23/6) en deze te financieren door een subsidie van 90.000,00 € van Interfin SIBELGA (artikel van ontvangst 7201/661-51/03) en het saldo door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

32 **Propriétés communales – Eglise Saint-Denis sise à Forest, chaussée de Bruxelles 26 – Reliquaire du bras supérieur de Sainte-Alène – Convention de prêt à usage – Avenant – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 04 février 2020 approuvant les termes de la convention, à conclure entre la commune et le Musée Provincial des Arts Anciens de Namur (Hôtel de Gaiffier d’Hestroy – rue de Fer 24 à 5000 Namur) en vue du prêt à usage du reliquaire du bras supérieur de Sainte-Alène, et ce dans le cadre d’une exposition que ledit musée devait organiser du 28 mars 2020 au 28 juin 2020 ;

Vu le contrat de prêt à usage du reliquaire du bras supérieur de Sainte-Alène initial ;

Considérant que ladite exposition n’a pu avoir lieu suite à la crise sanitaire (coronavirus covid 19) ; que les dates prévues ont dû être reportées ;

Vu les échanges de mails du 16 juin 2020 entre le Musée Provincial des Arts Anciens de Namur et la commune concernant le report des dates de l’exposition et précisant les nouvelles dates, soit du 24 octobre 2020 au 31 janvier 2021 (prêt à partir du +/- 04 octobre 2020 jusqu’au +/- 14 février 2021) ;

Considérant qu’il y a lieu de prendre acte de ces nouvelles dates à l’aide d’un avenant, dont le projet est joint au dossier ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. d’approuver les termes de l’avenant, à conclure entre la commune et le Musée Provincial des Arts Anciens de Namur (Hôtel de Gaiffier d’Hestroy – rue de Fer 24 à 5000 Namur) en vue du prêt à usage du reliquaire du bras supérieur de Sainte-Alène, et ce dans le cadre d’une exposition que ledit musée organisera du 24 octobre 2020 au 31 janvier 2021 (prêt à partir du +/- 04 octobre 2020 jusqu’au +/- 14 février 2021) ;
2. de charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cet avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeente-eigendommen – Sint-Denijskerk gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 26 – Relikwie van Sint-Alena’s bovenarm – Bruikleenovereenkomst – Bijvoegsel – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 04 februari 2020 om goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de overeenkomst, af te sluiten tussen de gemeente en het Provinciaal Museum voor Oude Kunsten van Namen (Hotel de Gaiffier d’Hestroy – rue du Fer 24 – 5000 Namen), met het oog op de bruikleen van de relikwie van Sint-Alena’s bovenarm, in het kader van een tentoonstelling die het museum van 28 maart 2020 tot 28 juni 2020 zou organiseren;

Gelet op de oorspronkelijke bruikleenovereenkomst voor de relikwie van Sint-Alena’s bovenarm;

Overwegende dat de tentoonstelling niet is kunnen doorgaan t.g.v. de sanitaire crisis (coronavirus Covid-19); dat de geplande data dienden te worden uitgesteld;

Gelet op het mailverkeer van 16 juni 2020 tussen het Provinciaal Museum voor Oude Kunsten van Namen en de gemeente, betreffende het uitstel van de tentoonstelling en ter precisering van de nieuwe data, zijnde van 24 oktober 2020 t.e.m. 31 januari 2021 (leen vanaf +/- 04 oktober 2020 tot +/- 14 februari 2021);

Overwegende dat er kennis kan worden genomen van de nieuwe data aan de hand van bijvoegsel, waarvan het ontwerp in bijlage gevoegd is;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

1. goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van het bijvoegsel, af te sluiten tussen de gemeente en het Provinciaal Museum voor Oude Kunsten van Namen (Hotel de Gaiffier d'Hestroy – rue du Fer 24 – 5000 Namen), met het oog op de bruikleen van de relikwie van Sint-Alena's bovenarm, in het kader van een tentoonstelling die het museum zal organiseren van 24 oktober 2020 t.e.m. 31 januari 2021 (leen vanaf +/- 04 oktober 2020 tot +/- 14 februari 2021);

2. de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van dit bijvoegsel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

33 Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et

ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'achat de Bacs d'Orangerie et placement;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juin 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-042 - Achat de Bacs d'Orangerie et placement», pour un montant s'élevant à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% % TVA comprise et inscrit à l'article 421/734-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de contrôle et remise en état de l'installation électrique au Bempt ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juin 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-S-027 - Bempt : Contrôle et remise en état de l'installation électrique», pour un montant s'élevant à 29.752,06 € hors TVA ou 36.000,00 €, 21% % TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de fourniture d'une benne et d'un système d'arrosage;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juin 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-041 - Fourniture d'une benne + un système d'arrosage » pour un montant s'élevant à 66.115,70 € hors TVA ou 80.000,00 €, 21% % TVA comprise et inscrit, sous réserve de l'approbation des modification budgétaires 6-7 par l'autorité de tutelle, à l'article 136/744-51/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juin 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-042 - Achat de Bacs d'Orangerie et placement», pour un montant s'élevant à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% % TVA comprise et inscrit à l'article 421/734-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt .
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juin 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-S-027 - Bempt : Contrôle et remise en état de l'installation électrique», pour un montant s'élevant à 29.752,06 € hors TVA ou 36.000,00 €, 21% % TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt.
3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juin 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-041 - Fourniture d'une benne + un système d'arrosage » pour un montant s'élevant à 66.115,70 €

hors TVA ou 80.000,00 €, 21% % TVA comprise et inscrit, sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires 6-7 par l'autorité de tutelle, à l'article 136/744-51/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de aankoop van orangeriebakken alsook voor de plaatsing ervan;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-F-042 - Aankoop van orangeriebakken en plaatsing" voor een geraamd bedrag van 41.322,31 € excl. BTW of 50.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/734-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor controle en herstelling van de elektrische installatie op de Bempt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-S-027: Bempt: Controle en herstelling van de elektrische installatie" voor een bedrag van 29.752,06 € excl. BTW of 36.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht voor werken moet worden afgesloten voor de levering van een kipper en een sproeisysteem;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht

“2020-F-041: Levering van een kipper en een sproeisysteem” voor een bedrag van 66.115,70 € excl. BTW of 80.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van begrotingswijzigingen 6-7 door de toezichthoudende overheid, op artikel 136/744-51/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-042 - Aankoop van orangeriebakken en plaatsing” voor een geraamd bedrag van 41.322,31 € excl. BTW of 50.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/734-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.
2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-S-027: Bempt: Controle en herstelling van de elektrische installatie” voor een bedrag van 29.752,06 € excl. BTW of 36.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.
3. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-041: Levering van een kipper en een sproeisysteem” voor een bedrag van 66.115,70 € excl. BTW of 80.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven, onder voorbehoud van goedkeuring van begrotingswijzigingen 6-7 door de toezichthoudende overheid, op artikel 136/744-51/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

34 **Marchés publics – 2020-T-020 - Aménagements de sécurité - Programme 2020 (3 lots) - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'en vue de l'amélioration de la sécurité à proximité d'abord d'école, il est nécessaire d'effectuer divers aménagements de sécurité ;

Vu le cahier des charges N° 2020-T-020 relatif au marché "Aménagements de sécurité - programme 2020 (3 lots)" établi par le Département Travaux Publics - Service Voirie ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Réaménagement des abords des écoles (divers lieux)), estimé à € 200.687,45 hors TVA ou € 242.831,82 21% TVA comprise, € 267.115,00 TVA et révision comprises ;

* Lot 2 (Rue Meyerbeer), estimé à € 111.570,25 hors TVA ou € 135.000,00, 21% TVA comprise ;

* Lot 3 (Rue du Mystère), estimé à € 24.793,39 hors TVA ou € 30.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 432.115,00 TTC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside de la Région de Bruxelles-Capitale s'élevant à € 432.115,00 (article de recette : 421/665-52/30);

DECIDE:

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° 2020-T-020 et le montant estimé du marché "Aménagements de sécurité - programme 2020 (3 lots)", établis par le Travaux Publics - Service Voirie. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à :

* Lot 1 (Réaménagement des abords des écoles (divers lieux)) : € 200.687,45 hors TVA ou € 242.831,82 21% TVA comprise, € 267.115,00 TVA et révision comprises ;

* Lot 2 (Rue Meyerbeer) : € 111.570,25 hors TVA ou € 135.000,00, 21% TVA comprise ;

* Lot 3 (Rue du Mystère) : € 24.793,39 hors TVA ou € 30.000,00, 21% TVA comprise ;

Le montant estimé total s'élève à 432.115,00 € TTC;

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;

Art 3 : De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et de la financer par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de à € 432.115,00 (article de recette : 421/665-52/30);

Art 5 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2020-T-020 - Veiligheidsvoorzieningen - Programma 2020 (3 percelen) - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het met het oog op de verbetering van de veiligheid aan schoolomgevingen noodzakelijk is verschillende veiligheidsvoorzieningen te realiseren;

Gelet op het bestek met nr. 2020-T-020 betreffende de opdracht “Veiligheidsvoorzieningen - programma 2020 (3 percelen)” opgesteld door het Departement Openbare Werken - Dienst Openbare Weg;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 (Herinrichten van schoolomgevingen (diverse localisaties)), raming: € 200.687,45 excl. BTW of € 242.831,82 incl. 21% BTW of € 267.115,00 BTW en herziening inbegrepen ;

* Perceel 2 (Meyerbeerstraat), raming: € 111.570,25 excl. BTW of € 135.000,00 incl. 21% BTW ;

* Perceel 3 (Mysteriestraat), raming: € 24.793,39 excl. BTW of € 30.000,00 incl. 21% BTW ;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 432.115,00 alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie is van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van € 432.115,00 (artikel van ontvangst: 421/665-52/30);

BESLIST:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2020-T-020 en de raming voor de opdracht “Veiligheidsvoorzieningen - programma 2020 (3 percelen)”, opgesteld door het Departement Openbare Werken - Dienst Openbare Weg. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt:

* Perceel 1 (Herinrichten van schoolomgevingen (diverse localisaties)): € 200.687,45 excl. BTW of € 242.831,82 incl. 21% BTW of € 267.115,00 BTW en herziening inbegrepen ;

* Perceel 2 (Meyerbeerstraat): € 111.570,25 excl. BTW of € 135.000,00 incl. 21% BTW ;

* Perceel 3 (Mysteriestraat): € 24.793,39 excl. BTW of € 30.000,00 incl. 21% BTW ;

De totale uitgave voor deze opdracht bedraagt € 432.115,00 alle belastingen inbegrepen;

Art 2 : De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Art 3 : De opdrachtaankondiging in te vullen en te versturen op nationaal niveau;

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en ze te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van € 432.115,00 (artikel van ontvangst: 421/665-52/30);

Art 5 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

15 annexes / 15 bijlagen

35 **Marchés publics - 2020-T-045 - Remplacement de l'adoucisseur - Crèche « Les Marmots » - Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92, (le montant estimé HTVA est inférieur au seuil de 30.000 €);

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que le remplacement de l'adoucisseur à la Crèche « Les Marmots » s'avère nécessaire en raison de la survenance de circonstances impérieuses, imprévues, urgentes :

- Au vu de la dureté de l'eau dans le quartier, ce dispositif est indispensable afin d'assurer le bon fonctionnement et le non-entartrage des installations techniques (chauffage, ballons d'eau chaude, machines à laver, lave-vaisselles, distribution hydraulique et accessoires...) présentes dans le bâtiment ;
- Il était impossible de prévoir le fait que cette installation tombe en panne vu que lors de son installation, la tête de l'appareil avec ses composants électroniques a été installé correctement mais

difficilement accessibilité, de plus aucun signe avant-coureur n'a pu être détecté ;

- De plus il est urgent de procéder à ce remplacement sans quoi c'est l'ensemble des dispositifs techniques (chaudières, ballons d'eau chaude, robinetterie, lave-vaisselle, machines à laver...) qui fonctionneront avec une eau trop dure, ce qui aura un impact direct sur la durée de vie de ces équipements et leur maintenance (obligation de devoir les remplacer à très brèves échéances vu qu'ils tomberont aussi en panne) ;

Considérant qu'il est dès lors impératif de procéder au remplacement urgent de l'adoucisseur à la Crèche « Les Marmots » en raison de sa défectuosité pour en vue du bon fonctionnement des installations et des équipements de la crèche ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 18 juin 2020 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-045 - Remplacement de l'adoucisseur - Crèche « Les Marmots » (art. 249)» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

Art 1 : De prendre acte de la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 18 juin 2020, décidant :

- de choisir la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « 2020-T-045 - Remplacement de l'adoucisseur - Crèche « Les Marmots » (art. 249)», Conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.

- de faire application de l'article 249§2 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.

- de désigner la société Eurodynamics sa, Avenue Zénobe gramme 8 à 1480 Saintes, pour le montant d'offre contrôlé de 1.921,81 € Hors TVA ou de 2.325,39 €, 21% TVA comprise.

Art 2 : D'admettre la dépense de 2.325,39 €, 21% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 844/724-60 /03 du service extraordinaire du budget 2020 lors de la prochaine modification budgétaire et de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2020-T-045 – Vervanging van de waterontharder - Kinderdagverblijf “Les Marmots” - Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. BTW is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de vervanging van de waterontharder in het kinderdagverblijf “Les Marmots” noodzakelijk blijkt omwille van het optreden van dwingende, onvoorziene en dringende omstandigheden;

- Gezien de hardheid van het water in de buurt, is dit apparaat essentieel om de goede werking en het vermijden van kalkaanslag in de in het gebouw aanwezige technische installaties (verwarming, warmwatertanks, wasmachines, vaatwassers, hydraulische distributie en toebehoren, enz.) te verzekeren;
- Het was onmogelijk te voorzien dat deze installatie defect zou raken aangezien tijdens de installatie, de kop van het apparaat met zijn elektronische onderdelen correct geïnstalleerd werd, maar moeilijk toegankelijk was, bovendien werd er geen enkel waarschuwingssignaal gedetecteerd;
- Bovendien is het dringend om over te gaan tot deze vervanging, omdat anders alle technische apparaten (verwarmingsketels, warmwatertanks, kranen, vaatwassers, wasmachines, enz.) met te hard water zullen werken, wat een directe impact zal hebben op de levensduur en het onderhoud van deze apparaten (verplichting om ze op zeer korte termijn te vervangen aangezien ze ook defect zullen raken);

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om de waterontharder in het kinderdagverblijf “Les Marmots” dringend te vervangen omdat hij defect is en met het oog op de goede werking van de installaties en uitrustingen van het kinderdagverblijf;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 18 juni 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-T-045 – Vervanging van de ontharder - Kinderdagverblijf “Les Marmots” (art. 249)";

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 18 juni 2020, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-T-045 – Vervanging van de waterontharder - Kinderdagverblijf “Les Marmots” (art. 249)" conform artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

- artikel 249 §2 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

- de firma Eurodynamics sa, Avenue Zénobe gramme 8 te 1480 Saintes, aan te stellen voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.921,81 € excl. BTW of 2.325,39 €, 21% BTW inbegrepen.

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 2.325,39 €, 21% BTW inbegrepen, en ze tijdens de volgende begrotingswijziging in te schrijven op artikel 844/724-60 /03 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

36 **Marchés publics – 2020-T-050 - Asphaltage 2020 - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que suite aux intempéries hivernales, les revêtements asphaltiques et voiries forestoises sont très endommagés et posent problèmes au niveau de la sécurité de la circulation automobile ;

Vu le cahier des charges N° 2020-T-050 relatif au marché "Asphaltage 2020" établi par le Département Travaux Publics - Service Voirie ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 511.609,60 hors TVA ou € 619.047,62 21% TVA comprise, soit € 650.000,00 TTC ;

Considérant qu'en application de l'article 58 de la loi 17 juin 2016 l'adjudicateur décide de ne pas diviser le marché en lots pour des raisons liées à la nature du marché (travaux de voiries), à la difficulté de coordination de plusieurs adjudicataires devant œuvrer sur des mêmes portions de territoire, à la bonne exécution du marché :

- l'allotissement rendrait difficile la détermination des responsabilités en cas d'affaissement, de malfaçon ou de dégradation de la voirie,
- l'allotissement prolongerait les délais d'exécution et les difficultés de circulation sur la voie publique en raison de la fermeture de voiries,
- l'allotissement augmenterait significativement les coûts d'installation de chantier, d'achat de matériaux et de signalisation ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et est financé par un emprunt ;

DECIDE:

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° 2020-T-050 et le montant estimé du marché "Asphaltage 2020", établis par le Département Travaux Publics - Service Voirie. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 511.609,60 hors TVA ou € 619.047,62 21% TVA comprise soit € 650.000,00 TTC.

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art 3 : De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art 4 : D'inscrire la dépense à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020.

Art 5 : De financer la dépense par un emprunt.

Art 6 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2020-T-050 - Asfaltering 2020 – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. BTW overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat, als gevolg van de strenge winters, de asfaltbekledingen en Vorstse wegen zwaar beschadigd zijn en problemen stellen wat betreft de veiligheid van het autoverkeer;

Gelet op het bestek met nr. 2020-T-050 betreffende de opdracht "Asfaltering 2020" opgesteld door het Departement Openbare Werken - Dienst Wegenis;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 511.609,60 € excl. BTW of 619.047,62 € incl. 21% BTW, zijnde 650.000,00 € alle belastingen inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat in toepassing van artikel 58 van de wet van 17 juni 2016 de aanbestedende overheid beslist om de opdracht niet op te delen in percelen omwille van redenen die verband houden met de aard

van de opdracht (wegenwerken), met de moeilijkheid van coördinatie van meerdere opdrachtnemers die op dezelfde delen van het grondgebied moeten werken, met de goede uitvoering van de opdracht:

- de verdeling in percelen zou het moeilijk maken de verantwoordelijkheden vast te stellen in geval van verzakking, gebrekkig werk of beschadiging van de weg,
- de verdeling in percelen zou de uitvoeringstermijnen en de verkeersproblemen op de openbare weg verlengen omwille van het afsluiten van wegen,
- de verdeling in percelen zou de kosten voor installatie van de bouwplaats, voor aankoop van materialen en voor signalisatie aanzienlijk verhogen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2020-T-050 en de raming van de opdracht "Asfaltering 2020", opgesteld door het Departement Openbare Werken - Dienst Wegenis. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 511.609,60 € excl. BTW of 619.047,62 € incl. 21% BTW, zijnde 650.000,00 € alle belastingen inbegrepen.

Art 2 : De opdracht te gunnen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Art 3 : De opdrachtaankondiging aan te vullen en te versturen op nationaal niveau.

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2020.

Art 5 : De uitgave te financieren door een lening.

Art 6 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

M. Hacken demande quelles sont les voiries envisagées pour le réasphaltage.

M. Loewenstein indique que la liste est reprise à la page 5 du cahier des charges annexé.

Mme Père répond qu'il s'agit principalement du haut de l'avenue Rousseau (risque d'affaissement).

De heer Hacken vraagt welke wegen in aanmerking komen voor een nieuwe asfaltlaag.

De heer Loewenstein wijst erop dat de lijst op bladzijde 5 van het bijgevoegde bestek staat.

Mevrouw Père antwoordt dat het vooral om het bovenste stuk van de Rousseaulaan gaat (risico op verzakking).

37 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de levé géomètre pour les rues Marguerite Bervoets, avenue Jupiter, rue du Mystère et avenue du Globe;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 juin 2020 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-S-034 - Levé géomètre (2 lots) : Lot 1 (rue Marguerite Bervoets - avenue Jupiter - rue du Mystère), Lot 2 (avenue du Globe)»,

* Lot 1 (Levé géomètre (rue Marguerite Bervoets - avenue Jupiter - rue du Mystère)) estimé à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 € 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Levé géomètre (avenue du Globe)), estimé à 826,44 € hors TVA ou 999,99 € , 21 % TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé s'élève à 4.958,67€ hors TVA ou 5.999,99 €, 21% % TVA comprise et inscrit à l'article 421/747-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de revoir la décision du Collège du 14 mai 2020 quant à l'article budgétaire auquel inscrire la dépense, à savoir le 790/749-51/64 en lieu et place du 790/723-60/64 du marché «2020-S-008 - Eglise St Denis : Intervention d'un conservateur-restaurateur d'œuvres d'art» ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 juin 2020 de revoir sa décision du 14 mai 2020 choisissant la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-S-008 - Eglise St Denis : Intervention d'un conservateur-restaurateur d'œuvres d'art», (le montant estimé s'élevant à 16.528,93 € hors TVA ou 20.000 €, 21% % TVA comprise) quant à l'article budgétaire auquel inscrire la dépense à savoir le 790/749-51/64 en lieu et place du 790/723-60/64, financé par un subside de la DPC (anciennement DMS) à hauteur de 80% et le reste de la dépense par un emprunt à charge de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'achats de véhicules;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 juillet 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-046- Achat de véhicules (5 LOTS)» :

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * Lot n°1: 1 camionnette (service Économat), estimé à € 15.702,00 hors TVA ou € 19.000,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot n°2: 1 camionnette (service Electriciens), estimé à € 49.587,00 hors TVA ou € 60.000,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot n°3: 1 camionnette (service Chauffagiste), estimé à € 15.702,00 hors TVA ou € 19.000,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot n°4: 1 camionnette (service Déménagements), estimé à € 15.702,00 hors TVA ou € 19.000,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot n°5: 1 véhicule (service Propreté), estimé à € 40.496,00 hors TVA ou € 49.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé s'élève à 137.189,00 € hors TVA ou 166.000,00 €, 21% % TVA comprise et inscrit à l'article 136/743-52/30 (Lots 1(19.000,00 €), 2(60.000,00 €) 3(19.000,00 €), 4(19.000,00 €)) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt et à l'article 87540/743-52/30 (Lot 5 49.000,00 € dont 15.000,00 € en MB 6-7) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 sous réserve de l'approbation des modification budgétaires 6-7 par l'autorité de tutelle et financé par un subside à concurrence de 100% (article 87540/665-52/30) ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'achat de matériel de sécurisation de voiries ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 juillet 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-040 - Sécurisation de voirie » pour un montant estimé s'élevant à 16.427,00 € hors TVA ou 19.876,67 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 423/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 juin 2020 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-S-034 - Levé géomètre (2 lots) : Lot 1 (rue Marguerite Bervoets - avenue Jupiter - rue du Mystère), Lot 2 (avenue du Globe)» : le Lot 1 (Levé géomètre (rue Marguerite Bervoets - avenue Jupiter - rue du Mystère)) estimé à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise, le Lot 2 (Levé géomètre (avenue du Globe)), estimé à 826,44 € hors TVA ou 999,99 €, 21 % TVA comprise, pour un montant global estimé s'élevant à 4.958,67€ hors TVA ou 5.999,99 €, 21% % TVA comprise et inscrit à l'article 421/747-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt.
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 juin 2020 de revoir sa décision du 14 mai 2020 choisissant la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché

«2020-S-008 - Eglise St Denis : Intervention d'un conservateur-restaurateur d'œuvres d'art», (le montant estimé s'élevant à 16.528,93 € hors TVA ou 20.000 €, 21% % TVA comprise) quant à l'article budgétaire auquel inscrire la dépense à savoir le 790/749-51/64 en lieu et place du 790/723-60/64 ,financé par un subside de la DPC (anciennement DMS) à hauteur de 80% et le reste de la dépense par un emprunt à charge de la commune.

3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 juillet 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-046- Achat de véhicules (5 LOTS)» pour un montant s'élevant à 137.189,00 € hors TVA ou 166.000,00 €, 21% % TVA comprise et inscrit à l'article 136/743-52/30 (Lots 1 (19.000,00 €), 2 (60.000,00 €) 3 (19.000,00 €), 4 (19.000,00 €)) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt et à l'article 87540/743-52/30 (Lot 5 49.000,00 € dont 15.000,00 € en MB 6-7) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 sous réserve de l'approbation des modification budgétaires 6-7 par l'autorité de tutelle et financé par un subside à concurrence de 100% (article 87540/665-52/30).
4. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 juillet 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché « 2020-F-040 - Sécurisation de voirie » pour un montant estimé s'élevant à 16.427,00 € hors TVA ou 19.876,67 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 423/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor opmeting landmeter voor Marguerite Bervoetsstraat, Jupiterlaan, Mysteriestraat en Globelaan;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 juni 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-S-034 - Opmeting landmeter (2 percelen): Perceel 1 (Marguerite Bervoetsstraat - Jupiterlaan - Mysteriestraat), Perceel 2 (Globelaan)”;

* Perceel 1 (Opmeting landmeter (Marguerite Bervoetsstraat - Jupiterlaan - Mysteriestraat)) geraamd op 4.132,23 € excl. BTW of 5.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

* Perceel 2 (Opmeting landmeter (Globelaan)) geraamd op 826,44 € excl. BTW of 999,99 € 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de globale raming van dit bedrag 4.958,67 € excl. BTW of 5.999,99€, 21 % BTW inbegrepen bedraagt en ingeschreven is op artikel 421/747-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd wordt door een lening;

Overwegend het besluit van het College van 14 mei 2020 moet worden herzien inzake het begrotingsartikel waarin de uitgaven moeten worden geboekt, namelijk 790/749-51/64 in plaats van 790/723-60/64 van de opdracht “2020-S-008 – Sint-Denijs Kerk: Ingrenen door een conservator-restaurateur van kunstwerken”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 juni 2020 om zijn beslissing van 14 mei te herzien te kiezen voor procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-S-008 – Sint-Denijs Kerk: Ingrenen door een conservator-restaurateur van kunstwerken” (de raming van dit bedrag 16.528,93 € excl. BTW of 20.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen bedraagt) wat betreft het begrotingsartikel om de uitgave op te nemen, namelijk 790/749-51/64 in plaats van 790/723-60/64, gefinancierd door een subsidie van de DCE (voorheen DML) ten belope van 80% en de rest van de uitgave met een lening ten laste van de gemeente;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de aankoop van voertuigen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juli 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-046 - Aankoop van voertuigen (5 percelen) ”;

Overwegende dat dit contract in percelen is verdeeld:

* Perceel 1: 1 bestelwagen (dienst economaat) geraamd op 15.702,00 € excl. BTW of 19.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

* Perceel 2: 1 bestelwagen (dienst elektriciteit) geraamd op 49.587,00 € excl. BTW of 60.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

* Perceel 3: 1 bestelwagen (dienst verwarming) geraamd op 15.702,00 € excl. BTW of 19.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

* Perceel 4: 1 bestelwagen (dienst verhuizingen) geraamd op 15.702,00 € excl. BTW of 19.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

* Perceel 5: 1 bestelwagen (dienst netheid) geraamd op 40.496,00 € excl. BTW of 49.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de globale raming van dit bedrag 137.189,00 € excl. BTW of 166.000,00 € , 21 % BTW inbegrepen bedraagt en ingeschreven is op artikel 136/743-52/30 (Percelen 1 (19.000,00 €), 2 (60.000,00 €) 3 (19.000,00 €), 4 (19.000,00 €)) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en op artikel 87540/743-52/30 (Perceel 5 met 15.000,00 € in BW 6-7) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020, onder voorbehoud van goedkeuring van begrotingswijzigingen 6-7 door de toezichthouder en gefinancierd met 100% subsidie (artikel 87540/665-52/30);

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de aankoop van materiaal voor wegbeveiliging;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juli 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-040 - Wegbeveiliging” voor een geraamd bedrag van 16.427,00 € excl. BTW of 19.876,67 €, 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 423/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 juni 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-S-034 - Opmeting landmeter (2 percelen): Perceel 1 (Marguerite Bervoetsstraat - Jupiterlaan - Mysteriestraat), Perceel 2 (Globelaan)”: het Perceel 1 (Opmeting landmeter (Marguerite Bervoetsstraat - Jupiterlaan - Mysteriestraat)) geraamd op 4.132,23 € excl. BTW of 5.000,00 € 21% BTW inbegrepen, het perceel 2 (Opmeting landmeter (Globelaan)) geraamd op 826,44 € excl. BTW of 999,99 € 21% BTW inbegrepen voor een globale geraamd bedrag van 4.958,67 € excl. BTW of 5.999,99 €, 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/747-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.
2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 juni 2020 om zijn beslissing van 14 mei te herzien te kiezen voor procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-S-008 – Sint-Denijs Kerk: Ingerepen door een conservator-restaurateur van kunstwerken” (de raming van dit bedrag 16.528,93 € excl. BTW of 20.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen bedraagt) wat betreft het begrotingsartikel om de uitgave op te nemen, namelijk 790/749-51/64 in plaats van 790/723-60/64, gefinancierd door een subsidie van de DCE (voorheen DML) ten belope van 80% en de rest van de uitgave met een lening ten laste van de gemeente.
3. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juli 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-046 - Aankoop van voertuigen (5 percelen) ” voor een globale geraamd bedrag van 137.189,00 € excl. BTW of 166.000,00 € , 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 136/743-52/30 (Percelen 1 (19.000,00 €), 2 (60.000,00 €) 3 (19.000,00 €), 4 (19.000,00 €)) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en op artikel 87540/743-52/30 (Perceel 5 met 15.000,00 € in BW 6-7) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 is, onder voorbehoud van goedkeuring van begrotingswijzigingen 6-7 door de toezichthouder en gefinancierd met 100% subsidie (artikel 87540/665-52/30).
4. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juli 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-040 - Wegbeveiliging” voor een geraamd bedrag van 16.427,00 € excl. BTW of

19.876,67 €, 21 % BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 423/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

M. Loewenstein:

- **Il s'agit ici d'une prise de connaissance de décision du Collège. Parmi ces décisions, il y a celle d'acquérir 5 véhicules :**
 - **1 camionnette (service Économat), estimé à 19.000€ tvac**
 - **1 camionnette (service Electriciens), estimé à 60.000€ tvac**
 - **1 camionnette (service Chauffagiste), estimé à 19.000€ tvac**
 - **1 camionnette (service Déménagements), estimé à 19.000€ tvac**
 - **1 véhicule (service Propreté), estimé à 49.000€ tvac**
- **Quelles sont les motorisations choisies pour chacun de ces véhicules ? Je pourrais vous demander si vous avez bien prévu l'achat de véhicules électriques mais la réponse est, en tous les cas pour 3 véhicules, dans les prix d'achat. Quelles sont vos motivations dans les choix de motorisations de ces véhicules et où est la cohérence avec vos engagements, avec votre déclaration de politique générale ?**

Mme Père rappelle que le manque de puissance électrique au centre technique ne permet pas le fonctionnement optimal de bornes de recharge. Elle ajoute que des informations complémentaires pourront être fournies par écrit sur demande.

De heer Loewenstein:

- Het gaat om een kennisname van de beslissing van het College. Onder deze beslissingen is er de beslissing om 5 voertuigen aan te schaffen:

- **1 bestelwagen (dienst Economaat), geschat op 19.000 € (btw in)**
- **1 bestelwagen (dienst Elektriciens), geschat op 60.000 € (btw in)**
- **1 bestelwagen (dienst Chauffagisten), geschat op 19.000 € (btw in)**
- **1 bestelwagen (dienst Verhuizingen), geschat op 19.000 € (btw in)**
- **1 voertuig (dienst Nethheid), geschat op 49.000 € (btw in)**

- Welke motoren worden voor elk van deze voertuigen gekozen? Ik zou u kunnen vragen of u van plan bent om elektrische voertuigen te kopen, maar het antwoord zit - toch voor 3 voertuigen - in de aankooprijks. Waarop is de keuze van de motoren van deze voertuigen gebaseerd en waar ligt de link met uw beloftes, met uw algemene beleidsverklaring?

Mevrouw Père herinnert ons eraan dat het gebrek aan elektrisch vermogen in het technisch centrum een optimale werking van laadstations onmogelijk maakt. Zij voegt eraan toe dat aanvullende informatie op verzoek schriftelijk kan worden verstrekt.

38 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant la vétusté et la défectuosité de divers matériels utilisés par le service Plantation et le cimetière il y a lieu de conclure un marché de remplacement de divers matériels pour ces services ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 juillet 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-048 - Remplacement de divers matériels pour le Service Plantation et le Cimetière (2 Lots)» ;

* Lot 1 Fourniture d'un broyeur multi-végétaux, estimé à 23.400,00 € hors TVA ou 28.314,00 €, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 Fourniture de différents petits outillages à moteurs, de tondeuses autotractées et d'une tondeuse automotrice avec système de ramassage intégré, estimé à 55.512,00 € hors TVA ou 66.686,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 78.512,40 € hors TVA ou 95.000,00 €, 21% TVA comprise (33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVAC pour les plantations et à 45.454,54 €, hors TVA ou 55.000,00 €, 21% TVAC pour le cimetière);

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux articles 766/744-98/38 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 pour les plantations (33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVAC) et 878/744-51/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 pour le Cimetière (45.454,54 €, hors TVA ou 55.000,00 €, 21% TVAC) et est financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'abattage et élagage d'arbres;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 juillet 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-S-037 - Abattage et élagage d'arbres (2 lots)» ;

* Lot 1 (Abattage et élagage en voirie), estimé à 82.645,00 € hors TVA ou 100.000,00 €, 21% TVA

comprise ;

* Lot 2 (Abattage et élagage dans les espaces verts), estimé à 16.529,00 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 99.174,00 € hors TVA ou 120.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux articles 421/734-60/30 (Lot 1: Abattage et élagage d'arbres en Voirie) et 766/734-60/38 (Lot 2 : Abattage et élagage : Parcs et plantations) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et est financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de plantation de nouveaux arbres et au remplacement d'arbres morts au sein de la commune de Forest ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 juillet 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-S-036 - Lot 1: Plantations de nouveaux arbres dans les parcs - Lot 2: Remplacement des arbres morts le long des voiries» ;

* Lot 1 (Plantation de nouveaux arbres dans les parcs), estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 € 10.000,00, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Remplacement des arbres morts le long des voiries), estimé à 33.058,00 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 41.322,50 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit aux articles 766/734-60/38 (Lot 1 - Plantation de nouveaux arbres dans les parcs : 10.000,00 €) et 421/734-60/30 (Lot 2 - Remplacement des arbres morts le long de la voirie : 40.000,00 €) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et est financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de marquage pour la Commission de mobilité ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 juillet 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-033 - Commission de mobilité : Marquage» pour un montant estimé s'élevant à 49.444,05 € hors TVA ou 59.827,30 €, 21% TVA comprise, soit 65.810,00 € TVA et révision des prix comprises et inscrit à l'article 421/735-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 juillet 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-F-048 - Remplacement de divers matériels pour le Service Plantation et le Cimetière (2 Lots)» , le Lot 1 (Fourniture d'un broyeur multi-végétaux), estimé à 23.400,00 € hors TVA ou 28.314,00 €, 21% TVA comprise, le lot 2 (Fourniture de différents petits outillages à moteurs, de tondeuses autotractées et d'une tondeuse automotrice avec système de ramassage intégré), estimé à 55.512,00 € hors TVA ou 66.686,00 €, 21% TVA comprise . Le montant global estimé s'élevant à 78.512,40 € hors TVA ou 95.000,00 €, 21% TVA comprise inscrits aux articles 766/744-98/38 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 pour les plantations (33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVAC) et 878/744-51/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 pour le Cimetière (45.454,54 €, hors TVA ou 55.000,00 €, 21% TVAC) et est financé par un

emprunt.

2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 juillet faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-S-037 - Abattage et élagage d'arbres (2 lots)», le Lot 1 (Abattage et élagage en voirie), estimé à 82.645,00 € hors TVA ou 100.000,00 €, 21% TVA comprise, le Lot 2 (Abattage et élagage dans les espaces verts), estimé à 16.529,00 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise. Le montant global estimé s'élevant à 99.174,00 € hors TVA ou 120.000,00 €, 21% TVA comprise inscrits aux articles 421/734-60/30 (Lot 1) et 766/734-60/38 (Lot 2) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et est financé par un emprunt.

3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 juillet faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-S-036 - Lot 1: Plantations de nouveaux arbres dans les parcs - Lot 2: Remplacement des arbres morts le long des voiries», le Lot 1 (Plantation de nouveaux arbres dans les parcs), estimé à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise, le Lot 2 (Remplacement des arbres morts le long des voiries), estimé à 33.058,00 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVA comprise. Le montant global estimé s'élevant à 41.322,50 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise inscrits aux articles 766/734-60/38 (Lot 1) et 421/734-60/30 (Lot 2) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et est financé par un emprunt.

4. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 juillet faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-033 - Commission de mobilité : Marquage» pour un montant estimé s'élevant à 49.444,05 € hors TVA ou 59.827,30 €, 21% TVA comprise, soit 65.810,00 € TVA et révision des prix comprises et inscrit à l'article 421/735-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de

klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende de veroudering en gebrekkigheid van verschillende materialen die door de dienst Plantsoenen en de begraafplaats worden gebruikt, moet een opdracht voor de vervanging van verschillende benodigdheden voor deze diensten afgesloten worden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juli 2020 om te kiezen voor onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-F-048 - Vervanging van verschillende benodigdheden voor de dienst Plantsoenen en de begraafplaats (2 percelen)";

*Perceel 1 Levering van een gesleepte hakselaar, geraamd op 23.400,00 € excl. BTW of 28.314,00 € 21% BTW inbegrepen;

*Perceel 2 Levering van verschillende kleine motorwerktuigen, zelftrekkende maaiers en een zelfrijdende maaier met geïntegreerd opvangsysteem, geraamd op 55.512,00 € excl. BTW of 66.686,00 € 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de globale raming van deze opdracht 78.512,40 € excl. BTW of 95.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen bedraagt (33.057,85 € excl. BTW of 40.000,00 €, 21% BTW inbegrepen voor de Plantsoenen en 45.454,54 €, excl. BTW of 55.000,00 €, 21% BTW inbegrepen voor de begraafplaats);

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikelen 766/744-98/38 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 voor de Plantsoenen (33.057,85 € excl. BTW of 40.000,00 €, 21% BTW inbegrepen) en 878/744-51/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 voor de begraafplaats (45.454,54 €, excl. BTW of 55.000,00 €, 21% BTW inbegrepen) en gefinancierd is door een lening;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor het vellen en snoeien van de bomen;

Overwegend het besluit van het College van 23 juli 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-S-037 - Vellen en snoeien van bomen (2 percelen)";

*Perceel 1 (Vellen en snoeien langs de wegen), geraamd op 82.645,00 € excl. BTW of 100.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

*Perceel 2 (Vellen en snoeien in de groene ruimtes), geraamd op 16.529,00 € excl. BTW of 20.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de globale raming van deze opdracht 99.174,00 € excl. BTW of 120.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikelen 421/734-60/30 (Perceel 1: Vellen en snoeien langs de wegen) en 766/734-60/38 (Perceel 2: Vellen en snoeien in de groene ruimtes) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd is door een lening;

Overwegende dat er een opdracht dient te worden afgesloten voor de aanplanting van nieuwe bomen en de vervanging van dode bomen binnen de gemeente Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juli 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht

“2020-S-036 – Perceel 1: de aanplanting van nieuwe bomen in de parken – Perceel 2: Vervanging van de dode bomen langs de weg ”;

Overwegende dat dit contract in percelen is verdeeld:

*Perceel 1 (Aanplanting van nieuwe bomen in de parken) geraamd op 8.264,46 € excl. BTW of 10.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

*Perceel 2 (Vervanging van de dode bomen langs de weg) geraamd op 33.058,00 € excl. BTW of 40.000,00 € 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de globale raming van deze opdracht 41.322,50 € excl. BTW of 50.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen bedraagt en ingeschreven is op artikelen 766/734-60/38 (Perceel 1 - Aanplanting van nieuwe bomen in de parken: 10.000,00 €) en 421/734-60/30 (Perceel 2 - Vervanging van de dode bomen langs de weg: 40.000,00 €) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020, en gefinancierd is door een lening;

Overwegende dat er een opdracht voor markering moet worden afgesloten voor de Mobiliteitscommissie;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juli 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-T-033 – Mobiliteitscommissie: markering” voor een geraamd bedrag van 49.444,05 € excl. BTW of 59.827,30 €, 21 % BTW inbegrepen of 65.810,00 € BTW en prijsherziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 421/735-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juli 2020 om te kiezen voor onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-F-048 - Vervanging van verschillende benodigdheden voor de dienst Plantsoenen en de begraafplaats (2 percelen)”, het perceel 1 (Levering van een gesleepte hakselaar), geraamd op 23.400,00 € excl. BTW of 28.314,00 € 21% BTW inbegrepen, het perceel 2 (levering van verschillende kleine motorwerktuigen, zelftrekkende maaiers en een zelfrijdende maaier met geïntegreerd opvangsysteem), geraamd op 55.512,00 € excl. BTW of 66.686,00 € 21% BTW inbegrepen. Het globale geraamde bedrag bedraagt 78.512,40 € excl. BTW of 95.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en is ingeschreven op artikelen 766/744-98/38 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 voor de Plantsoenen (33.057,85 € excl. BTW of 40.000,00 €, 21% BTW inbegrepen) en 878/744-51/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 voor de begraafplaats (45.454,54 €, excl. BTW 55.000,00 €, 21% BTW inbegrepen) en wordt gefinancierd door een lening.
2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juli 2020 om te kiezen voor onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-S-037 - Vellen en snoeien van bomen (2 Percelen) ”, het perceel 1 (Vellen en snoeien in de groene ruimtes), geraamd op 82.645,00 € excl. BTW of 100.000,00 € 21% BTW inbegrepen, het perceel 2 (Vellen en snoeien in de groene ruimtes), geraamd op 16.529,00 € excl. BTW of 20.000,00€ 21% BTW inbegrepen. Het globale geraamd bedrag bedraagt 99.174,00 € excl. BTW of 120.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en is ingeschreven op artikelen 421/734-60/30 (Perceel 1)

en 766/734-60/38 (Perceel 2) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en wordt gefinancierd door een lening.

3. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juli 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-S-036 – Perceel 1: de aanplanting van nieuwe bomen in de parken – Perceel 2: Vervanging van de dode bomen langs de weg", het Perceel 1 (de aanplanting van nieuwe bomen in de parken) geraamd op 8.264,46 € excl. BTW of 10.000,00 € 21% BTW inbegrepen, het Perceel 2 (Vervanging van de dode bomen langs de weg), geraamd op 33.058,00 € excl. BTW of 40.000,00 € 21% BTW inbegrepen. Het globale geraamde bedrag bedraagt 41.322,50 € excl. BTW of 50.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en wordt ingeschreven op artikelen 766/734-60/38 (Perceel 1) en 421/734-60/30 (Perceel 2) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en wordt gefinancierd door een lening.

4. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juli 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-T-033 – Mobiliteitscommissie: markering" voor een geraamd bedrag van 49.444,05 € excl. BTW of 59.827,30 €, 21 % BTW inbegrepen of 65.810,00 € BTW en prijsherziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 421/735-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

39 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des avenants - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que dans le cadre du marché «2019-F-053 - Illumination 2019: Renouvellement du réseau

électrique, des câbles porteurs et des motifs lumineux LED (divers endroits)», suite à un acte de vandalisme et à la détérioration d'un câble d'éclairage festif situé rue Van Goitsenhoven, la réparation dudit câble s'est avéré nécessaire. L'intervention devait être immédiate puisque le câble au sol était susceptible d'affecter la sécurité des véhicules de la STIB et des automobilistes;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 19,27% (6,31% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 25.405,00 € hors TVA ou 30.740,05€, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 02 juillet 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 4 du marché «2019-F-053 - Illumination 2019: Renouvellement du réseau électrique, des câbles porteurs et des motifs lumineux LED (divers endroits)» pour un montant total en plus de 1.465,00 € hors TVA ou 1.772,65 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 520/744-51/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 6-7 – CC 23/06/2020) et financé la dépense par un emprunt;

Considérant que dans le cadre du marché «2017-T-001 - Ecole 11 B Fierlant : Rénovation de la toiture haute» qu'afin d'exécuter des travaux imprévus au 2ème étage et de remettre en conformité l'électricité dans le cadre du 'Verbeterplan', l'entreprise devra remplacer le tableau divisionnaire, différents circuits de prises et de luminaires, établir des schémas électriques unifilaire et faire la réception par un organisme agréé;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 16,27 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 253.774,31 € hors TVA ou 269.000,77 €, 6% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juin 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2017-T-001 Ecole 11 B Fierlant : Rénovation de la toiture haute» pour un montant total en plus de 15.525,00 € hors TVA ou 16.456,50 €, 6%, TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4 – CC du 21/04/2020) et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 02 juillet 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 4 du marché «2019-F-053 - Illumination 2019: Renouvellement du réseau électrique, des câbles porteurs et des motifs lumineux LED (divers endroits)» pour un montant total en plus de 1.465,00 € hors TVA ou 1.772,65 €, 21%, TVA comprise et inscrit à l'article 520/744-51/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires 6-7 par l'autorité de tutelle) et financé la dépense par un emprunt.
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 juin 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2017-T-001 - Ecole 11 B Fierlant : Rénovation de la toiture haute» pour un montant total en plus de 15.525,00 € hors TVA ou 16.456,50 €, 6%, TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4 – CC du 21/04/2020) et financé la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de aanhangsels - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “2019-F-053 - Verlichting 2019: Vernieuwing van het elektriciteitsnet, de draagkabels en de led-lichtmotieven (verschillende plaatsen)”, wegens vandalisme en de beschadiging van een feestverlichtingskabel in de Van Goitsenhovenstraat, de kabel diende te worden hersteld. De interventie was dringend aangezien de kabel op de grond de veiligheid van de MIVB-voertuigen en van de automobilisten in het gedrang kon brengen;

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 19,27% overschrijdt (6,31 % voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 25.405,00 € excl. BTW of 30.740,05€, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juli 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 4 van de opdracht “2019-F-053 - Verlichting 2019: Vernieuwing van het elektriciteitsnet, de draagkabels en de led-lichtmotieven (verschillende plaatsen)” voor een bijkomend totaalbedrag van 1.465,00 € excl BTW of 1.772,65 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 520/744-51/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 (BW 6-7 – GR van 23/6/2020) en de uitgave gefinancierd door een lening;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “2017-T-001 - School 11 B Fierlant: Renovatie van het hoge dak”, om onvoorziene werkzaamheden op de 2e verdieping uit te voeren en de elektriciteit opnieuw conform te maken in het kader van het 'Verbeterplan', het bedrijf het schakelbord, diverse stopcontacten en lichtcircuits moet vervangen, eendraads elektrische schema's moet opstellen en door een erkende instantie moet laten goedkeuren;

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 16,27 % overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 253.774,31 € excl. BTW of 269.000,77 € 6% BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht “2017-T-001 - School 11 B Fierlant: Renovatie van

het hoge dak” voor een bijkomend totaalbedrag van 15.525,00 € excl BTW of 16.456,50 €, 6% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 (BW 3-4 – GR van 21/4/2020) en de uitgave gefinancierd door een lening ;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juli 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 4 van de opdracht “2019-F-053 - Verlichting 2019: Vernieuwing van het elektriciteitsnet, de draagkabels en de led-lichtmotieven (verschillende plaatsen)” voor een bijkomend totaalbedrag van 1.465,00 € excl BTW of 1.772,65 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 520/744-51/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 (onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijzigingen 6-7 door de toezichthoudende overheid) en de uitgave gefinancierd door een lening;
2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juni 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht “2017-T-001 - School 11B Fierlant: Renovatie van het hoge dak” voor een bijkomend totaalbedrag van 15.525,00 € excl. BTW of 16.456,50 €, 6% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 (BW 3-4 – GR van 21/4/2020) en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Instruction publique - Openbaar onderwijs

40 IP - Personnel enseignant subventionné - Déclaration des emplois vacants pour 2020/2021.

LE CONSEIL,

Vu l'article 31 du décret du 6 juni 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Considérant que plusieurs emplois ne sont pas pourvus de titulaires définitifs;

DECIDE:

De déclarer vacants pour l'année scolaire 2020/2021 dans les écoles fondamentales communales les emplois suivants :

- 1 temps plein d'instituteur.trice primaire

- 1 temps plein d'instituteur.trice maternel.le
- 1 période de psychomotricité
- 1 période d'éducation physique
- 1 période de morale
- 17 périodes de religion orthodoxe
- 44 périodes de philosophie et citoyenneté
- 7 périodes de religion israélite
- 5 périodes de religion islamique

Ils pourront être conférés à titre définitif à tout membre du personnel enseignant temporaire qui se trouve dans les conditions énoncées aux articles 30 et 30 bis du décret susdit du 6 juin 1994, modifié par les décrets du 6 avril 1999 portant mesures urgentes en matière d'enseignement, pour autant qu'il se soit porté candidat par lettre recommandée avant le 31/05/2020 et à condition que les emplois soient toujours vacants au 01/10/2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

OO - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Vacante betrekkingen voor 2020/2021.

DE RAAD,

Gelet op artikel 31 van het decreet van 6 juni 1994 betreffende het statuut van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Overwegende dat meerdere betrekkingen niet bezet zijn door een vast benoemd titularis;

BESLIST,

De volgende betrekkingen voor het schooljaar 2020/2021 voor de gemeentelijke basisscholen vacant te verklaren :

- 1 V.T. lager onderwijzer
- 1 V.T. kleuteronderwijzer
- 1 periode psychomotriek
- 1 periode lichamelijke opvoeding
- 1 periode zedenleer
- 44 perioden filosofie en burgerschapvorming
- 7 perioden israëlische godsdienst
- 17 perioden orthodoxe godsdienst
- 5 perioden islamische godsdienst

Deze betrekkingen kunnen toegekend worden in vast verband aan alle tijdelijke leden van het onderwijzend personeel die voldoen aan de voorwaarden vermeld in artikelen 30 en 30bis van het voornoemde decreet van 6 juni 1994, gewijzigd door de decreten van 6 april 1995 en 8 februari 1999 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, voor zover de kandidaturen gesteld worden per aangetekend schrijven voor 31/05/2020 en op voorwaarde dat de vacature blijft doorlopen op 01/10/2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

41 **Logement - Convention de partenariat et de subventionnement avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d'acte des comptes de l'AISF et du rapport du réviseur d'entreprises au 31-12-2018 – Liquidation de la 3ème tranche 2018.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du conseil communal en sa séance du 20 octobre 2015, approuvant le renouvellement de la convention de partenariat et de la convention de subventionnement entre la commune de Forest et l'AISF;

Vu la décision du Collège échevinal en sa séance du 20 août 2018 autorisant la liquidation de la première tranche du subside communal 2018 à l'AISF prévu par la convention susvisée, soit 40.418,47€ ;

Vu la décision du collège échevinal en sa séance du 24 janvier 2019 autorisant la liquidation de la deuxième tranche du subside communal 2018 à l'AISF prévu par la convention susvisée, soit 20.209,24 € ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 décembre 2017 votant le budget 2018 ;

Considérant que l'article 2 de la convention susvisée prévoit le paiement d'une troisième tranche (6.736,41 €) sur base des pièces justificatives précisées à l'article 3 ;

Considérant que l'AISF a communiqué lesdites pièces justificatives par courriel en date du 23 août 2019 ;

Vu la décision du Collège échevinal du 14 juillet 2016 mandatant le réviseur d'entreprise BST au contrôle des comptes de l'AISF ;

Considérant que le crédit reporté inscrit à l'article 922/332-02/2018/39 du service ordinaire du budget 2019 soit 6.712,29 € n'est pas suffisant pour payer la totalité de la troisième tranche de la subvention 2018 à l'AISF;

DECIDE:

De prendre acte du rapport financier de l'AISF et du rapport du réviseur d'entreprises BST sur les comptes de l'AISF au 31-12-2018 annexés à la présente décision;

D'autoriser la liquidation de la troisième tranche du subside communal 2018 à l'AISF prévu par la convention de partenariat et de subventionnement du 21 octobre 2015;

D'inscrire la dépense de 6.712,29 € (six-mille sept cent douze euros et vingt-neuf cents) à l'article 922/332-02/2018/39 du service ordinaire du budget 2019;

D'inscrire la dépense de 24,12 € (vingt-quatre euros et douze cents) à l'article 922/332-02/39 du service ordinaire du budget 2020 après modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Huisvesting - Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) – Akteneming van de rekeningen van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor op 31-12-2018 – Uitbetaling van de 3de schijf 2018.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 20 oktober 2015 tot goedkeuring van de hernieuwing van de samenwerkingsovereenkomst en van de subsidiëringsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en het SVKV;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 20 augustus 2018 om toestemming te geven voor de uitbetaling van de eerste schijf van de gemeentelijke subsidie 2018 aan het SVKV voorzien door de bovenvermelde overeenkomst, namelijk 40.418,47€;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 24 januari 2019 om toestemming te geven voor de uitbetaling van de tweede schijf van de gemeentelijke subsidie 2017 aan het SVKV voorzien door de bovenvermelde overeenkomst, namelijk 20.209,24 €;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 december 2017 tot goedkeuring van de begroting 2017;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst de betaling van een derde schijf (6.736,41 €) voorziet op basis van de bewijsstukken vermeld in artikel 3;

Overwegende dat het SVKV voormelde bewijsstukken heeft overgemaakt via e-mails van 23 augustus 2019;

Gelet op de beslissing van het College van 14 juli 2016 waarin de bedrijfsrevisor BST gelast werd met de controle van de rekeningen van het SVKV;

Overwegende dat het overgedragen krediet ingeschreven op het artikel 922/332-02/2018/39 van de gewone dienst van de begroting 2019 namelijk 6.712,29 € niet voldoende is om totaliteit van de derde schijf van de toelage 2018 aan het SVKV te betalen;

BESLIST:

Akte te nemen van het financiële verslag van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor BST over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2018, opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing;

Toestemming te geven voor de uitbetaling van de derde schijf van de gemeentelijke subsidie 2018 aan het SVKV voorzien door de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst van 21 oktober 2015;

De uitgave van 6.712,29 € (zesduizend zeventienhonderd twaalf euro en negenentwintig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/2018/39 van de gewone dienst van de begroting 2019.

De uitgave van 24,12 € (vierentwintig euro en twaalf cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/39 van de gewone dienst van de begroting 2020 na begrotingswijziging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

42 Prévention – Coordination générale – A.S.B.L. TRANSIT – Convention 2020 – Budget fédéral – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 14 novembre 1983 sur les subventions accordées en vue de promouvoir les activités utiles à l'intérêt général ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 28 janvier 1985, prise en application de la Loi du 14 novembre 1983 précitée ;

Considérant que l'A.S.B.L. TRANSIT, reprise dans la décision ci-dessus, a entièrement rempli les obligations prévues par ladite loi et par la délibération du Conseil Communal précitées ;

Vu le courrier émanant de l'A.S.B.L. TRANSIT du 04 mai 2020 nous transmettant les conventions année 2020 (FR + NL) pour le subsidie du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention portant sur le phénomène : « nuisances publiques liées à l'usage de drogues » ;

Attendu que nous joignons en annexe la copie de la convention à signer entre la Commune de Forest et l'A.S.B.L. TRANSIT ;

DÉCIDE,

D'approuver les termes de la convention ci-jointe, conclue pour l'année 2020, entre la Commune de Forest et l'Asbl. TRANSIT.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Preventie – Algemene coördinatie – Vzw TRANSIT – Overeenkomst 2020 – Federale begroting – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 op de toelagen toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 januari 1985, genomen in toepassing van voormelde wet van 14 november 1983;

Overwegende dat de vzw TRANSIT, vermeld in bovenstaand besluit, de verplichtingen voorzien door voormelde wet en door de voornoemde beraadslaging van de Gemeenteraad volledig heeft vervuld;

Gelet op het schrijven afkomstig van de vzw TRANSIT van 04 mei 2020 waarin ons de overeenkomsten voor het jaar 2020 (FR + NL) werden overgemaakt voor de subsidie van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan met betrekking tot het fenomeen: “openbare overlast die verband houdt met druggebruik”;

Overwegende dat we de kopie van de tussen de Gemeente Vorst en de vzw TRANSIT te ondertekenen overeenkomst toevoegen in bijlage;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst afgesloten voor het jaar 2020 tussen de Gemeente Vorst en de vzw TRANSIT.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

43 **Prévention – Coordination générale – Avenant 2 à la convention « Rangs à pied et rangs à vélo » – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil du 17 décembre 2019 approuvant la convention « Rangs à pied et rangs à vélo » ;

Vu la Convention de partenariat établie entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2019, accordant une subvention de 32.340 euros à la Commune de Forest pour le Projet « Rangs à pied et rangs à vélo » ;

Vu l'article 2 de la convention portant sur la durée, stipulant que ce projet doit être mis en œuvre durant la période allant du 1^{er} septembre 2019 au 30 juin 2020 ;

Vu la crise sanitaire liée à la gestion de la pandémie Covid 19 qui a ralenti et/ou interrompu le bon fonctionnement des activités et des services ;

Considérant que la conjugaison de ces facteurs n'a pas permis de finaliser l'achat et la mise en pratique du

projet à l'échéance ;

Considérant que le présent Avenant 2 à la convention vise l'« Article 2 – Durée » de la convention conclue en date du 16 octobre 2019 et propose de redéfinir la période de couverture de la subvention.

Vu la nécessité de rallonger la durée (article 2) de la convention portant sur la période d'exécution allant du 1^{er} septembre 2019 au 31 décembre 2020 ;

Considérant que les autres articles de la convention initiale restent inchangés ;

Attendu que nous joignons en annexe la copie de l'Avenant 2 à la convention « Rangs à pied et rangs à vélo » ;

DECIDE,

D'approuver les termes de l'Avenant 2 à la convention « Rangs à pied et rangs à vélo » ci-jointe conclue entre la Commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Preventie – Algemene coördinatie – Aanhangsel 2 bij de overeenkomst “Voetgangers- en fietsersrijen” – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Raad van 17 december 2019 tot goedkeuring van de overeenkomst “Voetgangers- en fietsersrijen”;

Gelet op de Partnerschapsovereenkomst opgemaakt tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 november 2019 tot toekenning van een subsidie van 32.340 euro aan de Gemeente Vorst voor het Project “Voetgangers- en fietsersrijen”;

Gelet op artikel 2 van de overeenkomst met betrekking tot de duur, waarin toegelicht wordt dat dit project uitgevoerd moet worden tijdens de periode van 1 september 2019 tot 30 juni 2020;

Gelet op de gezondheids crisis die verband houdt met het beheer van de pandemie Covid 19 waardoor de goede werking van de activiteiten en diensten vertraagd en/of onderbroken werd;

Overwegende dat omwille van de samenloop van deze omstandigheden het niet mogelijk is geweest om de aankoop en de uitvoering van het project binnen de uiterste termijn af te ronden;

Overwegende dat het huidige Aanhangsel 2 bij de overeenkomst “Artikel 2 – Duur” van de overeenkomst afgesloten op 16 oktober 2019 beoogt en voorstelt om de periode van dekking van de subsidie te herbepalen;

Gelet op de noodzaak om de duur (artikel 2) van de overeenkomst te verlengen over de uitvoeringsperiode van 1 september 2019 tot 31 december 2020;

Overwegende dat de andere artikelen van de initiële overeenkomst ongewijzigd blijven;

Overwegende dat we in bijlage de kopie van Aanhangsel 2 bij de overeenkomst “Voetgangers- en fietsersrijen” voegen;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van hierbij gevoegd Aanhangsel 2 bij de overeenkomst “Voetgangers- en fietsersrijen” afgesloten tussen de Gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

M. Hacken s’interroge sur la raison de l’impossibilité de mettre en pratique le projet.

Mme El Omari répond qu’il s’agit d’un délai supplémentaire pour l’achat de vélos.

Mme Van den Bosch évoque le projet en cours à l’école De Wereldbrug, qui nécessite également l’achat de vélos.

Mme Loewenstein rappelle que l’ensemble des membres ne comprennent pas forcément le néerlandais et sollicite la bonne volonté de chacun de pouvoir fournir un résumé en français.

Mme la Secrétaire se dit disposée à exposer une courte synthèse des réponses en français.

De heer Hacken vraagt zich af waarom het project niet in de praktijk kan worden gebracht.

Mevrouw El Omari antwoordt dat het om een verlenging gaat voor de aankoop van fietsen.

Mevrouw Van den Bosch wijst op het lopende project in de school De Wereldbrug, waarvoor ook fietsen moeten worden aangeschaft.

Mevrouw Loewenstein herinnert eraan dat niet alle leden Nederlands begrijpen en vraagt ieders bereidheid om een samenvatting in het Frans te kunnen geven.

Mevrouw de secretaris zegt dat ze bereid is een korte samenvatting van de antwoorden in het Frans te geven.

6 annexes / 6 bijlagen

Empreinte scolaire, DAS - Schoolafdruk, PSV

- 44 **Prévention – L’empreinte scolaire – Convention de partenariat dans le cadre de l’organisation de la remédiation scolaire avec l’A.S.B.L. "Schola ULB" 2020-2021 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 19 septembre 2017 autorisant la signature de la convention de

partenariat dans le cadre de l'organisation d'activités de remédiation scolaire ;

Vu les amendements apportés à la convention 2017 – 2018 ;

Considérant l'intérêt suscité auprès des étudiants qui ont pu bénéficier de ces activités de remédiation ;

Considérant l'importance de pouvoir continuer à proposer des activités de remédiation scolaire aux élèves de la Commune de Forest qui présentent des difficultés de scolarité et/ou présentent des lacunes importantes dans la connaissance de base de la langue française, et cela tel que proposé dans le cadre du projet « **Ton avenir** » ;

Considérant le déplacement de ces activités de remédiation scolaire de l'Athénée Royal Victor Horta vers le bâtiment de la Prévention sis rue de Mérode, 331-333 à 1190 Forest ;

Considérant que le projet « **Ton avenir** » a pour objectifs de:

- proposer la remédiation scolaire et les cours d'immersion en langue française (public ne maîtrisant pas les bases de cette langue),
- développer un réseau scolaire de proximité,
- soutenir les parents et les étudiants,
- co-construire un projet scolaire individualisé,
- proposer de la méthodologie organisationnelle et des actions d'information et de sensibilisation,
- modifier la vision étreinée qu'ont les jeunes de leur milieu scolaire en leur faisant réaliser que l'école souvent perçue en tant que lieu exclusif d'apprentissage, est aussi un lieu de « **vivre-ensemble** » ;

Vu la collaboration établie avec « Schola ULB » qui assurera les étudiants tuteurs engagés par l'ASBL ;

Attendu que nous joignons en annexe la copie de la convention actualisée de partenariat avec « Schola ULB » ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention ci-jointe conclue entre la commune de Forest et l'A.S.B.L. « Schola ULB ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Preventie – Schoolafdruk – Samenwerkingsovereenkomst in het kader van de organisatie van remediërende schoolactiviteiten met de vzw “Schola ULB” 2020-2021 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 19 september 2017 waarin toestemming verleend wordt voor de ondertekening van de samenwerkingsovereenkomst in het kader van de organisatie van remediërende schoolactiviteiten;

Gelet op de verbeteringen aangebracht aan de overeenkomst 2017- 2018;

Overwegende de interesse opgewekt bij de studenten die gebruik hebben kunnen maken van deze remediërende activiteiten;

Gelet op het belang om remediërende schoolactiviteiten te kunnen blijven aanbieden aan de leerlingen van de gemeente Vorst die studiemoeilijkheden en/of aanzienlijke lacunes in de basiskennis van de Franse taal vertonen, zoals voorgesteld in het kader van het project “**Jouw toekomst**”;

Overwegende de verplaatsing van deze remediërende schoolactiviteiten van het Athénée Royal Victor Horta naar het gebouw van de Preventiedienst gelegen De Merodestraat 331-333 te 1190 Vorst;

Overwegende dat het project “**Jouw toekomst**” de volgende doelstellingen heeft:

- aanbieden van schoolremediëring en van taalimmersielessen Frans (publiek dat de basiskennis van deze taal niet beheerst),
- ontwikkelen van een buurtscholennetwerk,
- ondersteunen van de ouders en van de studenten,
- mee opbouwen van een geïndividualiseerd schoolproject,
- aanbieden van organisatorische methodologie en van informatie- en sensibiliseringsacties,
- wijzigen van het benepen beeld dat de jongeren van hun schoolomgeving hebben door hen te laten beseffen dat de school, die zij vaak enkel als een leerplek zien, ook een plaats is waar “**samenleven**” aan de orde is;

Gelet op de samenwerking met “Schola ULB” die instaat voor de studenten-mentoren aangeworven door de VZW;

Overwegende dat wij in bijlage de kopie van de bijgewerkte samenwerkingsovereenkomst met “Schola ULB” toevoegen;

BESLIST,

De bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst afgesloten tussen de gemeente Vorst en de vzw “Schola ULB” goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Mme Maduda se demande comment sont sélectionnés les élèves bénéficiaires du programme.

Mme El Omari explique que tout élève peut spontanément prendre l’initiative de s’inscrire auprès du service de l’Empreinte scolaire et ajoute qu’il n’y a pas de critère de sélection.

Mevrouw Maduda vraagt zich af hoe de leerlingen die gebruik kunnen maken van het programma, geselecteerd worden.

Mevrouw El Omari legt uit dat elke leerling spontaan het initiatief kan nemen om zich in te schrijven bij de Schoolafdruk en voegt eraan toe dat er geen selectiecriteria zijn.

1 annexe / 1 bijlage

45 Cohésion sociale - Avenant n° 1 au contrat communal de cohésion sociale - Commune de Forest - Prolongation du quinquennat cofinancement communal en 2021 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le Décret relatif à la Cohésion Sociale de la Commission Communautaire Française du 30 avril 2004, publié aux annexes au Moniteur Belge du 23 mars 2005 sous le numéro 2005031083 dit « le Décret » et plus particulièrement son article huit disposant que le contrat communal de cohésion sociale établit la manière dont les objectifs du décret sont poursuivis sur le territoire de la commune et permettant de fixer un ou plusieurs objectifs spécifiques à la Commune ainsi que les modalités du cofinancement communal des projets de cohésion sociale sélectionnés ;

Vu l'arrêté 2005/504 du Collège de la Commission communautaire Française portant exécution du décret susvisé, modifié par l'arrêté 2009/127 du 30 avril 2009, ci-après dénommé « l'Arrêté » et plus particulièrement son chapitre deux, article 12.1 prévoyant qu'un mois après la communication par le collège de la Cocof de ses priorités pour 5 ans la commune souhaitant conclure un contrat de cohésion sociale lance un appel à projets ;

Vu la décision du collège de la Cocof du 4 décembre 2014 publiée le 11 décembre 2014 définissant les thématiques prioritaires et les modalités minimales de mise en œuvre des actions pour les contrats quinquennaux de cohésion sociale 2016-2020 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15 janvier 2015 adoptant les priorités communales pour la cohésion sociale ainsi que les critères de sélection et lançant l'appel à projets de cohésion sociale 2016-2020 aux associations forestoises ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 décembre 2015 adoptant le contrat communal de cohésion sociale 2016-2020 et des conventions particulières avec les asbl partenaires du contrat ;

Considérant que par courrier du 2 avril 2015 le Ministre a notifié l'enveloppe budgétaire Cocof pour un total de trois-cent quatre-vingt-huit mille sept-cent dix euros (388.710€) pour le contrat communal de cohésion sociale de la Commune de Forest soit deux-cent trente-quatre mille cinq-cent soixante-huit euros (234.568€) sur la ligne budgétaire 22.20.33.08 et cent-cinquante mille cent nonante quatre euros (150.194€) sur la ligne budgétaire 22.20.33.09 majoré de trois mille neuf-cent quarante-huit euros (3.948€) calculé sur le solde de l'allocation budgétaire 22.20.33.09;

Considérant que par le même courrier, il était signifié que pour avoir droit aux montants prévus sur la ligne budgétaire 22.20.33.09 la commune de Forest devait justifier d'un montant de cofinancement communal minimum de cinquante-quatre mille quatre-cent soixante et un euros (54.461€) ;

Considérant la convention entre le Collège de la Cocof et la commune de Forest du 15 décembre 2015 fixant pour une période de cinq ans les objectifs prioritaires à atteindre dans le cadre du contrat communal de cohésion sociale 2016-2020 et établissant la manière dont ces objectifs sont poursuivis sur le territoire de la commune et les modalités de financement du financement des projets de cohésion sociale sélectionnés ;

Considérant le chapitre VI : Subventionnement article 8 §2 de la dite convention dans laquelle la commune s'engage à apporter un cofinancement minimum de cinquante-quatre mille quatre-cent soixante et un euros (54.461€) destiné à financer soit la coordination locale soit des projets de cohésion sociale ;

Considérant que la commune a choisi le financement de projets de cohésion sociale avec le cofinancement ;

Considérant que trois asbl bénéficient du cofinancement communal :

- Al Malak pour un montant de quinze mille euros (15.000 €)
- Forest Quartier Santé pour un montant de trente-quatre mille cinq euros (34.005 €)
- Une maison en plus pour un montant de cinq mille quatre cent cinquante-six euros (5.456€) ;

Considérant que les montants cités ci-dessus sont des montants de base qui sont indexés annuellement ;

Considérant la fin du quinquennat 2016-2020 du contrat communal de cohésion sociale au 31 décembre 2020 et parallèlement la fin du cofinancement ;

Considérant que par courrier du 14 janvier 2020 la Ministre a notifié à la commune la prolongation du quinquennat 2016-2020 du contrat communal de cohésion sociale pour deux années supplémentaires soit jusqu'au 31 décembre 2022 ;

Considérant l'arrêté 2020/23 du 23 avril 2020 prolongeant les contrats communaux de cohésion sociale visés par l'arrêté 2015/907 du Collège de la Commission communautaire française du 15 juillet 2015 portant adoption des contrats communaux de cohésion sociale et portant engagement des montants relatifs aux enveloppes communales – Quinquennat 2016-2020 ;

Considérant que dans cet arrêté il est mentionné que « *le Collège de la Commission communautaire française a pris la décision, le 14 novembre 2019, de prolonger la durée des contrats quinquennaux d'un an renouvelable une fois, soit jusqu'au 31/12/2022* » ;

Considérant qu'en l'article 2 de l'arrêté : « *le Collège de la Commission communautaire française prolonge les contrats communaux de cohésion sociale pour le quinquennat 2016-2020 jusqu'au 31 décembre 2021 selon les enveloppes telles que reprises à l'article 2 de l'arrêté 2015/907 de la Commission communautaire française du 15 juillet 2015 portant adoption des contrats communaux de cohésion sociale et portant engagement des montants relatifs aux enveloppes communales – Quinquennat 2016-2020. En vertu du présent arrêté, les conventions spécifiques des asbl reprises dans les contrats communaux de cohésion sociale sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2021 sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires annuels.* » ;

Considérant que les asbl reprises dans le contrat communal de cohésion sociale forestois sont Apomsa asbl, Entraide & Culture asbl, Le Cairn asbl, Maison de Quartier Saint-Antoine asbl, Maison des Jeunes de Forest asbl, Medina Sport Forest asbl, Partenariat Marconi asbl et Une Maison en Plus asbl ;

Considérant que dans le courrier susmentionné, la commune est encouragée à continuer à collaborer à la réalisation des actions de proximité qui encouragent le mieux-vivre et le faire-ensemble de tous les citoyens et citoyennes ;

Considérant que le cofinancement communal représente un des moyens mis en place par la commune pour encourager ces actions de proximité ;

Considérant que les asbl bénéficiaires du cofinancement communal sont porteuses de projets encourageant le mieux-vivre et le faire-ensemble de tous les citoyens et citoyennes ;

Considérant que ces associations ont mis en place des actions de Cohésion sociale :

- AL MALAK ASBL : soutien à la scolarité
- FOREST QUARTIER SANTE ASBL : ateliers d'initiation à la citoyenneté
- UNE MAISON EN PLUS ASBL : production et diffusion d'outils à vocation socioculturelle orientés sur des finalités d'amélioration du vivre-ensemble ;

Considérant que ces actions en faveur des Forestois et Forestoises nécessitent une continuité de financement pour garantir leur bonne mise en œuvre et l'atteinte des objectifs fixés ;

Considérant que ces actions encouragent les participants à devenir des acteurs et actrices de la société et à s'épanouir dans leur environnement socio-culturel ;

DECIDE,

D'approuver la prolongation du contrat communal de cohésion sociale 2016-2020 d'un an renouvelable une fois soit jusqu'au 31 décembre 2022 conformément à l'arrêté 2020/223 du Collège de la Cocof annexé à la présente décision ;

De déléguer, au Collège des bourgmestres et échevins, pouvoir de signer l'avenant N°1 au contrat communal de cohésion sociale annexé à la présente décision ;

D'approuver la prolongation du cofinancement communal 2016-2020 d'un an renouvelable une fois soit jusqu'au 31 décembre 2022 pour les ASBL Al Malak, Forest Quartier Santé et Une maison en plus, afin de s'aligner sur l'arrêté 2020/223 du Collège de la Cocof annexé à la présente décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Sociale cohesie - Aanhangsel nr. 1 bij het gemeentelijk contract voor sociale cohesie - Gemeente Vorst - Verlenging van de vijfjarige periode van gemeentelijke cofinanciering in 2021 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet met betrekking tot de Sociale Cohesie van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 2004, "het Decreet" genoemd, gepubliceerd in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 23 maart 2005 onder het nummer 2005031083, en meer bepaald artikel 8, dat bepaalt dat een gemeentelijk contract voor sociale cohesie de wijze vastlegt waarop de doelstellingen van het decreet op het grondgebied van de gemeente moeten worden verwezenlijkt en dat het mogelijk maakt specifiek voor de Gemeente een of meerdere doelstellingen vast te stellen, alsook de wijze waarop de gemeenten de geselecteerde projecten voor sociale cohesie cofinancieren;

Gelet op het besluit 2005/504 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het bovenvermelde decreet, gewijzigd door besluit 2009/127 van 30 april 2009, hierna "het Besluit" genoemd en meer bepaald hoofdstuk 2, artikel 12.1, dat voorziet dat de gemeente die een contract voor sociale cohesie wil sluiten één maand nadat het College zijn prioriteiten voor 5 jaar heeft meegedeeld een projectoproep uitschrijft;

Gelet op de beslissing van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 december 2014, gepubliceerd op 11 december 2014, die de prioritaire thema's en minimale uitvoeringsmodaliteiten van de acties voor de vijfjarencontracten voor sociale cohesie voor de periode 2016-2020 bepaalt;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 15 januari 2015, die de gemeentelijke prioriteiten inzake sociale cohesie alsook de selectiecriteria goedkeurt en die de projectoproep voor sociale cohesie voor de periode 2016-2020, gericht aan de Vorstse verenigingen, uitschrijft;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2015 waarin het gemeentelijk contract voor sociale cohesie 2016-2020 en de bijzondere overeenkomsten met de vzw's die partner zijn van het contract aangenomen worden.

Overwegende dat de Minister via schrijven van 2 april 2015 de begrotingsenveloppe van de Cocof voor een totaal van driehonderd achtentachtigduizend zevenhonderd tien euro (388.710€) voor het gemeentelijk contract voor sociale cohesie van de Gemeente Vorst heeft bekendgemaakt, oftewel tweehonderd vierendertigduizend vijfhonderdachtenzestig euro (234.568€) op begrotingslijn 22.20.33.08 en honderdvijftigduizend honderd vierennegentig euro (150.194€) op begrotingslijn 22.20.33.09, vermeerderd met drieduizend negenhonderd achtenveertig euro (3.948€), berekend op het saldo van de begrotingstoelage 22.20.33.09;

Overwegende dat via hetzelfde schrijven meegedeeld werd dat de Gemeente Vorst, om recht te hebben op de bedragen voorzien op begrotingslijn 22.20.33.09, een minimaal bedrag aan gemeentelijke cofinanciering van vierenvijftigduizend vierhonderd eenenzestig euro (54.461€) moest verantwoorden;

Overwegende de overeenkomst tussen het College van de Cocof en de gemeente Vorst van 15 december 2015 waarin voor een periode van vijf jaar de te bereiken prioritaire doelstellingen in het kader van het gemeentelijk contract voor sociale cohesie 2016-2020 werden vastgesteld en waarin de wijze waarop deze doelstellingen worden nagestreefd op het grondgebied van de gemeente en de financieringsmodaliteiten van de geselecteerde projecten van sociale cohesie werden vastgelegd;

Overwegende hoofdstuk VI: Subsidiëring artikel 8 §2 van voornoemde overeenkomst waarin de gemeente er zich toe verbindt om een minimale cofinanciering van vierenvijftigduizend vierhonderd eenenzestig euro (54.461€) aan te brengen bestemd om hetzij de lokale coördinatie hetzij projecten van sociale cohesie te financieren;

Overwegende dat de gemeente als cofinanciering heeft gekozen voor de financiering van projecten van sociale cohesie;

Overwegende dat drie vzw's kunnen genieten van de gemeentelijke cofinanciering:

- Al Malak voor een bedrag van vijftienduizend euro (15.000 €)
- Forest Quartier Santé voor een bedrag van vierendertigduizend en vijf euro (34.005 €)
- Une maison en plus voor een bedrag van vijfduizend vierhonderd zesenvijftig euro (5.456€);

Overwegende dat de hierboven vermelde bedragen basisbedragen zijn die jaarlijks worden geïndexeerd;

Overwegende het einde van de vijfjarige periode 2016-2020 van het gemeentelijk contract voor sociale cohesie op 31 december 2020 en tegelijkertijd het einde van de cofinanciering;

Overwegende dat de Minister via schrijven van 14 januari 2020 de gemeente in kennis heeft gesteld van de verlenging van de vijfjarige periode 2016-2020 van het gemeentelijk contract voor sociale cohesie met twee bijkomende jaren hetzij tot 31 december 2022;

Overwegende het besluit 2020/23 van 23 april 2020 tot verlenging van de gemeentelijke contracten voor sociale cohesie beoogd door het besluit 2015/907 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 juli 2015 houdende goedkeuring van de gemeentelijke contracten voor sociale cohesie en houdende vastlegging van de bedragen met betrekking tot de gemeentelijke enveloppen – Vijfjarige periode 2016-2020;

Overwegende dat in dit besluit vermeld wordt dat “*het College van de Franse Gemeenschapscommissie op 14 november 2019 beslist heeft om de duur van de vijfjarige contracten te verlengen met een jaar, een keer hernieuwbaar, hetzij tot 31/12/2022*”;

Overwegende dat in artikel 2 van het besluit: “*het College van de Franse gemeenschapscommissie de gemeentelijke contracten voor sociale cohesie voor de vijfjarige periode 2016-2020 verlengt tot 31 december 2021 volgens de enveloppen zoals opgenomen in artikel 2 van het besluit 2015/907 van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 juli 2015 houdende goedkeuring van de gemeentelijke contracten voor sociale cohesie en houdende vastlegging van de bedragen met betrekking tot de gemeentelijke enveloppen – Vijfjarige periode 2016-2020. Krachtens dit besluit worden de specifieke overeenkomsten van de vzw's opgenomen in de gemeentelijke contracten voor sociale cohesie verlengd tot 31 december 2021 onder voorbehoud van de beschikbaarheid van de jaarlijkse begrotingskredieten.*”;

Overwegende dat de volgende vzw's zijn opgenomen in het Vorstse gemeentelijke contract voor sociale cohesie: Apomsa vzw, Entraide & Culture vzw, Le Cairn vzw, Buurthuis Sint-Antonius vzw, Jeugdhuis van Vorst vzw, Medina Sport Forest vzw, Partenariat Marconi vzw en Une Maison en Plus vzw;

Overwegende dat de gemeente in het bovenvermelde schrijven aangemoedigd wordt om te blijven samenwerken voor het verwezenlijken van buurtacties die het samen-leven en het samen-doen van alle burgers aanmoedigen;

Overwegende dat de gemeentelijke cofinanciering een van de door de gemeente ingevoerde middelen vertegenwoordigt om deze buurtacties aan te moedigen;

Overwegende dat de vzw's die genieten van de gemeentelijke cofinanciering dragers zijn van projecten gericht op het aanmoedigen van een beter samen-leven en samen-doen van alle burgers;

Overwegende dat deze verenigingen acties van sociale cohesie hebben opgezet:

- AL MALAK VZW: ondersteuning van de schoolloopbaan
- FOREST QUARTIER SANTE VZW: initiatieworkshops burgerschap
- UNE MAISON EN PLUS VZW: productie en verspreiding van instrumenten met socio-culturele rol gericht op de verbetering van het samen-leven;

Overwegende dat deze acties ten voordele van de Vorstenaren een continue financiering vergen om hun goede uitvoering en het behalen van de vastgelegde doelstellingen te garanderen;

Overwegende dat deze acties de deelnemers aanmoedigen om actoren van de maatschappij te worden en zich in hun socio-culturele omgeving te ontplooien;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de verlenging van het gemeentelijk contract voor sociale cohesie 2016-2020 met een jaar, een keer hernieuwbaar, hetzij tot 31 december 2022 conform het besluit 2020/223 van het College van de Cocof opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing;

Het College van burgemeester en schepenen te machtigen om aanhangsel nr. 1 bij het gemeentelijk contract voor sociale cohesie opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing te ondertekenen;

Goedkeuring te verlenen aan de verlenging van de gemeentelijke cofinanciering 2016-2020 met een jaar, een keer hernieuwbaar, hetzij tot 31 december 2022 voor de VZW's Al Malak, Forest Quartier Santé en Une maison en plus, ten einde zich af te stemmen op het besluit 2020/223 van het College van de Cocof opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Ecoles - Scholen

46 **Affaires communautaires - Enseignement néerlandophone - GBS De Wereldbrug et GBS De Puzzel - Règlement d'école et brochure d'information - Année scolaire 2020-2021.**

LE CONSEIL,

Considérant le Décret communal de la Communauté flamande du 15 juillet 2005, articles 30, 42 et 43 ;

Considérant la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, articles 104 et 119 ;

Considérant le Décret de la Communauté flamande du 25 février 1997 concernant l'enseignement primaire, articles 27, 28, 33, 37, 54 et 172 quinquies ;

Considérant le Décret de la Communauté flamande du 18 avril 2018 concernant l'accompagnement des élèves dans l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et les centre d'accompagnement des élèves ;

Considérant l'avis positif du Conseil des écoles, qui s'est réuni le 8 juin 2020 ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 21 décembre 1998 sur la remise du diplôme de l'école primaire ;

Considérant la circulaire ministérielle du 21 juin 2017 concernant la composition des réseaux de soutien scolaire dans l'enseignement primaire et secondaire ;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 8 février 2002 concernant les informations lors de la première inscription et le règlement d'école;

Considérant les adaptations à la circulaire ministérielle du 22 juin 2007 concernant la gestion des frais dans l'enseignement primaire ;

Considérant que l'autorité scolaire doit rédiger pour chacun de ses écoles primaire un règlement qui règle la relation entre l'autorité scolaire et les parents des élèves ;

Considérant que le règlement d'école actuellement utilisé dans GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, approuvé par le Conseil du 10 septembre 2019, doit être actualisé ;

Considérant que la brochure d'information actuellement utilisé dans GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, approuvé par le Collège du 22 aout 2019, doit être actualisé ;

Considérant que des accords plus spécifiques pour une année scolaire, sont repris dans une brochure d'information approuvée par le Collège et par le Conseil des écoles ;

Considérant le modèle de règlement d'école conçu par le Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap ;

DECIDE :

De supprimer le règlement actuel pour GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, tel qu'il a été approuvé par le Conseil du 10 septembre 2019 ;

De supprimer la brochure d'information actuelle pour GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug, tel qu'il a été approuvé par le Conseil du 22 aout 2019 ;

D'approuver du règlement scolaire et la brochure d'information proposé en annexe pour les écoles néerlandophones communales De Puzzel et De Wereldbrug;

De reprendre les règles et conventions spécifiques dans la brochure d'information à valider par le Collège ;

De prendre note que ce règlement sera soumis (en version papier et/ou électronique) pour signature aux parents/responsable(s) d'un(e) élève lors de sa première inscription à l'école GBS De Puzzel et GBS De Wereldbrug ou au moment du modification.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeenschapszaken – Nederlandstalig onderwijs - GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel – Schoolreglement en infobrochure – schooljaar 2020-2021.

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikelen 30, 42 en 43;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 104 en 119;

Gelet op het Decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, artikelen 27, 28, 33, 37, 54 en 172 quinquies ;

Gelet op het Decreet van 18 april 2018 betreffende de leerlingenbegeleiding in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en de centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het overleg in de schoolraad van 8 juni 2020;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 21 december 1998 betreffende het uitreiken van het getuigschrift basisonderwijs;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 21 juni 2017 betreffende de samenstelling van de ondersteuningsnetwerken in het basis en secundair onderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 8 februari 2002 betreffende de inlichtingen bij eerste inschrijving en het schoolreglement;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22 juni 2007 betreffende de kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Overwegende dat het huidig schoolreglement voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug goedgekeurd op 10 september 2019 door de Raad, aan actualisatie toe is;

Overwegende dat de huidige infobrochure voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug goedgekeurd op 22 augustus 2019 door het College, aan actualisatie toe is;

Overwegende dat meer specifieke afspraken, goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen, na overleg in de schoolraad, worden opgenomen in de infobrochure;

Gelet op het model van schoolreglement van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

BESLIST:

Het bestaande schoolreglement GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug, goedgekeurd door de Raad tijdens de zitting van 10 september 2019, op te heffen;

De bestaande infobrochure voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug goedgekeurd door het College tijdens de zitting van 22 augustus 2019, op te heffen;

Het hierbij gevoegde schoolreglement met inbegrip van de infobrochure voor GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug goed te keuren;

De meer specifieke regels en afspraken, te valideren door het College van Burgemeester en Schepenen, op te nemen in de infobrochure.

Het schoolreglement GBS De Puzzel en GBS De Wereldbrug wordt bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging, ter beschikking gesteld (op papier of via een elektronische drager) aan de ouders, die ondertekenen voor akkoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

47 **Mobilité - Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles - Capitale de 25.400€ pour l'organisation d'actions de sensibilisation liées à la mobilité en 2020 (promotion du vélo).**

LE CONSEIL,

Vu le Plan communal de Mobilité adopté par le Conseil Communal en séance du 5 juillet 2011 ;

Vu le plan vélo adopté par le Collège des Bourgmestre et Echevins à l'issue du processus BYPAD en sa séance du 22 août 2013 et par le Conseil Communal en séance du 10 septembre 2013 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 30 janvier 2020 et du 13 février 2020 d'introduire une demande de soutien régional pour les actions de sensibilisation suivantes :

- Promotion du vélo
 - Vollenbike
 - Be Bright Use a Light

Considérant que suite à la décision du Collège un dossier de candidature pour l'organisation des actions susmentionnées a été introduit ;

Vu l'email de Brulocalis du 12 mars 2020 accordant un subside d'un montant maximal de 25.400,00€ à la commune de Forest quant à l'organisation des actions susmentionnées ;

Considérant la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Mobiliteit - Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brusselse Gewest -

Kapitaal van 25.400€ voor de organisatie van sensibiliseringsacties die verband houden met mobiliteit in 2020 (fietspromotie).

DE RAAD,

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 5 juli 2011;

Gelet op het fietsplan aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen na afloop van het proces BYPAD in zitting van 22 augustus 2013 en door de Gemeenteraad in zitting van 10 september 2013;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 30 januari 2020 en 13 februari 2020 om een aanvraag voor gewestelijke steun in te dienen voor de volgende sensibiliseringsacties:

- Fietspromotie
 - Vollenbike
 - Be Bright Use a Light

Overwegende dat er volgend op de beslissing van het College een kandidaatsdossier werd ingediend voor de organisatie van de bovenvermelde acties;

Gelet op de e-mail van Brulocalis van 12 maart 2020 waarin een subsidie voor een maximaal bedrag van 25.400,00€ toegekend wordt aan de gemeente Vorst wat betreft de organisatie van de bovenvermelde acties;

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

48 **Mobilité - Convention relative à la circulation et l'échange des informations nécessaires à la création de la banque de données du stationnement.**

LE CONSEIL

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de

l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière sur la circulation routière ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2019 organisant la transmission des règlements complémentaires de circulation routière ainsi que la localisation exacte des emplacements des signaux routiers en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu le contrat de gestion conclu entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Agence le 22 décembre 2016 ;

Considérant que l'article 29 de l'Ordonnance confie à l'Agence la mission d'exécuter la politique de stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement ;

Considérant que l'article 29,1° de l'Ordonnance charge l'Agence de la création et de la mise à jour d'une Banque de données, contenant les informations utiles à l'élaboration du Plan Régional de Politique du Stationnement et des Plans d'Action de Stationnement communaux ;

Considérant que la Banque de données est un des outils qui permet à l'Agence de développer son expertise pour l'élaboration du Plan Régional de Politique du Stationnement et des Plans d'Action de Stationnement ;

Considérant qu'il est crucial que la banque de données puisse être alimentée de manière récurrente et exhaustive ;

Considérant le nombre croissant de règlements complémentaires au sens de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière sur la circulation routière ;

Considérant que la création et l'utilisation de la banque de données repose sur le principe de l'échange réciproque d'informations entre Bruxelles-Mobilité, l'Agence et les Communes ;

Considérant que l'Agence entend favoriser la circulation et l'échange d'informations avec la Commune et la mise à jour permanente de ses données ;

Considérant qu'en vertu de l'article 16.2 du contrat de gestion, il incombe à l'Agence de conclure des conventions avec chacune des Communes afin de structurer la circulation et l'échange des informations nécessaires à la création de la banque de données ;

Considérant la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier entre l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Mobiliteit - Overeenkomst betreffende de doorstroming en uitwisseling van informatie nodig voor het aanmaken van de parkeerdatabank.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap ;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2019 houdende de organisatie van overdracht van de aanvullende reglementen inzake het wegverkeer en de exacte locatie van de verkeerstekens ter uitvoering van artikel 4 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens ;

Gelet op de beheersovereenkomst die op 22 december 2016 tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Agentschap werd gesloten ;

Overwegende dat artikel 29 van de Ordonnantie aan het Agentschap de opdracht toevertrouwt om het parkeerbeleid van het Gewest uit te voeren en te zorgen voor de goede werking ervan;

Overwegende dat artikel 29, 1° van de Ordonnantie het Agentschap belast met de aanmaak en de update van een gegevensbank, met de nodige informatie voor de opmaak van het gewestelijk parkeerbeleidsplan en de gemeentelijke parkeeractieplannen ;

Overwegende dat de Databank een van de instrumenten is die het Agentschap in staat stelt zijn expertise te ontwikkelen voor het opstellen van het gewestelijk parkeerbeleidsplan en de parkeeractieplannen ;

Overwegende dat het van cruciaal belang is dat de Databank op een recurrente en exhaustieve manier kan worden aangevuld;

Gelet op het toenemende aantal aanvullende reglementen in de zin van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens ;

Overwegende dat de aanmaak en het gebruik van de Databank berust op het principe van wederzijdse uitwisseling van informatie tussen Brussel Mobiliteit, het Agentschap en de gemeenten ;

Overwegende dat het Agentschap de doorstroming en uitwisseling van informatie met de Gemeente en de permanente updating van zijn gegevens wil bevorderen ;

Overwegende dat artikel 16.2 van de beheersovereenkomst bepaalt dat het Agentschap met elke Gemeente een overeenkomst moet sluiten om structuur te verlenen aan de doorstroming en uitwisseling van informatie nodig voor het aanmaken van de Databank ;

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier;

BESLIST:

De overeenkomst, toegevoegd aan het dossier, tussen het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

49 **Motion relative aux revendications urgentes du Quartier Saint-Antoine (à la demande de Messieurs Pierre-De Permentier, Loewenstein et Hacken, conseillers communaux)**

LE CONSEIL COMMUNAL DE FOREST,

Considérant la fusillade du 5 juillet 2020 ayant endeuillé le quartier Saint-Antoine et l'ensemble de la commune de Forest ;

Considérant la lettre envoyée aux membres du Conseil communal par un collectif d'habitants du quartier Saint-Antoine en date du 15 juillet ;

Considérant la constitution du Comité de Quartier Saint-Antoine Orban ;

DEMANDE

- au Collège des bourgmestre et échevins :
 - De prendre acte de la création du Comité de Quartier Saint-Antoine Orban et de lui fournir une aide matérielle pour l'organisation de ses activités ;
 - De prendre acte des revendications du collectif d'habitants du quartier Saint-Antoine;
 - De prendre en considération le sentiment d'insécurité auquel sont confrontés les habitants du quartier ;
 - D'organiser une rencontre entre les services de police et les habitants du quartier afin de restaurer le lien de confiance et de respect mutuel ;

- D'installer davantage de caméras de surveillance dans le quartier afin de lutter contre la petite délinquance et les incivilités ;
- De veiller à ce que les aménagements du quartier soient d'une qualité supérieure afin que chacun soit soucieux du bien commun ;
- De veiller à ce que les aménagements du quartier soient plus accueillants, verdoyants , et que chacun, en ce compris les jeunes et les femmes s'y sentent bien ;
- De remettre en activité la Maison des Femmes ;
- D'installer des poubelles à tri sélectif dans le quartier ;
- D'utiliser les caméras mobiles pour lutter efficacement contre les dépôts clandestins ;
- D'assurer une communication renforcée sur les activités organisées dans le quartier et dans la commune ;
- Renforcer l'efficacité des services de la Prévention, par le biais d'une ligne hiérarchique claire ;
- Développer l'offre de street-workout dans le quartier.

Le point est reporté.

34 votants : 34 votes positifs.

Motie betreffende de dringende eisen van de wijk Sint-Antonius (op vraag van de heren Pierre-De Permentier Loewenstein en Hacken, gemeenteraadsleden)

DE GEMEENTERAAD VAN VORST,

Overwegende de schietpartij van 5 juli 2020 die de Sint-Antoniuswijk en de hele gemeente Vorst in rouw dompelde;

Overwegende de brief die een bewonersgroepering van de Sint-Antoniuswijk op 15 juli schreef aan de gemeenteraadsleden;

Overwegende de oprichting van het wijkcomité Sint-Antonius Orban;

VRAAGT

- aan het College van Burgemeester en Schepenen:
 - Akte te nemen van de oprichting van het wijkcomité Sint-Antonius Orban en hun materiële steun te bieden voor de organisatie van activiteiten;
 - Akte te nemen van de eisen van de bewonersgroepering van de Sint-Antoniuswijk;

- Het onveiligheidsgevoel in aanmerking te nemen waarmee de wijkbewoners te kampen krijgen;
- Een ontmoeting tussen politie en wijkbewoners te organiseren om de vertrouwensband en het wederzijds respect te herstellen;
- Meer bewakingscamera's te plaatsen in de wijk om te strijden tegen kleine criminaliteit en overlast;
- Erover te waken dat de inrichtingen in de wijk van hogere kwaliteit zouden zijn opdat iedereen begaan zou zijn met het gemeenschappelijk goed;
- Erover te waken dat de inrichtingen in de wijk aantrekkelijker en groener zouden zijn en dat iedereen - ook jongeren en vrouwen - zich er goed voelt;
- Het Huis van de Vrouwen een doorstart te geven;
- Sorteervuilnisbakken in de wijk te plaatsen;
- Mobiele camera's in te zetten om sluikstorten doeltreffend te bestrijden;
- De communicatie over de activiteiten in de wijk en in de gemeente te bevorderen;
- De preventiediensten doeltreffender te maken aan de hand van een duidelijke hiërarchische lijn;
- Het aanbod aan 'street-workout' in de wijk uit te breiden.

Het punt wordt verdaagd.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

50 **Motion pour la mise en place d'une procédure d'accompagnement social à destination des personnes rencontrant des difficultés sérieuses à honorer les frais scolaires (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Considérant que la gratuité de l'accès à l'école est inscrite dans la Constitution et que la Belgique s'est engagée à assurer la gratuité scolaire en signant la Convention internationale des Droits de l'Enfant ;

Considérant le développement généralisé de l'insécurité économique en Wallonie et à Bruxelles et que, selon la Ligue des Familles, « près d'1 parent sur 5 (19,6%) déclare avoir dû rogner sur certaines dépenses (notamment de santé et d'alimentation) pour payer la garderie scolaire de leurs enfants » ;

Considérant la volonté de tendre vers la gratuité totale de l'école obligatoire ;

Considérant la critique unanime de l'ensemble du milieu associatif sur l'impact négatif du recours aux huissiers sur les enfants et les familles ;

Considérant le consensus qui existe entre tous les partis pour reconnaître le caractère inacceptable de ces situations de précarité ;

Considérant l'orientation de prise en considération des réalités des familles donnée par la circulaire n°5796 du 30 juin 2016 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire ;

Considérant qu'une procédure similaire à celle proposée dans la présente motion existe à Zelzate (Flandre orientale), où un partenariat entre le CPAS et l'administration communale a été mis en place avec pour objectif la mise en place d'une médiation et d'un accompagnement par un assistant social ;

Considérant que la Déclaration de Politique Générale stipule la volonté d' « Assurer l'égalité d'accès à l'enseignement communal et tendre vers la gratuité (matériel scolaire, repas, garderie, activités sportives), (...) » et, par ailleurs de « Prévenir le surendettement en partenariat avec le centre d'appui régional des services de médiation de dettes. »

Le Conseil communal de Forest :

1. s'engage à ne plus avoir recours à l'envoi d'huissier pour récupérer des dettes scolaires pour les écoles desquelles la Commune est pouvoir organisateur ;
2. s'engage à utiliser toutes les possibilités de médiation via les services sociaux (PMS et CPAS).

Le point est reporté.

34 votants : 34 votes positifs.

Motie voor de invoering van een procedure voor sociale begeleiding t.a.v. personen die ernstige moeilijkheden ondervinden om hun schoolkosten te betalen (op vraag van Mevrouw Koplowitz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

DE RAAD,

Overwegende dat het recht op gratis onderwijs vastligt in de Grondwet en dat België zich ertoe heeft verbonden om gratis onderwijs te waarborgen door de ondertekening van het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind;

Overwegende de algemene toename van de economische onzekerheid in Wallonië en Brussel, en het feit dat volgens de Ligue des Familles bijna één op de vijf ouders (19,6 %) verklaart te moeten bezuinigen op bepaalde uitgaven (met name gezondheid en voeding) om de voor- en naschoolse opvang van hun kinderen te kunnen betalen;

Overwegende de wens om te evolueren naar volledig kosteloos onderwijs;

Overwegende de unanieme kritiek van de verenigingssector op de negatieve gevolgen van het invoeren van gerechtsdeurwaarders voor kinderen en gezinnen;

Overwegende de consensus die tussen alle partijen heerst om het onaanvaardbare van deze precare situaties te erkennen;

Overwegende de oriëntatie van het rekening houden met de realiteit van de gezinnen, zoals aangegeven in omzendbrief nr. 5796 van 30 juni 2016 met betrekking tot de organisatie van het gewone kleuter- en lager onderwijs;

Overwegende dat er in Zelzate (Oost-Vlaanderen) een gelijkaardige procedure bestaat als die welke in deze motie wordt voorgesteld, waar er een partnerschap tussen het OCMW en het gemeentebestuur tot stand werd gebracht met het oog op de invoering van bemiddeling en begeleiding door een maatschappelijk werker;

Overwegende dat de algemene beleidsverklaring stipuleert dat er gestreefd wordt om "gelijke toegang tot het gemeentelijke onderwijs te garanderen en te streven naar de kosteloosheid ervan (schoolmateriaal, maaltijden, opvang, sportactiviteiten)" (...) en ook te "voorkomen dat men overmatig schulden aangaat in samenwerking met het gewestelijke steunpunt voor de diensten schuldbemiddeling".

De Gemeenteraad van Vorst:

1. verbindt zich ertoe geen beroep meer te doen op deurwaarders om schoolschulden te innen voor de scholen waarvoor de gemeente de inrichtende macht is;
2. verbindt zich ertoe alle mogelijkheden van bemiddeling via de sociale diensten aan te wenden (PMS-CLB en OCMW).

Het punt wordt verdaagd.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

51 Interpellation concernant les mesures prises à Forest en faveur de la gratuité de l'enseignement (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)

Dans une récente étude, la Ligue des Familles a une fois encore relevé le coût engendré par la rentrée scolaire pour bon nombre de familles. La Ligue des familles, dans cette étude, déplore le montant de la facture, les abus de certaines écoles mais aussi la diffusion de listes de matériel en 1ère et 2ème maternelles. Incroyable : la facture pouvait aller jusqu'à 117€ dans ces deux années censées être gratuites. Le principe de gratuité scolaire inscrit dans la convention internationale des Droits de l'Enfant n'est pas respecté. Pourtant, le Décret Missions (dans son article 100) prévoit des subventions pour les manuels et fournitures. Selon nous, ce phénomène de liste supplémentaire montre que les subventions sont insuffisantes.

Résultat : ce sont les familles qui doivent payer la note. Cette question des frais scolaires se pose de façon encore plus aigüe cette année vu les conséquences économiques de la crise sanitaire.

Pour le PTB, ces abus ne devraient plus exister. Pas plus que les fameuses listes de fournitures en début d'année. Toutes les écoles doivent pouvoir fournir aux élèves le matériel de base pour apprendre: cahiers, fardes, matériel d'écriture. Actuellement, certaines écoles le font, d'autres pas

La gratuité doit donc être beaucoup rapidement étendue aux années après le préscolaire. Dans le pacte d'excellence, au-delà de la troisième maternelle, rien n'est prévu. Il faut que le gouvernement fasse de la gratuité une priorité dans les actes, pas seulement dans les paroles. Les familles et les enfants ne doivent pas porter cette préoccupation et doivent pouvoir se centrer sur les apprentissages.

Bien sûr, c'est au niveau de la Fédération Wallonie Bruxelles que les choses se jouent principalement et nous avons également interpellé la majorité à ce niveau, estimant qu'un budget d'environ 20 millions

pourrait assurer une gratuité réelle de l'enseignement. C'est pour cela qu'avec le PTB nous proposons le financement d'un kit de rentrée pour toutes les années du primaire et du secondaire, comprenant le matériel de base, gratuit pour tous les élèves.

En attendant, à Saint-Gilles, suite à une campagne du PTB, la majorité a mis en place un kit de rentrée pour l'ensemble des élèves des écoles communales. Certaines communes choisissent de le faire, d'autres pas.

En page 11 de la Déclaration de politique générale, on peut lire votre volonté de, je cite : "Assurer l'égalité d'accès à l'enseignement communal et tendre vers la gratuité (matériel scolaire, repas, garderie, activités sportives), notamment par la mise en place d'un système d'achat groupé de fournitures scolaires et fluidifier la prise en charge des frais scolaires des familles bénéficiaires du CPAS"

Mes questions sont les suivantes :

1. L'étude de la Ligue des familles montre également qu'à la rentrée 2019-2020, les écoles ont reçu un forfait de 60€ par élève de première maternelle; malgré le subside de la Fédération Wallonie Bruxelles. Qu'en est-il pour Forest?
2. Quel contrôle est effectué dans les écoles de la commune pour s'assurer qu'aucun frais supplémentaire n'est demandé en maternelle et qu'aucun abus n'est présent dans les listes de fournitures des autres années (de type obligation d'acheter telle ou telle marque)
3. Etant donné les éléments repris dans votre DPG, quel budget est prévu pour assurer le financement d'un éventuel kit de rentrée pour les écoliers?
4. La centrale d'achats a-t-elle été mise en place pour, au moins, alléger la facture des parents?
5. Un suivi est-il mis en place au niveau du CPAS pour assurer aux familles précaires la fourniture de matériel?

Interpellatie over de maatregelen die in Vorst genomen worden ter bevordering van gratis onderwijs (op vraag van Mevrouw Koplówicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

In een recente studie heeft de Ligue des Familles nogmaals de kosten aangevoerd die het begin van het schooljaar voor heel wat gezinnen met zich meebrengt. In deze studie betreuren zij het bedrag van de factuur, de misbruiken van sommige scholen, maar ook de verspreiding van materiaallijsten in de eerste en tweede kleuterklas. Ongelofelijk: de factuur kon in die twee jaar, die geacht worden gratis te zijn, oplopen tot 117 euro.

Het principe van gratis onderwijs dat deel uitmaakt van het Internationaal Verdrag van de Rechten van het Kind, wordt niet nageleefd. Het decreet Taken voorziet (in artikel 100) nochtans subsidies voor handboeken en benodigdheden. Volgens ons tonen deze aanvullende lijsten aan dat de subsidies niet volstaan.

Gevolg: de gezinnen moeten de rekening betalen. De kwestie van de schoolkosten is dit jaar nog prangender gezien de economische gevolgen van de gezondheids crisis.

Voor de PTB zouden deze misbruiken niet meer mogen bestaan. Net zo min als de beruchte lijsten met benodigdheden aan het begin van het jaar. Alle scholen moeten aan hun leerlingen het basismateriaal kunnen verstrekken om te leren: schriften, mappen, schrijfgerief. Momenteel doen sommige scholen dat, andere niet.

De kosteloosheid moet dus veel sneller uitgebreid worden naar de kleuterschool. In het excellentiepact is er buiten de derde kleuterklas niets voorzien. De regering moet van de kosteloosheid een prioriteit maken in daden, niet alleen in woorden. De gezinnen en de kinderen hoeven zich daar niet om te bekommeren en moeten zich kunnen richten op het leerproces.

De zaken spelen zich uiteraard hoofdzakelijk af op het niveau van de Federatie Wallonië-Brussel en we hebben op dat niveau ook de meerderheid geïnterpelleerd, waarbij we menen dat een budget van ongeveer 20 miljoen een echte kosteloosheid zou kunnen waarborgen. Daarom stellen we met de PTB voor om een

back-to-school kit met basismateriaal te financieren voor alle jaren van het lager en het secundair onderwijs, die gratis is voor alle leerlingen.

In afwachting heeft de meerderheid in Sint-Gillis na een campagne van de PTB een back-to-school kit ingevoerd voor alle leerlingen van de gemeentescholen. Sommige gemeenten kiezen ervoor om dit te doen, andere niet.

Op pagina 11 van de algemene beleidsverklaring lezen we uw doelstellingen. Ik citeer: "De gelijke toegang tot het gemeentelijke onderwijs garanderen en streven naar de kosteloosheid ervan (schoolmateriaal, maaltijden, opvang, sportactiviteiten), in het bijzonder via de invoering van een systeem van groepsaankopen van schoolbenodigdheden, en de tenlasteneming van de schoolkosten van de gezinnen die een uitkering van het OCMW genieten, vlotter te maken"

Mijn vragen zijn de volgende:

1. De studie van de Ligue des Familles toont ook aan dat de scholen bij het begin van schooljaar 2019-2020 een forfait van 60 euro per leerling van de eerste kleuterklas ontvingen; ondanks de subsidie van de Federatie Wallonië-Brussel. Hoe zit dit voor Vorst?
2. Welke controle wordt er uitgevoerd in de gemeentescholen om ervoor te zorgen dat er geen enkele bijkomende kost wordt gevraagd in het kleuteronderwijs en dat er geen misbruik is in de lijsten met schoolbenodigdheden voor de andere jaren (zoals de verplichting om een bepaald merk aan te kopen)?
3. Welk budget is er gezien de elementen vermeld in uw algemene beleidsverklaring voorzien om de financiering van een eventuele back-to-school kit voor de leerlingen te garanderen?
4. Werd de aankoopcentrale in het leven geroepen om op zijn minst de factuur van de ouders te verlagen?
5. Wordt er een opvolging georganiseerd op het niveau van het OCMW om gezinnen in een precaire situatie te waarborgen dat zij materiaal zullen krijgen?

Mme de Ridder fournit les éléments de réponse :

- **Il existe un subside spécifique de la FWB aux pouvoirs organisateurs ;**
- **La liste du matériel générique se limité au strict nécessaire (pas de marques) ;**
- **Le service de l'Instruction publique vérifie le niveau de l'intervention parentale dans les frais scolaire (pas d'abus détecté à ce jour) ;**
- **Une centrale d'achat existe de longue et date et effectue des achats groupés ;**
- **Un effort constant est mené pour tendre à la diminution des coûts à charge des parents, ce conformément avec les engagements pris dans la déclaration de politique générale ;**
- **La commune n'a jamais sanctionné les parents qui auraient des difficultés à acquitter leur facture.**

Mme Maduda déplore le maintien de la demande de couverture plastifiée des livres et cahiers, peu écologique.

Mme Koplowicz demande si l'on connaît le montant restant à charge des parents et souhaite en savoir davantage quant à la suite du programme (garderie, repas,...).

Mme de Ridder répond que s'agissant de données chiffrées il convient d'échanger par écrit.

Elle rappelle que la gratuité scolaire est un projet qui se concrétise au fur et à mesure.

Mevrouw de Ridder geeft het volgende antwoord:

- **Er bestaat een specifieke subsidie van de FWB aan de organiserende machten;**
- **De lijst van generiek materiaal is beperkt tot wat strikt noodzakelijk is (geen merken);**
- **De dienst Onderwijs verifieert de ouderlijke tussenkomst in het schoolgeld (tot nog toe geen misbruik vastgesteld);**
- **Er bestaat al lang een aankoopcentrale die groepsaankopen doet.**
- **Er wordt voortdurend getracht de kosten voor de ouders te verlagen, overeenkomstig de beloften in de algemene beleidsverklaring.**
- **De gemeente heeft nooit ouders gesanctioneerd die moeite hebben met het betalen van facturen.**

Mevrouw Maduda betreurt de aanhoudende vraag naar plastic kaften rond boeken en schriften, wat niet milieuvriendelijk is.

Mevrouw Koplowicz vraagt of het geweten is hoeveel de ouders nog moeten betalen en wil meer weten over de voortzetting van het programma (opvang, maaltijden, ...).

Mevrouw de Ridder antwoordt dat, aangezien het om cijfers gaat, er schriftelijk zal worden gecommuniceerd.

Ze wijst erop dat gratis onderwijs een project is dat geleidelijk aan vorm krijgt.

2 annexes / 2 bijlagen

Dominique Goldberg entre en séance / treedt in zitting.

52 Motion sur la dénucléarisation (à la demande de Madame Koplowicz et Messieurs De Beer et Boukili, conseillers communaux) (Complémentaire)

Il y a 75 ans, le 6 août 1945, une bombe atomique américaine explosait au-dessus de la ville d'Hiroshima. Plus de 200 000 civils perdent la vie, désintégrés, brûlés vifs, mourant du syndrome des radiations dans d'indescriptibles souffrances... Quelques jours plus tard, une autre bombe explosait au-dessus de Nagasaki.

Dans la bombe d'Hiroshima, de l'uranium extrait par des ouvriers Congolais dans les mines de l'Union minière – aujourd'hui Umicore – et vendu aux Américains. Les multinationales belges et le pouvoir colonial de l'époque ont contribué au crime des premiers bombardements atomiques.

L'horreur de la guerre nucléaire ne fait hélas pas partie du passé. En 2020, on compte 14000 têtes nucléaires entreposées dans 14 pays ... dont la Belgique. En effet, aujourd'hui encore, des bombes nucléaires sont entreposées sur notre territoire, à la base de Kleine Brogel. Et le gouvernement belge a récemment passé un contrat pour la fourniture de nouveaux avions de combat, les F-35 dont l'achat coûtera à notre pays 15 milliards d'euros. Un des critères pour leur sélection: leur capacité à transporter des bombes atomiques. Et notre pays a jusqu'à présent refusé de ratifier le traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires – déjà signé par 81 pays.

Notre commune a un lien tout particulier avec les tragédies d'Hiroshima et Nagasaki: dans les années 1930, de l'uranium a été produit par une usine Forestoise. Depuis 2005, Forest est membre de l'association internationale "Mayors for Peace" (les bourgmestres pour la paix) qui milite pour l'abolition totale des armes nucléaires.

Dans le cadre du 75eme anniversaire des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, nous proposons l'adoption de la motion suivante:

Considérant que les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki constituent un crime de guerre et une des pires tragédies qu'ait connues l'humanité,

Considérant que les centaines de milliers de victimes de ces bombardements ont démontré la menace que représente l'armement nucléaire pour la survie même de l'espèce humaine

Considérant la responsabilité historique de la Belgique dans ces bombardements via la fourniture d'uranium par des entreprises coloniales belges exploitant de la main d'oeuvre congolaise,

Considérant que 14000 têtes nucléaires sont entreposées à travers le monde et que quelques centaines d'entre-elles suffiraient à détruire la vie sur terre,

Considérant que le Traité d'interdiction des armes nucléaires des Nations Unies a été signé par 81 pays,

Considérant que le prix Nobel de la Paix 2017 a été décerné à la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN),

Considérant que des armes nucléaires sont actuellement entreposées sur le territoire belge et que leur remplacement par des armes nucléaires "plus modernes" est actuellement envisagé,

Considérant que l'achat des nouveaux avions de combat, F-35, a notamment été justifié par leur capacité à transporter des armes nucléaires,

Considérant que la commune de Forest est membre du réseau des "Bourgmestres pour la Paix" (Mayors for Peace) qui milite pour l'abolition totale des armes nucléaires,

Le Conseil Communal demande au gouvernement fédéral de :

1. Faire retirer les bombes actuellement entreposées à Kleine Brogel et refuser le déploiement de nouvelles armes nucléaires sur le territoire de la Belgique.
2. Revenir sur le contrat de fourniture des F-35 et refuser que les avions de l'armée belge disposent d'une capacité nucléaire.
3. Signer le traité d'interdiction des armes nucléaires des Nations Unies.
4. Présenter les excuses de la Belgique aux citoyens d'Hiroshima pour la contribution de la Belgique à la dévastation nucléaire.

Le Conseil Communal demande également que soient mis en berne les drapeaux de la commune le 6 et le 9 août de chaque année – en souvenir des victimes des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 25 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Dominique Goldberg, Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Christiane Defays.

Motie over de denuclearisering (op vraag van Mevrouw Koplwicz en de heren De Beer en Boukili,

gemeenteraadsleden) (Aanvullend)

75 jaar geleden, op 6 augustus 1945, ontplofte een Amerikaanse atoombom boven de stad Hiroshima. Meer dan 200.000 burgers kwamen om. Ze werden verpletterd, levend verbrand of stierven aan stralingsziekte in onbeschrijfelijk lijden ... Enkele dagen later ontplofte een andere bom boven Nagasaki.

In de bom op Hiroshima zat uranium dat door Congolese arbeiders uit de mijnen van Union Minière – nu Umicore – werd gehaald en aan de Amerikanen werd verkocht. De toenmalige Belgische multinationals en koloniale macht hebben bijgedragen aan de misdaad van de eerste atoombombardementen.

De gruwel van de kernoorlogen is helaas nog steeds actueel. In 2020 tellen we 14.000 kernkoppen die worden opgeslagen in 14 landen ... waaronder België. Tot vandaag worden er nog kernbommen opgeslagen op ons grondgebied, op de basis van Kleine Brogel. En de Belgische regering heeft onlangs een overeenkomst afgesloten voor de levering van nieuwe gevechtsvliegtuigen, de F-35, waarvan de aankoop ons land 15 miljard euro zal kosten. Een van de criteria bij de selectie was hun vermogen om atoombommen te vervoeren. En tot op heden heeft ons land geweigerd om het verdrag van de Verenigde Naties voor het verbod op kernwapens te bekrachtigen, dat reeds door 81 landen werd ondertekend.

Onze gemeente heeft een bijzondere link met de tragedies in Hiroshima en Nagasaki: in de jaren 1930 produceerde een fabriek in Vorst uranium. Sinds 2005 is Vorst lid van de internationale vereniging “Mayors for Peace” (Burgemeesters voor Vrede), die zich inzet voor de volledige afschaffing van kernwapens.

In het kader van de 75e verjaardag van de bombardementen op Hiroshima en Nagasaki stellen we de goedkeuring van de volgende motie voor:

Overwegende dat de bombardementen op Hiroshima en Nagasaki een oorlogsmisdaad zijn en een van de ergste tragedies die de mensheid heeft gekend,

Overwegende dat de honderdduizenden slachtoffers van deze bombardementen hebben aangetoond dat kernwapens een gevaar zijn voor het voortbestaan van het menselijk ras,

Overwegende de historische verantwoordelijkheid van België in deze bombardementen vanwege de levering van uranium door Belgische koloniale bedrijven die Congolese arbeiders uitbuiten,

Overwegende dat er wereldwijd 14.000 kernkoppen opgeslagen worden en dat enkele honderden zouden volstaan om het leven op aarde te vernietigen,

Overwegende dat het verdrag van de Verenigde Naties voor het verbod op kernwapens door 81 landen werd ondertekend,

Overwegende dat de Nobelprijs voor de Vrede 2017 werd toegekend aan de internationale campagne voor de vernietiging van kernwapens ICAN (Campagne Internationale pour l’Abolition des Armes Nucléaires),

Overwegende dat er kernwapens opgeslagen liggen op Belgisch grondgebied en dat er nu overwogen wordt om die te vervangen door ‘modernere’ kernwapens,

Overwegende dat de aankoop van de nieuwe gevechtsvliegtuigen, F-35, met name werd gerechtvaardigd vanwege hun vermogen om kernwapens te vervoeren,

Overwegende dat de gemeente Vorst lid is van het netwerk “Burgemeesters voor Vrede” (Mayors for

Peace), dat zich inzet voor de totale afschaffing van kernwapens,

Vraagt de Gemeenteraad aan de federale regering om:

1. De bommen die momenteel in Kleine Brogel worden opgeslagen, te laten verwijderen en de plaatsing van nieuwe kernwapens op Belgisch grondgebied te weigeren;
2. Terug te komen op de overeenkomst voor de levering van F-35's en te weigeren dat de Belgische legervliegtuigen beschikken over een nucleair vermogen;
3. Het VN-verdrag voor het verbod op kernwapens te ondertekenen;
4. De verontschuldiging van België aan te bieden aan de burgers van Hiroshima voor het aandeel van België in de nucleaire verwoesting.

De Gemeenteraad vraagt ook dat de vlaggen van de gemeente elk jaar op 6 en 9 augustus halfstok worden gehangen, ter nagedachtenis aan de slachtoffers van de bombardementen op Hiroshima en Nagasaki.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 25 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Dominique Goldberg, Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Christiane Defays.

M. Loewenstein:

Je ne comprends pas comment on a pu juger cette motion recevable. Ce n'est de la compétence communale. C'est un point à porter au niveau Fédéral et je ne doute pas que vous porterez le débat avec toute la ferveur qu'on vous connaît.

Et ce n'est pas une question d'être à l'aise ou pas à l'aise avec ce sujet. C'est juste qu'on ne traite pas de tout au conseil communal. Chaque assemblée a ses prérogatives.

Le groupe DÉFI estime qu'il n'a pas à se prononcer sur un texte qui n'est pas d'intérêt communal. Il s'abstiendra donc.

M. Pierre-De Permentier abonde dans le même sens.

Mme de Laveleye s'interroge aussi sur la recevabilité, mais dit partager les préoccupations de fond et soutenir la motion. Elle rappelle les initiatives parlementaires prises au niveau fédéral : proposition de loi visant à interdire les armes nucléaires sur le sol belge, opposition à l'acquisition des F-35, résolution soutenant le traité d'interdiction des armes nucléaires de l'ONU.

M. Hacken se dit opposé aux armes nucléaires, mais dénué de toute expertise sur le sujet, ajoutant que le Conseil communal n'est pas le lieu adéquat pour débattre de ces questions.

Mme Koplowicz rappelle que le dépôt de la motion était concomitant au 75^e anniversaire du bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki.

De heer Loewenstein:

Ik begrijp niet hoe deze motie ontvankelijk kon worden geacht. Het is geen gemeentelijke aangelegenheid. Het is een punt dat op federaal niveau moet worden meegenomen en ik twijfel er niet aan dat u het debat zal voeren met de gebruikelijke passie.

En het is geen kwestie van goed of niet goed thuis te zijn in het onderwerp. Het is gewoon dat we niet alles in de gemeenteraad behandelen. Elke vergadering heeft haar prerogatieven.

De DéFI-fractie is van mening dat zij geen uitspraken moet doen over een tekst die niet van gemeentelijk belang is. We zullen ons dus onthouden bij het stemmen.

De heer Pierre-De Permentier is het daarmee eens.

Mevrouw de Laveleye heeft ook vragen bij de ontvankelijkheid, maar zegt dat ze de inhoudelijke bekommernissen deelt en de motie steunt. Zij wijst op de parlementaire initiatieven die op federaal niveau zijn genomen: wetsvoorstel om kernwapens op Belgisch grondgebied te verbieden, verzet tegen de aankoop van F-35's, resolutie ter ondersteuning van het VN-Verdrag inzake het verbod op kernwapens.

De heer Hacken zegt dat hij tegen kernwapens is, maar dat hij geen expertise heeft op dat vlak, en voegt eraan toe dat de gemeenteraad niet de juiste plaats is om dergelijke kwesties te bespreken.

Mevrouw Koplowicz herinnert eraan dat de indiening van de motie samenviel met de 75ste verjaardag van de bombardementen op Hiroshima en Nagasaki.

2 annexes / 2 bijlagen

53 **Question orale relative au ralentisseur du rond-point Victor Rousseau-Jupiter (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Je souhaite interroger le Collège quant aux multiples courriers des riverains du rond-point situé au carrefour des avenues Rousseau et Jupiter. Depuis le mois de mai, des habitants se plaignent des tremblements causés par le passage des bus à l' hauteur du ralentisseur. Selon eux, l'état du dispositif serait en cause. D'après des photos envoyées par mail, j'ai pu également constaté un affaissement du dispositif, ce qui augmente l'angle et ce partant l'ampleur du choc. Ce choc entraîne des nuisances de taille pour les riverains, notamment des bruits de choc et des tremblements.

En date du 25 mai, l'échevine de la mobilité indiquait transmettre la préoccupation aux services. En date du 28 mai, l'échevine est revenue vers les riverains en indiquant que suite à un contact des services avec les riverains, une étude serait réalisée. Il apparaît en fait, qu'aucun contact n'aurait eu lieu entre les services et les riverains puisque ceux-ci auraient simplement été mis en copie d'un mail interne à la commune.

Outre ce couac, la STIB a assuré par écrit avoir informé ses chauffeurs de la situation, en leur demandant de ralentir à l'endroit du dispositif. Le plus intéressant est que la STIB indique ne pas avoir eu de contact avec la commune à ce propos. Le 5 juin, l'échevine répond aux riverains en indiquant qu'une étude est toujours en cours et que l'intervention prend encore un petit peu de temps.

En août, ce petit peu de temps dure depuis désormais 2 mois, les riverains ont envoyé des courriers auxquels il n'a pas été répondu et la situation n'a pas changée.

- Pourriez-vous m'indiquer quelles sont les conclusions, le cas échéant préliminaires, de l'enquête du service ?
- Pourriez-vous m'indiquer pourquoi la STIB n'a pas été contactée directement par la commune ?
- Quand estimez-vous que le dispositif pourra-t'il être restaurer ?
- Pourriez-vous placer un panneau visant à ralentir la vitesse à cet edans l'attente de ces travaux indispensables ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier
Chef de groupe MR

Mondelinge vraag over de verkeersremmer van de rotonde Victor Rousseau-Jupiter (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Ik zou het College willen interpellieren over een heel aantal brieven van de omwonenden van de rotonde op het kruispunt van de Victor Rousseaulaan en de Jupiterlaan. Sinds mei klagen inwoners over trillingen wanneer er bussen over de verkeersdrempel rijden. Volgens hen zijn die trillingen het gevolg van de staat van de voorziening. In overeenstemming met foto's die via e-mail werden verstuurd, heb ik ook kunnen vaststellen dat de voorziening verzakt is, waardoor de hoek en de omvang van de schok groter worden. Deze schok veroorzaakt grote overlast voor de omwonenden, met name schokgeluiden en trillingen.

Op 25 mei gaf de schepen van Mobiliteit aan de kwestie over te zullen maken aan de diensten. Op 28 mei is de schepen terug naar de omwonenden gegaan. Ze gaf aan dat er na contact van de diensten met de omwonenden een studie zou worden uitgevoerd. In feite blijkt dat er geen enkel contact tussen de diensten en de omwonenden zou zijn geweest. De omwonenden werden simpelweg in kopie gezet bij een interne e-mail aan de gemeente.

Naast die blunder heeft de MIVB schriftelijk verzekerd dat ze haar chauffeurs op de hoogte heeft gebracht van de situatie, door hen te vragen te vertragen op de plaats van de voorziening. Het meest interessant is nog dat de MIVB aangeeft hierover geen contact te hebben gehad met de gemeente. Op 5 juni geeft de schepen een antwoord aan de omwonenden. Ze geeft aan dat er nog steeds een studie bezig is en dat de interventie nog een klein beetje tijd in beslag neemt.

In augustus is dit klein beetje tijd al 2 maanden geworden. De omwonenden hebben brieven gestuurd waarop niet werd geantwoord en de situatie is niet veranderd.

- Kunt u me vertellen welke de - eventueel voorlopige - conclusies van het onderzoek van de dienst zijn?
- Kunt u me vertellen waarom de MIVB niet rechtstreeks door de gemeente gecontacteerd werd?
- Wanneer denkt u dat de voorziening kan worden hersteld?
- Kunt u in afwachting van deze noodzakelijke werken een bord plaatsen om de snelheid op deze plaats te verlagen?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier
MR-fractievoorzitter

Mme Père fournit des éléments de réponse :

- **Contexte de veille des vacances estivales ;**
- **Une première réparation est intervenue le 1^{er} septembre au niveau de la taque ;**
- **Des réparations plus importantes devront être effectuées au niveau du plateau (nécessitant la fermeture de la voirie pendant 8 jours ouvrables, d'où perturbations) ;**
- **Jugées non urgentes par le service de la Voirie, elles devraient se dérouler pendant une période de congés scolaires.**

M. Pierre-De Permentier suggère qu'une information adéquate puisse être diffusée à l'attention des habitants concernés.

Mevrouw Père geeft het volgende antwoord:

- **Context vlak voor de zomervakantie;**
- **Een eerste herstelling gebeurde op 1 september aan de plaat;**
- **Er moeten nog grotere herstellingen worden uitgevoerd aan het plateau (waarbij de weg 8 werkdagen moet worden afgesloten, dus wellicht hinder);**
- **Die werden door de dienst Wegenis als niet dringend beschouwd en zouden tijdens een schoolvakantie plaatsvinden.**

De heer Pierre-De Permentier stelt voor om adequate informatie te verspreiden onder de betrokken omwonenden.

2 annexes / 2 bijlagen

54 Question orale: Stationnement sauvage des bus avenue Albert (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)

Madame la Secrétaire communale,

Je souhaite interroger le Collège sur les faits de stationnement sauvage des bus de la STIB à hauteur des numéros 256 et 258 de l'avenue Albert. Depuis plusieurs mois, les bus stationnent devant les entrées de garage et sur la piste cyclable. La signalétique présente sur le trottoir entrave les déplacements de personnes âgées et des familles avec poussettes. Ce qui engendre des nuisances pour les riverains et passants, ainsi qu'une insécurité pour les cyclistes empruntant cet axe. Outre les témoignages et photos des riverains témoignant de la dangerosité de la situation, j'ai moi-même pu constaté des situations assez alarmantes quant à la sécurité des cyclistes.

A ce jour, la commune a été informée à deux reprises de la situation par les habitants. Ceux-ci se trouvent toujours en attente d'une réponse de votre part. Dans le même sens, la STIB a également été informée de la situation et rien ne bouge.

Ce situation certes provisoire est une source d'insécurité et de nuisances. Il est du devoir du Collège de se

saisir de cette situation pour assurer un confort pour les cyclistes ainsi que la quiétude des riverains.

1° Suite à cette situation, avez-vous pris contact avec la STIB ? Quelles mesures ont-elles été décidées ?

2° Un déplacement de l'arrêt de bus provisoire est-il envisagé ?

D'avance je vous remercie pour votre réponse.

Cédric Pierre-De Permentier
Chef de groupe MR

Le point est reporté.

Mondelinge vraag: het wildparkeren door bussen op de Albertlaan (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)

Mevrouw de Gemeentesecretaris,

Ik zou het College willen interpellieren over het illegaal parkeren van MIVB-bussen ter hoogte van de nummers 256 en 258 op de Albertlaan. Sinds enkele maanden parkeren de bussen voor de opritten en op het fietspad. De bewegwijzering op de trottoir belemmert de doorgang van senioren en ouders met kinderwagens. Dat creëert overlast voor omwonenden en voorbijgangers en onveiligheid voor fietsers die er langs rijden. Naast de getuigenissen en foto's van buurtbewoners die getuigen van de gevaarlijke situatie, heb ik zelf een aantal nogal verontrustende situaties met betrekking tot de veiligheid van fietsers waargenomen.

Tot op heden is de gemeente twee keer door de omwonenden op de hoogte gebracht van de situatie. Zij wachten nog steeds op een antwoord van u. Ook de MIVB is op de hoogte gebracht van de situatie, maar er gebeurt niets.

Deze weliswaar tijdelijke situatie is een bron van onveiligheid en overlast. Het is de plicht van het College om actie te ondernemen om het comfort van de fietsers en de rust van de omwonenden te waarborgen.

1° Heeft u naar aanleiding van deze situatie contact opgenomen met de MIVB? Welke maatregelen zijn er genomen?

2° Is een verplaatsing van de tijdelijke bushalte voorzien?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Cédric Pierre-De Permentier
MR-fractie leider

Het punt wordt verdaagd.

2 annexes / 2 bijlagen

Permentier, conseiller communal)

Madame la Secrétaire communale,

Je souhaite interroger le Collège sur la problématique du stationnement dans le quartier du Globe. Le problème de stationnement dans le quartier est connu de longue date et des mesures sont régulièrement envisagées pour tenter de lutter contre le stationnement sauvage et améliorer la qualité de vie des riverains. Indépendamment de ces mesures plus ou moins efficaces, il apparaît que les places de parking existantes ne sont pas utilisées de manière optimale, ce qui participe au problème structurel que nous connaissons.

Il ressort de mes échanges avec des riverains du quartier que l'absence d'un marquage individuel des places de parking ne permet pas cet optimisation. Par ailleurs, certaines situations semblent quelques peu aberrantes. Plusieurs membres du Collège actuel ou passé ont été sensibilisés à la situation de la zone de déchargement de la pharmacie. Celle-ci dispose actuellement d'un emplacement de 12m, soit l'équivalent de plusieurs véhicules. Je suis conscient qu'il faut soutenir le commerce de proximité mais est-il raisonnable de réserver l'emplacement d'autant de véhicules pour quelques livraisons, n'est-il pas possible de tenir compte de la situation complexe du quartier pour augmenter l'offre de stationnement du quartier ?

En 2018 et en 2019 (13 décembre 2019), il a été répondu aux riverains que ce type d'autorisation fait l'objet d'un avis de la police, et que la situation serait remise à l'évaluation des services. Avez-vous sollicité un avis de la police ? Le cas échéant, quel fut-il ?

D'avance je vous remercie pour votre réponse.

Cédric Pierre-De Permentier
Chef de groupe MR

Mondelinge vraag betreffende het parkeren op de Globelaan (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)

Mevrouw de Gemeentesecretaris,

Ik zou het College willen interpellieren over de parkeerproblematiek in de Globe-wijk. Het parkeerprobleem in die buurt is al lang gekend en er worden regelmatig maatregelen overwogen om foutparkeren tegen te gaan en de levenskwaliteit van de bewoners te verbeteren. Los van deze min of meer doeltreffende maatregelen blijkt dat de bestaande parkeerplaatsen niet optimaal gebruikt worden, wat bijdraagt tot het structurele probleem dat we ondervinden.

Uit mijn gesprekken met buurtbewoners blijkt dat het ontbreken van individuele markering van de parkeerplaatsen deze optimalisatie niet mogelijk maakt. Bovendien lijken bepaalde situaties enigszins absurd. Verschillende leden van het huidige of vroegere College waren gevoelig voor de situatie van de laad- en loszone van de apotheek. De apotheek beschikt momenteel over een plaats van 12 meter, zijnde het equivalent van verschillende voertuigen. Ik ben me ervan bewust dat de lokale handel ondersteund moet worden, maar is het redelijk om de ruimte voor zoveel voertuigen te reserveren voor een paar leveringen? Is het niet mogelijk om rekening te houden met de complexe situatie van de wijk om het parkeeraanbod er te vergroten?

In 2018 en 2019 (13 december 2019) kregen de bewoners te horen dat dit soort vergunningen onderworpen is aan een politieadvies en dat de situatie door de diensten zou worden beoordeeld. Hebt u

het advies van de politie gevraagd? Zo ja, wat was het dan?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Cédric Pierre-De Permentier
MR-fractieleider

Mme Van den Bosch fournit des éléments de réponse :

- **Les services de police demandent que les pharmacies puissent disposer d'une zone de livraison (vu les multiples livraisons quotidiennes) ;**
- **En l'espèce on a tâché de trouver un compromis entre les intérêts des riverains et ceux du commerce local ;**
- **On est prêt à évaluer le dispositif ; l'avis de la police n'a pas été sollicité à ce jour.**

M. Pierre-De Permentier s'étonne de l'absence d'avis de la police dans ce dossier.

Mevrouw Van den Bosch geeft het volgende antwoord:

- **De politie vraagt dat de apotheken een leveringszone krijgen (meerdere leveringen per dag);**
- **We hebben een compromis gezocht tussen de belangen van de omwonenden en die van de lokale handelszaken;**
- **We zijn bereid om de maatregel te evalueren; het advies van de politie is nog niet gevraagd.**

De heer Pierre-De Permentier verbaast zich daarover.

2 annexes / 2 bijlagen

56 Interpellation concernant le service Prévention et les suites données par le Collège au rapport de la secrétaire communale du 30 avril 2020 et au courrier collectif du 29 avril 2020 (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal)

Lors du Conseil communal du 7 juillet dernier, j'ai interpellé le Collège sur l'action syndicale du 13 février 2020, sur la situation du service prévention et, notamment, sur les relations difficiles entre l'échevine de la prévention et la fonctionnaire de prévention, ainsi que sur le déplacement de cette dernière vers un autre département.

En conclusion de cette interpellation, j'ai rappelé la nécessité de revoir en profondeur ce département important pour la population forestoise afin qu'il puisse exercer ses missions dans la sérénité.

J'ai par ailleurs demandé et obtenu de la part de la secrétaire communale son rapport du 30 avril 2020 présenté au Collège et faisant suite aux auditions de membre du personnel du service prévention, ainsi que

copie du courrier du 29 avril 2020 adressé au Collège et pointant divers dysfonctionnements et relations compliquées.

Il en ressort des tensions et des dysfonctionnements évidents, des conflits d'intérêts, des menaces. Quant à certains travailleurs, ils ont l'impression que le département de la prévention s'est progressivement coupé de la réalité du terrain. J'ai pu également le témoignage d'une victime d'insultes répétées et de moqueries sur ses origines. Un comble pour un service qui doit prévenir et apaiser les tensions dans les quartiers et plus particulièrement lutter contre le racisme !

Au vu de la situation, il me semble important de revenir dès maintenant sur ce dossier et prendre connaissance des mesures prises par le Collège.

Outre une analyse sur les risques psycho-sociaux réalisée par Mensura qui a du être présentée il y a peu aux organisations syndicales, une procédure a, semble-t-il, été lancée pour recruter un nouveau fonctionnaire de prévention. Il est indispensable que, dans cette perspective, les conditions soient mises en place pour que chacun puisse exercer ses missions dans l'intérêt des Forestois et du service public.

Compte tenu de ce qui précède, j'aimerais vous poser les questions suivantes :

1. Quelles mesures ont été prises par le Collège à la suite du rapport de la secrétaire communale du 30 avril 2020 ? Certaines recommandations y ont été proposées ? Quelles suites ont été données plus particulièrement à ses recommandations ?
2. Quelles suites ont été apportées au courrier du 29 avril 2020 de plusieurs membres du personnel de la prévention dénonçant les dysfonctionnements et relations compliquées avec l'échevine ?
3. L'analyse de Mensura a-t-elle bien été présentée comme annoncé aux organisations syndicales ? Quelles sont les conclusions de cette analyse et quelles sont les mesures prises ?
4. Le recrutement d'un nouveau fonctionnaire de prévention a été lancé. Quand l'entrée en fonction est-elle souhaitée et quelles mesures seront prises d'ici là pour qu'il puisse entamer sa mission dans les meilleures conditions ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Le point est reporté.

Interpellatie betreffende de Preventiedienst en de opvolging door het College van het verslag van de gemeentesecretaris van 30 april 2020 en de gemeenschappelijke brief van 29 april 2020 (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid)

Tijdens de gemeenteraad van 7 juli jongstleden heb ik het College geïnterpelleerd over de vakbondsactie van 13 februari 2020, inzake de situatie van de dienst Preventie en met name de moeilijke relatie tussen de schepen van Preventie en de preventieambtenaar, evenals de overplaatsing van die laatste naar een ander departement.

Tot besluit van deze interpellatie heb ik herinnerd aan de noodzaak om dit departement, dat belangrijk is voor de bevolking van Vorst, grondig te herzien opdat het zijn werkzaamheden op een serene manier kan uitvoeren.

Voorts heb ik aan de gemeentesecretaris haar verslag van 30 april 2020, dat is voorgesteld aan het College, gevraagd en gekregen, naar aanleiding van het horen van personeelsleden van de dienst Preventie, evenals een kopie van de brief van 29 april 2020 gericht aan het College waarin op verschillende disfuncties en ingewikkelde relaties werd gewezen.

Hieruit blijken duidelijke spanningen en disfuncties, belangenconflicten en bedreigingen. Sommige werknemers hebben de indruk dat het departement Preventie geleidelijk de zin voor realiteit op het terrein verloren is. Ik heb ook de getuigenis van een slachtoffer van herhaaldelijke beledigingen en spottende opmerkingen over zijn afkomst. Dit is het toppunt voor een dienst die de spanningen tussen de wijken moet voorkomen en verminderen en meer bepaald moet strijden tegen racisme!

Gezien de situatie lijkt het me van belang om reeds nu terug te komen op dit dossier en kennis te nemen van de maatregelen die door het College zijn genomen.

Behalve een analyse van de psychosociale risico's uitgevoerd door Mensura, die onlangs had moeten worden voorgesteld aan de vakbondsorganisaties, schijnt er een procedure te zijn gestart om een nieuwe preventieambtenaar aan te werven. Het is essentieel dat in deze context de voorwaarden worden gecreëerd opdat eenieder zijn werkzaamheden in het belang van de Vorstenaren en de openbare dienstverlening kan uitvoeren.

Rekening houdend met het bovenstaande wil ik u graag de volgende vragen stellen:

1. Welke maatregelen heeft het College genomen naar aanleiding van het verslag van de gemeentesecretaris van 30 april 2020? Werden er bepaalde aanbevelingen voorgesteld? Welk gevolg werd er aan de aanbevelingen gegeven?
2. Welk gevolg werd er gegeven aan de brief van 29 april 2020 van verschillende personeelsleden van Preventie waarin de disfuncties en de ingewikkelde relaties met de schepen aan de kaak werden gesteld?
3. Werd de analyse van Mensura wel voorgesteld zoals aangekondigd aan de vakbondsorganisaties? Wat zijn de conclusies van deze analyse en wat zijn de genomen maatregelen?
4. De aanwerving van een nieuwe preventieambtenaar is gestart. Wanneer is de indiensttreding gewenst en welke maatregelen worden er intussen genomen opdat deze in de beste omstandigheden het werk kan aanvatten?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

57 **Interpellation relative à la désignation d'un coordinateur des gardiens de la paix (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)**

Madame la Secrétaire communale,
Chère Betty,

Je souhaite interpellier le Collège sur le processus de désignation d'un coordinateur des gardiens de la paix. A la lecture du rapport sur le service de la Prévention transmis par Madame la Secrétaire communale à la demande de l'opposition, je m'interroge sur le processus de désignation d'un coordinateur des gardiens de la paix.

- Madame l'échevine, pourriez-vous m'expliquer pourquoi le coordinateur des gardiens de la paix

n'a toujours pas été désigné ?

- Pour quelle raison, vous avez décidé de ne pas suivre l'avis du comité de sélection ?
- Au regard des besoins du service et à la lecture du rapport, ne pensez-vous pas que le recrutement d'un coordinateur est indispensable ?
- Pourquoi entamer une deuxième procédure de recrutement alors que la première a été menée sans défaut apparent ?
- Quand le coordinateur des gardiens de la paix pourra-t'il être désigné ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Chef de groupe MR

Le point est reporté.

Interpellatie over de aanstelling van een coördinator van de gemeenschapswachten (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)

Mevrouw de Gemeentesecretaris,

Beste Betty,

Ik wil het College graag interpellieren over de aanstellingsprocedure van een coördinator van de gemeenschapswachten. Bij het lezen van het verslag over de dienst Preventie overhandigd door mevrouw de Gemeentesecretaris op vraag van de oppositie, heb ik vragen bij de aanstellingsprocedure van een coördinator van de gemeenschapswachten.

- Mevrouw de schepen, kunt u me uitleggen waarom de coördinator van de gemeenschapswachten nog steeds niet aangesteld is?
- Waarom hebt u besloten het advies van het selectiecomité niet te volgen?
- Denkt u met het oog op de behoeften van de dienst en bij het lezen van het verslag niet dat de aanstelling van een coördinator essentieel is?
- Waarom een tweede aanwervingsprocedure starten terwijl de eerste procedure schijnbaar foutloos werd gevoerd?
- Wanneer kan de coördinator van de gemeenschapswachten worden aangesteld?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

MR-fractievoorzitter

Het punt wordt verdaagd.

2 annexes / 2 bijlagen

Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)

Suite au rapport transmis aux membres du conseil communal ce 8 juillet, les problèmes du service de la Prévention apparaissent au grand jour. Outre les dysfonctionnements de la ligne hiérarchique, il en ressort un malaise profond au sein du service. Des clans s'opposent, certains faisant l'objet d'un favoritisme à peine dissimulé. La saga de la nomination des coordinateurs en est un exemple frappant.

Je pourrais m'étendre plus longuement sur tout ceci mais la situation est si grave que je souhaiterais vous entendre sur les mesures que vous comptez prendre pour relancer le service de la Prévention ?

Quelles leçons tirez-vous du rapport communiqué en juillet aux membres du Conseil communal ?

Pensez-vous toujours être la personne qu'il faut pour endosser ces fonctions au regard des multiples critiques émises à l'égard de votre gestion ?

Le point est reporté.

Interpellatie over de werking van de Preventiedienst (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Door het verslag dat op 8 juli aan de gemeenteraadsleden is bezorgd, werden de problemen van de dienst Preventie voor het voetlicht gebracht. Naast de disfuncties van de hiërarchische lijn blijkt hieruit een diepe malaise binnen de dienst. Klieken staan tegenover elkaar omdat sommigen het voorwerp uitmaken van amper verborgen favoritisme. De saga van de benoeming van de coördinatoren is daar een treffend voorbeeld van.

Ik zou over dit alles nog langer kunnen doorgaan, maar de situatie is zo ernstig dat ik graag zou willen horen welke maatregelen u van plan bent te nemen om de Preventiedienst bij te sturen?

Welke lessen trekt u uit het verslag dat in juli aan de gemeenteraad werd meegedeeld?

Denkt u nog altijd dat u de juiste persoon bent om deze functies op te nemen gezien de veelvuldige kritiek op uw beleid?

Het punt wordt verdaagd.

2 annexes / 2 bijlagen

59 Interpellation concernant l'évaluation des zones de jeux et les aménagements futurs pour une meilleure mobilité dans le quartier de l'Union (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal)

Depuis le mois d'avril, le groupe DEFI est intervenu à plusieurs reprises pour réagir et interroger le Collège sur les aménagements réalisés dans le quartier de l'Union et les problèmes – différents – de mobilité dénoncés par les riverains. Pour les uns, c'est le passage du trafic de transit dans un quartier résidentiel, pour les autres, le report des charges liées à la fermeture dudit quartier résidentiel.

Deux mois après notre dernière intervention, nous revenons vers vous pour faire plusieurs constats et

relancer une discussion importante pour nos concitoyens.

Premièrement, il est très important pour moi de souligner, encore une fois, que DÉFI n'est pas du tout opposé à l'organisation d'activités citoyennes périodiques dans les rues. Bien au contraire, nous sommes persuadés que des fêtes de quartier, des animations régulières et des zones réservées aux jeux ponctuelles ne peuvent que favoriser les rencontres entre riverains jeunes et moins jeunes. Et, si certaines conditions doivent bien entendu être respectées pour assurer la bonne tenue et la sécurité de ces activités, nous serons des alliés pour susciter ces rencontres citoyennes.

Deuxièmement, rendre les aménagements actuels, motivés par le Covid, définitifs n'est pas une option réaliste, viable et respectueuse des riverains. C'est une situation certes très agréable et, peut-être, pour certains, moins bruyante et moins polluante. Cependant, nous vivons dans une commune où il faut être à l'écoute de toute la population et donc de tous les quartiers. La pollution ne s'arrête pas à une rue. A partir du moment où on en bloque une, cette pollution se déplace dans les rues voisines accessibles en même temps que la circulation. Et, même si c'est peut-être un rêve pour certains, il est inimaginable que l'on bloque toute la commune ! Les solutions doivent être trouvées ailleurs.

La réponse de l'échevine de la mobilité à mon interpellation du mois de juillet me n'a pas convaincu car elle a noyé la problématique forestoise dans un contexte tout à fait régional ! Restons concentré sur l'écoute de nos concitoyens. Nous le répétons, nous trouvons plus que sympathique et positif de créer ces animations comme cela se fait dans d'autres communes proches comme Saint-Gilles ou Uccle, mais, point très important, ces aménagements se limitent souvent dans le temps et à une rue bien déterminée sans conséquence pour les rues limitrophes.

Troisièmement, n'oublions pas les commerçants qui font vivre ce quartier. Ils font partie intégrante du maillage des environs.

A notre question de savoir jusqu'à quand cet aménagement provisoire sera effectif, le Collège a répondu qu'il sera maintenu jusqu'à après l'été afin de permettre notamment aux familles qui ne peuvent pas partir en vacances de disposer de davantage de lieux de jeux dans l'espace public. Il a également été annoncé qu'une évaluation serait réalisée. La rentrée est aujourd'hui derrière nous et l'heure est au bilan.

Je suis, de mon côté, très régulièrement passé dans le quartier de l'Union et de l'avenue Massenet ces deux derniers mois et j'ai toujours fait le même constat : très peu de fréquentation, peu de jeunes ou d'enfants se sont appropriés les lieux, sauf lors de l'organisation ponctuelle d'évènements par le comité de quartier. A l'inverse, beaucoup de monde dans les deux parcs.

Dès lors, je m'interroge sur l'intérêt d'une zone de jeux permanente sur les rues en question qui sont à quelques mètres de ces parcs.

Maintenant que les vacances scolaires sont terminées, que vous avez eu le recul suffisant pour analyser la situation de manière globale et pour réfléchir à l'organisation de cette mobilité de quartier, j'aimerais savoir comment comptez-vous réorganiser toute la vie du quartier de l'Union qui le mérite.

- Vous avez annoncé une évaluation de ces zones de jeux. Comment cette évaluation est-elle faite ? Comment objectiverez-vous la situation ? Avez-vous déjà des résultats ?

Quels sont les paramètres pris en compte et outils de mesures déployés ? Avez-vous réalisé des comptages ? Avez-vous mesuré la qualité de l'air dans les rues concernées, c'est-à-dire les rues fermées mais, surtout les rues voisines qui concentrent les reports de charges ?

Sur quelle période cette évaluation a / est-elle organisée ?

- Certains citoyens voudraient que l'actuel plan de circulation reste permanent, d'autres voudraient des modifications importantes pour éviter des reports de charges dans les rues voisines... mais tout le monde s'accorde pour créer une vie de quartier ! Quelles solutions proposez-vous aux habitants pour concilier toutes les attentes ?
- Enfin, comment seront impliqués les habitants, les Forestoises et les Forestois ? Une concertation citoyenne sera-t-elle prévue ? Dans l'affirmative, quelle forme prendra-t-elle ? Qui sera concerté et quand

Xavier JANS
Conseiller communal DEFI

Interpellatie over de evaluatie van de speelstraten en de toekomstige inrichtingen voor een betere mobiliteit in de omgeving van het Joseph Marien stadion (op vraag van de heer Jans, gemeenteraadslid)

Sinds april is de DÉFI-fractie meermaals tussengekomen om te reageren en het College te interpelleren over de uitgevoerde regelingen in de wijk van de Union Saint-Gilloise en de – verschillende – mobiliteitsproblemen die door de buurtbewoners aan de kaak worden gesteld. Voor de ene is het de doortocht van transitverkeer in een woonwijk, voor de andere het verschuiven van de verkeersdrukte door de sluiting van deze woonwijk.

Twee maanden na onze laatste tussenkomst komen we bij u terug om een aantal zaken te constateren en opnieuw een voor onze medeburgers belangrijk debat op gang te brengen.

Ten eerste is het voor mij heel belangrijk om nogmaals te benadrukken dat DÉFI helemaal niet tegen het organiseren van periodieke activiteiten voor de burgers op straat is. Integendeel zelfs, wij zijn ervan overtuigd dat wijkfeesten, regelmatige activiteiten en occasionele speelstraten de ontmoetingen tussen jonge en minder jonge buurtbewoners alleen maar ten goede kunnen komen. En terwijl er natuurlijk bepaalde voorwaarden moeten worden nageleefd om het goede verloop en de veiligheid van deze activiteiten te waarborgen, zullen wij bondgenoten zijn bij het aanmoedigen van deze burgerontmoetingen.

Ten tweede is het definitief maken van de maatregelen die genomen werden in het kader van de coronacrisis geen realistische, haalbare en respectvolle opties voor de buurtbewoners. Het is wel een zeer aangename situatie en misschien voor sommigen minder luidruchtig en minder vervuilend. We wonen echter in een gemeente waar we moeten luisteren naar de hele bevolking en dus naar alle buurten. Vervuiling stopt niet bij één straat. Zodra we een straat afsluiten, verplaatst deze vervuiling zich samen met het verkeer naar de naburige straten. En - ook al is dat voor sommige mensen een droom - het is onvoorstelbaar dat we de hele gemeente afsluiten! We moeten elders oplossingen vinden.

Het antwoord van de schepen van Mobiliteit op mijn interpellatie van juli overtuigde mij niet, omdat ze de Vorstse problematiek liet opgaan in een gewestelijke context! Laten we ons blijven richten op het luisteren naar onze medeburgers. Wij herhalen dat we het meer dan sympathiek en positief vinden dat deze activiteiten worden ingericht net als in andere buurgemeenten zoals Sint-Gillis of Ukkel, maar een belangrijk punt is dat deze regelingen vaak beperkt zijn in tijd en beperkt zijn tot een bepaalde straat zonder gevolgen voor de naburige straten.

Laten we ten derde de handelaars niet vergeten die deze wijk levend houden. Zij maken integraal deel uit

van het omgevingsnetwerk.

Op onze vraag hoelang deze voorlopige regeling van kracht zal zijn, antwoordde het College dat deze zal worden gehandhaafd tot na de zomer, met name om gezinnen die niet op vakantie kunnen gaan de mogelijkheid te bieden op meer plaatsen in de openbare ruimte te spelen. Ook werd aangekondigd dat er een evaluatie zou worden uitgevoerd. Het nieuwe schooljaar is begonnen en het is tijd om de balans op te maken.

Ik ben de afgelopen twee maanden zeer regelmatig in de wijken van het stadion en de Massenetlaan geweest en heb er altijd hetzelfde vastgesteld: zeer weinig mensen, weinig jongeren of kinderen die van de buurt hun thuis maken, behalve wanneer het wijkcomité af en toe een evenement organiseert. In de twee parken was er wel veel volk.

Ik vraag me dan ook af wat het belang is van een permanente speelzone in de straten die op een paar meter van deze parken liggen.

Nu de vakantie voorbij is, nu u tijd hebt gehad om de situatie globaal te analyseren en na te denken over de organisatie van de mobiliteit in deze wijk, zou ik graag vernemen hoe u van plan bent het hele leven van de wijk van Union, het leven dat de wijk verdient, te reorganiseren.

- U kondigde een evaluatie van deze speelzones aan. Hoe wordt deze evaluatie uitgevoerd? Hoe beoordeelt u de situatie objectief? Hebt u al resultaten? Welke parameters worden in aanmerking genomen en welke meetinstrumenten worden gebruikt? Hebt u tellingen gedaan? Hebt u de luchtkwaliteit gemeten in de afgesloten straten en vooral in de aangrenzende straten waar de verkeersdrukke naartoe verschuift? Over welke periode werd de evaluatie georganiseerd?
- Sommige burgers willen dat het huidige verkeersplan behouden blijft, anderen willen grote aanpassingen om te voorkomen dat de verkeersdrukke verschuift naar naburige straten ... maar iedereen is het erover eens dat het belangrijk is om wijkleven te bevorderen! Welke oplossingen stelt u de inwoners voor, om alle verwachtingen te verzoenen?
- Hoe zullen de Vorstenaren er tot slot bij betrokken worden? Komt er een burgerraadpleging? Zo ja, in welke vorm? Wie wordt er geraadpleegd en wanneer?

Xavier JANS
Gemeenteraadslid DÉFI

M. Jans complète sa question orale :

"Pour la petite histoire, j'ai par ailleurs habité plus de trente ans avenue Massenet sans considérer cette rue comme une autoroute. Vous me répondrez peut-être que c'était une autre époque... peut-être mais je connais très bien le quartier."

"Sur quelle période cette évaluation a / est-elle organisée ? N'oublions pas que la période de juillet-août n'est pas la période de septembre-octobre et que, par ailleurs, la situation sanitaire que nous vivons a également un impact sur les déplacements habituels.

Certains citoyens voudraient que l'actuel plan de circulation reste permanent, d'autres voudraient des modifications importantes pour éviter des reports de charges dans les rues voisines... mais tout le monde s'accorde pour créer une vie de quartier ! Quelles solutions proposez-vous aux habitants pour concilier toutes les attentes ?

Enfin, comment seront impliqués les habitants, les Forestoises et les Forestois ? Une concertation citoyenne sera-t-elle prévue ? Dans l'affirmative, quelle forme prendra-t-elle ? Qui sera concerté et

quand ?

Nous croyons très sincèrement qu'il existe des solutions très intéressantes pour l'ensemble des citoyens... Cela demande d'être à l'écoute de tout le monde, cela demande un vrai travail démocratique que tout citoyen attend de ses représentants politiques.

Et qu'est-ce qu'on vient d'apprendre en dernière minute... la surprise du chef !

À notre grand étonnement, nous avons appris par la presse de ce matin que vous avez pris des décisions de façon tout à fait arbitraire... merci de les développer succinctement.

Il nous semble, chez Defi, que cette mesure est tout à fait inadmissible... vous n'écoutez pas toute la population forestoise du quartier... vous faites tout à l'envers ...

Le bon sens aurait voulu qu'on commence par objectiver le problème, créer une concertation avec tout le monde et ensuite faire un test suivi d'une évaluation et bien sûr éventuellement faire des adaptations si nécessaire.

Nous trouvons très dommage qu'une fois de plus on se trouve devant une situation non concertée et imposée comme le verrou « Kersbeek ». Où est la concertation citoyenne si cher à votre programme électoral. Encore une occasion ratée de réunir tous les riverains autour d'un beau projet de quartier. Quel gâchis... ?"

Mme Abbach propose d'enchaîner avec les points n° 60 et 61, dont l'objet est similaire au n° 59. Elle en profite pour informer l'assemblée que l'enregistrement de la séance publique sera consultable en ligne.

Mme Koplowicz dit constater, en tant qu'habitante du quartier, l'affrontement de deux visions opposées parmi les riverains. Elle estime que le Collège a fait les choses à l'envers (on ferme une rue, puis on évoque une concertation). Elle dit avoir aperçu fort peu de « joueurs » dans ces zones réservées au jeu. Elle dit avoir le sentiment de l'absence de projet global quant à la mobilité du quartier.

Mme de Laveleye affirme que les échos du quartier sont clairement qu'un retour en arrière n'est pas souhaitable. Elle ajoute que l'analyse de l'enquête menée dans le quartier (1.500 foyers, taux de réponse de 20 %) va dans le même sens. Une concertation doit s'organiser pour dégager des solutions structurelles, dans le cadre du plan régional Good Move, pour que le quartier ne soit plus traversé par un tel trafic de transit. Elle rappelle par ailleurs qu'il s'agit là de questions qui concernent la sécurité, la santé et la convivialité, pour lesquelles des réponses politiques ambitieuses et courageuses doivent être prises.

Mme Van den Bosch :

Il n'a jamais été question de pérenniser l'aménagement actuel.

En juillet, le Collège a décidé de maintenir l'aménagement temporaire jusqu'à la rentrée et a annoncé réfléchir à un aménagement alternatif afin de limiter l'impact du trafic de transit dans le quartier. Une consultation citoyenne sera consacrée début octobre à cet aménagement alternatif. Les résultats de cette consultation seront pris en considération par un bureau d'étude, qui élaborera une proposition concrète que le Collège espère pouvoir tester à partir de février 2021.

L'objectif n'était donc pas de procéder à une évaluation approfondie de l'aménagement actuel, mais nous disposons d'un certain nombre de données sur lesquelles nous avons fondé notre décision de mettre fin à l'aménagement provisoire de la chaussée de Bruxelles et de fermer l'avenue Massenet au trafic de transit.

Cette décision a été prise afin de ne pas réexposer le quartier au trafic de transit qui y pénètre par

cette route, un danger qui se traduit par un flux d'environ 700 véhicules par heure aux heures de pointe, soit plus que le flux sur les grands axes régionaux tels que l'avenue Van Volxem, et qui se disperse vers les différentes rues du quartier. Les données chiffrées dont nous disposons déjà montrent qu'une partie du problème ainsi qu'une partie de la solution sont là. C'est pourquoi le Collège a décidé de conserver l'aménagement ici jusqu'à ce qu'un plan général de réaménagement du quartier puisse être mis en place. Nous sommes conscients que cette adaptation permet encore un certain trafic de transit dans le quartier. L'élaboration d'une nouvelle adaptation de l'aménagement du quartier décourageant ou empêchant le trafic de transit, nécessite une étude plus approfondie. Les données enregistrées par un 'Telraam' situé chaussée de Bruxelles montrent que près de 70% des déplacements sont effectués à pied ou à vélo. Le nombre de véhicules par heure a baissé jusqu'au niveau correspondant aux valeurs cibles pour une voirie locale selon GoodMove (50-150 véhicules par heure aux heures de pointe), ce qui montre que les modes actifs sont devenus une alternative attrayante à la chaussée de Bruxelles.

Cependant, les chiffres limités dont nous disposons montrent également que le nombre de véhicules par heure aux heures de pointe dans la rue des Alliés a légèrement augmenté, mais reste dans les marges d'une voirie locale (+- 130 véhicules par heure aux heures de pointe).

Début octobre, une consultation citoyenne sera organisée afin de permettre aux citoyens de faire des recommandations pour apaiser le quartier. Les habitants du quartier et des axes structurants avoisinants seront invités à participer à l'un des deux consultations digitales.

Je suis d'accord avec vous pour dire que la pollution ne s'arrête pas à une seule rue. Je ne suis pas d'accord avec vous sur la solution proposée pour ce problème, cette pollution : étendre le problème pour qu'il devienne moins perceptible. Forest a besoin d'une vision sur la mobilité s'inscrivant dans un cadre régional. La mobilité dans la région, les mouvements entre les différentes communes, qui se partagent certaines rues et où certaines rues passent l'une dans l'autre, sont trop liés entre eux pour s'attaquer au problème de la pollution et de la pression automobile rue par rue.

L'objectif de Goodmove est en effet d'influencer la question globale des déplacements et de réduire l'utilisation de la voiture individuelle en soulageant les quartiers du trafic motorisé en orientant ces véhicules vers les itinéraires confort et le réseau plus, tout en réduisant leur nombre via le transfert modal.

Nous ne le faisons pas en laissant plus de place à la voiture individuelle, mais en valorisant les alternatives : donner la priorité aux modes actifs dans le quartier tout en gardant les quartiers accessibles au trafic motorisé à destination locale. Soixante pour cent des déplacements dans la région sont courts (2 à 5 km), des distances courtes qui se prêtent parfaitement à la pratique du vélo. C'est par exemple fou de se rendre du Bar du Matin au quartier Bervoets en voiture: 2,6 km, pour lesquels il existe des alternatives qui causent moins de nuisances environnementales et qui sont meilleures pour la santé.

D'une enquête menée par le comité de quartier ressort que les gens ne se déplacent pas souvent à vélo en raison de l'insécurité causée par la circulation automobile et qu'ils sont prêts à emprunter le vélo si les trajets sont plus sûrs. Si davantage de personnes font du vélo, les axes structurants seront moins encombrés, car il s'agit aussi de personnes qui ne prennent pas la voiture.

Mme Abbach informe l'assemblée que l'enregistrement de la séance publique sera consultable en ligne.

M. Jans déplore le fait qu'on a agi à l'envers en chamboulant d'abord tout un quartier avant de se montrer à l'écoute des citoyens, au risque d'exacerber les frustrations et les antagonismes entre différents groupes d'habitants. Enfin, il se demande s'il serait possible de consulter ces rapports

préliminaires.

M. Pierre-De Permentier se dit déçu de la réponse, au regard des embouteillages constatés sur le terrain. Il estime qu'il ne faut pas se mettre des œillères quant à l'avenue Massenet et on a le même sentiment d'improvisation que dans le dossier de l'avenue Kersbeek. Concernant les choix modaux, force est de constater que les cyclistes ne représentent que 4 % des usagers, contre 21 % d'usagers motorisés et 38 % d'usagers des transports publics. Bref, il faut des solutions raisonnables qui tiennent compte de ces faits.

M. Hacken se dit mitigé quant à la récente décision de maintenir fermée l'avenue Massenet et de rouvrir la chaussée de Bruxelles (et pourquoi pas l'inverse ?). Certains habitants se sentent injustement traités puisque du jour au lendemain ils subissent un important et inédit trafic de transit (ex. : Marie-Henriette). Il dit ne pas comprendre pourquoi persister dans une voie qui tend à créer des tensions. Il reconnaît qu'il n'est pas chose aisée de concilier des points de vue figés et antagonistes, ce qui nécessitera un certain courage pour imposer des compromis, sachant que la voiture n'incarne pas l'avenir de la mobilité urbaine.

Mme Van den Bosch :

La raison pour laquelle l'avenue Massenet est restée fermée en raison du fait de l'importante circulation de transit durant les heures de pointe. Un toute-boîte sera adressé aux riverains afin de les inciter à répondre à la consultation citoyenne. On va examiner comment améliorer la fluidité sur l'axe Albert-Wielemans (Marie-Henriette). Les données pourront être transmises dès que ceux-ci seront suffisamment fournis.

M. Hacken demande que les conseillers communaux puissent être à l'avenir tenus informés des initiatives prises dans ce dossier.

De heer Jans vult zijn mondelinge vraag aan:

"Ik woonde meer dan 30 jaar op de Massenetlaan en zag die niet als een snelweg. Je zou kunnen zeggen dat het een andere tijd was ... misschien ... maar ik ken de buurt heel goed."

"Over welke periode is de evaluatie georganiseerd? Laten we niet vergeten dat de periode juli-augustus niet september-oktober is en dat de coronacrisis ook onze verplaatsingen beïnvloedt. Sommigen willen het huidige verkeersplan behouden en anderen willen grote veranderingen om te voorkomen dat de last verschuift naar naburige straten, maar iedereen wil graag het buurtleven bevorderen! Welke oplossingen stelt u voor aan de inwoners om alle verwachtingen te verzoenen? Tot slot, hoe zullen de Vorstenaren erbij betrokken worden? Komt er een burgerraadpleging? Zo ja, in welke vorm? Wie wordt er geraadpleegd en wanneer?"

Wij geloven echt dat er interessante oplossingen zijn voor iedereen. Daarom moet er naar iedereen worden geluisterd, het vergt echt democratisch werk dat elke burger van zijn politieke vertegenwoordigers verwacht.

En wat vernemen we op het laatste moment ... verrassing van de chef!

Tot onze grote verbazing vernemen we vanmorgen uit de pers dat u op volstrekt willekeurige wijze beslissingen heeft genomen ... Gelieve dat nader toe te lichten.

Het lijkt ons bij Defi dat deze maatregel volledig onaanvaardbaar is ... U luistert niet naar alle inwoners van de wijk ... U doet het allemaal omgekeerd ...

Het gezond verstand zou hebben ingegeven dat men moet beginnen met een objectivering van het

probleem, overleg met iedereen en dan een test gevolgd door een evaluatie en uiteraard aanpassingen als dat nodig blijkt.

We vinden het erg jammer dat we opnieuw geconfronteerd worden met een situatie waarover geen overleg gepleegd wordt en die opgelegd wordt, zoals de Kersbeek-sluis. Waar is de burgerraadpleging die u zo dierbaar was in uw verkiezingsprogramma? Weer een gemiste kans om alle bewoners te verenigen rond een mooi wijkproject. Zo jammer ...”

Mevrouw Abbach stelt voor om door te gaan met de punten 60 en 61, die qua onderwerp vergelijkbaar zijn met 59. Ze maakt van de gelegenheid gebruik om de vergadering te informeren dat de opname van de openbare zitting online beschikbaar zal zijn.

Mevrouw Koplłowicz zegt dat zij als wijkbewoner twee tegengestelde visies onder de buurtbewoners opmerkt. Ze vindt dat het College de dingen verkeerd aanpakt (een straat afsluiten en dan spreken over overleg). Ze zegt heel weinig ‘spelers’ te zien in de speelstraten. Ze vindt dat er geen algemeen project is voor de mobiliteit in de wijk.

Mevrouw de Laveleye heeft ook gemerkt dat de wijkbewoners niet wensen dat de situatie van vroeger hersteld wordt. Ze voegt eraan toe dat de analyse van de enquête in de wijk (1.500 gezinnen, 20% antwoorden) in dezelfde richting wijst. Er moet overleg worden georganiseerd om structurele oplossingen te vinden, in het kader van het westelijk plan GoodMove, zodat de wijk niet langer zou lijden onder het transitverkeer. Zij wijst erop dat dit vragen zijn over veiligheid, gezondheid en aangename leefomgeving, waarop ambitieuze en moedige politieke antwoorden moeten worden gegeven.

Mevrouw Van den Bosch:

Het was nooit de bedoeling dat de huidige inrichting permanent zou worden.

Het college heeft in juli beslist om de tijdelijke inrichting te behouden tot na de zomervakantie en anderzijds de ambitie uitgesproken om een alternatieve inrichting uit te werken om de impact van sluipverkeer op de wijk te beperken. Over deze alternatieve inrichting zal begin oktober een burgerraadpleging worden georganiseerd. De resultaten van deze raadpleging zullen meegenomen worden door een mobiliteitsstudiebureau, dat een concreet voorstel zal uitwerken dat het college vanaf februari 2021 hoopt te kunnen testen.

Het doel was dus niet om de huidige inrichting grondig te evalueren, maar er zijn wel een aantal gegevens waarover we beschikken en waarop we onze beslissing hebben gebaseerd om de tijdelijke inrichting in de Brusselsesteenweg op te heffen en de Massenetlaan gesloten te houden voor doorgaand verkeer.

Deze beslissing is genomen om de wijk niet opnieuw bloot te stellen aan het transitverkeer dat via deze weg de wijk penetreert, een gevaar dat zich vertaalt in een flux van ongeveer 700 voertuigen per uur tijdens het spitsuur, wat meer is dan de flux op grote regionale assen zoals de Van Volxemlaan, en welke zich verdeelt over de verschillende straten van de wijk. De meetgegevens waarover we reeds beschikken tonen dat een deel van het probleem en een deel van de oplossing zich daar bevindt. Daarom heeft het college besloten om de inrichting hier te behouden tot er een algemeen plan ter herinrichting van de wijk kan worden ingevoerd. We zijn er ons van bewust dat deze aanpassing nog steeds sluipverkeer mogelijk maakt in de wijk. Het uitwerken van een verdere aanpassing van de inrichting van de wijk die het doorkruisen van de wijk onaantrekkelijk of onmogelijk maakt, vraagt nog meer studiewerk.

Uit gegevens van een Telraam aanwezig op de Brusselsesteenweg blijkt dat bijna 70% van de

verplaatsingen te voet en met de fiets worden afgelegd. Het aantal voertuigen per uur is gedaald tot het niveau dat overeenkomt met de streefwaarden voor een lokale rijweg volgens GoodMove (50-150 voertuigen per uur in de spits). Dat toont dat actieve vervoersmodi op de Brusselsesteenweg nu een aantrekkelijk alternatief zijn geworden.

De beperkte meetgegevens waarover we beschikken laten echter ook zien dat het aantal voertuigen per uur tijdens de spitsuren op Bondgenotenstraat licht is gestegen, maar binnen de marges van een lokale rijweg blijft (+/- 130 voertuigen per uur tijdens de spitsuren).

Een burgerraapleging zal georganiseerd worden begin oktober, die burgers zal toelaten om aanbevelingen te doen over de manier waarop de wijk autoluw kan worden gemaakt. De inwoners van de wijk en van de aangrenzende structurerende assen zullen worden uitgenodigd om deel te nemen aan een van de twee online consultatie-momenten.

Ik ben het met jullie eens dat vervuiling niet stopt bij één straat. Ik ben het niet met jullie eens met de oplossing die wordt voorgesteld voor dit probleem, deze vervuiling: het probleem verspreiden zodat het minder opvalt. Vorst heeft een visie nodig op het vlak van mobiliteit en die past voor mij in een gewestelijk kader. De mobiliteit in het gewest, de verplaatsingen tussen verschillende gemeentes, die bepaalde straten delen, waar straten in elkaar overlopen, is te verweven om het probleem van luchtvervuiling en een hoge verkeersdruk straat per straat aan te pakken.

De bedoeling van Goodmove is wel degelijk om de globale verplaatsingsvraag te beïnvloeden en het individueel autogebruik te doen afnemen door de wijken te ontlasten van gemotoriseerde verkeersstromen door deze te leiden naar de comfort en de pluswegen en deze tegelijkertijd te verminderen via de modal shift.

Dat doen we niet door meer plaats te maken voor individueel autogebruik, maar door de alternatieven te valoriseren: actieve vervoersmodi voorrang te geven in de wijk en tegelijkertijd de wijken toegankelijk te houden voor gemotoriseerd bestemmingsverkeer. 60 % van de verplaatsingen binnen het gewest betreft korte afstanden (2-5km), korte afstanden die zich perfect lenen tot een verplaatsing met de fiets. Het is te gek om van Bar du Matin naar de Bervoets-wijk te gaan met de wagen, het gaat om 2.6 km, daarvoor zijn alternatieven beschikbaar, die minder milieuoverlast veroorzaken en die tegelijkertijd ook nog eens beter zijn voor de individuele gezondheid.

Uit bevraging van het wijkcomité blijkt dat mensen zich niet vaker verplaatsen met de fiets omwille van onveiligheid veroorzaakt door gemotoriseerd verkeer en dat mensen wel zijn bereid om de fiets te nemen, als het veiliger is. Als meer mensen fietsen, zal er ook minder overlast zijn op de structurerende assen, want dat zijn ook mensen die niet de auto nemen.

Mevrouw Abbach meldt dat de opname van de openbare zitting online beschikbaar zal worden gesteld.

De heer Jans betreurt het dat er omgekeerd werd gehandeld, door eerst een hele wijk op zijn kop te zetten en dan pas te luisteren naar de burgers, met het risico dat frustraties en tegenstellingen tussen verschillende groepen verergeren. Tot slot vraagt hij zich af of het mogelijk zou zijn om de voorafgaande verslagen te raadplegen.

De heer Pierre-De Permentier zegt dat hij teleurgesteld was over het antwoord, gezien de verkeersproblemen op het terrein. Hij vindt dat we geen oogkleppen mogen opzetten aangaande de Massenetlaan en we hebben hetzelfde gevoel van improvisatie als in het dossier van de Kersbeeklaan. Wat de modale keuze betreft, stellen we vast dat fietsers slechts 4% van de weggebruikers vertegenwoordigen, tegenover 21% gemotoriseerd verkeer en 38% openbaar vervoer. Kortom, er zijn redelijke oplossingen nodig die rekening houden met deze feiten.

De heer Hacken zei dat hij niet overtuigd was over de recente beslissing om de Massenetlaan gesloten te houden en de Brusselsesteenweg te heropenen (waarom niet andersom?). Sommigen voelen zich onrechtvaardig behandeld omdat ze plots veel transitverkeer te verwerken krijgen (bv. Maria-Hendrikalaan 47). Ze begrijpen niet waarom er wordt vastgehouden aan een aanpak die spanningen creëert. Hij erkent dat het niet gemakkelijk is om tegengestelde meningen met elkaar te verzoenen, wat moed vereist om compromissen op te leggen, wetende dat de auto de toekomst van de mobiliteit in de stad niet belichaamt.

Mevrouw Van den Bosch:

De reden dat de Massenetlaan gesloten bleef, heeft te maken met het drukke transitverkeer tijdens de spits. De buurtbewoners zullen een brief ontvangen om hen aan te moedigen om mee te doen aan de burgerraadpleging. We zullen nagaan hoe we het verkeer op de as Albert-Wielemans (Maria-Hendrika) vlotter kunnen krijgen. De gegevens kunnen worden doorgegeven zodra er voldoende beschikbaar zijn.

De heer Hacken vraagt de gemeenteraadsleden op de hoogte te houden van de initiatieven in de toekomst.

1 annexe / 1 bijlage

60 **Interpellation relative à la fermeture temporaire de l'avenue Massenet (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Je souhaite interpellier le Collège sur la fermeture de l'avenue Massenet. Depuis plusieurs mois déjà, l'avenue Massenet est fermée à la circulation afin de permettre aux enfants du quartier de jouer, ainsi que de créer un espace de convivialité entre les voisins. Pourtant, si le problème de mobilité du quartier n'est pas neuf, le projet a surtout mis en tension les voisins entre eux. Certains étant en faveur du dispositif, d'autres se plaignant d'une circulation de transit accrue dans les rues voisines, et d'embouteillages monstres.

Nous sommes désormais en septembre, beaucoup de temps et d'énergie ont été gaspillés pour votre lubie.

Pourrions-nous connaître la conclusion de votre phase-test ?

Pourriez-vous confirmer la réouverture complète de la rue ?

Si le dispositif venait à être rééditer ultérieurement, quelque soit sa forme et les rues concernées, pourriez-vous solliciter préalablement les habitants sous forme d'une large concertation ?

D'avance je vous remercie pour votre réponse.

Cédric Pierre-De Permentier

Chef de groupe MR

Interpellatie over de tijdelijke sluiting van de Massenetlaan (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Ik wens het College te interpellieren over de sluiting van de Massenetlaan. De Massenetlaan is reeds enkele maanden afgesloten voor het verkeer opdat kinderen van de wijk kunnen spelen en er een gezellige ruimte tussen de burens kan worden gecreëerd. Hoewel het mobiliteitsprobleem in de wijk nochtans niet nieuw is, heeft het project vooral spanningen tussen de burens onderling doen ontstaan. Dit omdat sommigen voor het systeem zijn, terwijl anderen klagen over meer doorgaand verkeer in de omliggende straten en gigantische files.

We zijn nu september. Er is veel tijd en energie verspild aan uw gril.

Mogen we weten wat de conclusie van uw testfase is?

Kunt u bevestigen dat de straat volledig heropend wordt?

Indien de maatregel in de toekomst opnieuw wordt genomen, ongeacht de vorm en de betrokken straten, kunt u dan vooraf uitgebreid overleggen met de inwoners?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Cédric Pierre-De Permentier
MR-fractievoorzitter

2 annexes / 2 bijlagen

61 Interpellation concernant les suites données aux aménagements Chaussée de Bruxelles/Avenue Massenet (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Au moment où nous aurons cette discussion, nous aurons pu observer si votre annonce lors du dernier Conseil communal en juillet – suspendre le 15 septembre les aménagements créant un cul de sac Chaussée de Bruxelles vu les impacts sur la mobilité et la qualité de l'air dans les avenues avoisinantes – a bien été suivie d'effet, ou non. À l'heure d'écrire ces mots, j'ai quelques doutes je ne vous le cache pas, vu l'absence de réponses aux courriels des citoyens sur le sujet depuis quelques jours.

S'il y a un point sur lequel je suis entièrement d'accord avec vous, c'est que suspendre cet aménagement ne doit pas vouloir dire revenir à la situation antérieure : le quartier est beaucoup trop traversé par le trafic de transit, et il faut donc agir, mais de façon intelligente et efficace.

Vous nous disiez en juillet, par l'intermédiaire de votre Échevine, prendre le temps de l'été pour réfléchir à une solution alternative, où en êtes-vous donc à ce niveau ? Une solution sera-t-elle installée dès ce 15 septembre également ?

Si vous avez par contre décidé de revenir sur votre parole en laissant l'aménagement actuel en l'état, comment le justifiez-vous au regard de la pollution bien supérieure qu'engendre le trafic dans les voiries avoisinantes ? Aucune solution équilibrée qui ne pénaliserait pas certains Forestois au profit d'autres Forestois n'est-elle envisageable selon vous dès lors ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Interpellatie over de opvolging van de inrichtingen aan de Brusselsesteenweg/Massenetlaan (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Op het moment van deze bespreking zullen we kunnen zien hebben of er al dan niet gevolg werd gegeven aan uw aankondiging tijdens de gemeenteraad in juli, nl. dat op 15 september de aanpassingen opgeschort worden waardoor de Brusselsesteenweg doodliep, gezien de positieve effecten op de mobiliteit en de luchtkwaliteit in de omgeving. Op het moment dat ik dit schrijf, heb ik twijfels - dat ontken ik niet - aangezien er sinds enkele dagen geen antwoord komt op de e-mails van de burgers daarover.

Ik ben het helemaal met u eens dat het opschorten van deze aanpassingen niet mag betekenen dat we teruggaan naar de vroegere situatie: er is namelijk te veel doorgaand verkeer in de wijk en dus moeten we iets doen, maar wel op een doordachte en doeltreffende manier.

In juli vertelde u ons via uw schepen dat u in de zomer de tijd zou nemen om na te denken over een alternatieve oplossing: hoe ver staat het daarmee? Zal er vanaf 15 september ook een oplossing op het terrein uitgevoerd worden?

Als u daarentegen beslist om op uw woorden terug te komen en de huidige inrichting te behouden, hoe rechtvaardigt u dat dan gelet op de grotere vervuiling die het verkeer teweegbrengt in de omliggende straten? Is er dus volgens u geen enkele evenwichtige oplossing mogelijk die bepaalde Vorstenaren niet zou benadelen ten gunste van andere?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

2 annexes / 2 bijlagen

62 Question orale sur l'évaluation du dispositif de rues réservées au jeu (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)

Depuis le début de l'été, la commune de Forest invite les riverains qui souhaitent réserver leur rue au jeu à se manifester auprès du service mobilité.

Comme le précise la commune sur son site internet, une rue réservée au jeu est une rue ou portion de rue fermée temporairement à la circulation motorisée, et où les enfants et les adultes peuvent occuper toute la largeur de la voirie pour jouer. La rue réservée au jeu permet aux riverains de se réappropriier l'espace public en offrant ponctuellement un espace supplémentaire de jeu, de rencontre et de détente.

Pendant les heures où la voie publique est signalée comme réservée au jeu, des barrières avec un panneau C3 (accès interdit) et un panneau additionnel « rue réservée au jeu » sont installées pour délimiter la zone et les heures durant lesquelles la rue est fermée à la circulation sont indiquées sur le panneau additionnel.

Pour mettre en place une rue réservée au jeu, le projet doit être parrainé par au moins 3 habitants de la rue ou du tronçon de rue pour laquelle le projet est introduit. Ces habitants sont dénommés « parrains » ou « marraines ».

Pour la mise en place et le bon fonctionnement d'une rue réservée au jeu, les « parrains/marraines » doivent s'engager à :

1. Informer les habitants de la rue qu'ils introduisent une demande de rue réservée au jeu en leur distribuant un toutes-boîtes ;
2. Placer et retirer les barrières aux heures définies ;
3. Être les interlocuteurs pour les habitants et les services communaux ;
4. Réaliser une évaluation de la rue réservée au jeu.

Par ailleurs, les conditions suivantes doivent être remplies :

1. La rue fait partie du réseau auto quartier du plan Good Move ;
2. La fonction résidentielle est prédominante (peu/pas de commerces dans la rue) ;
3. La rue ne peut pas être desservie par un service de transport en commun ;
4. L'accessibilité des rues avoisinantes ne doit pas être compromise. Il doit être possible d'assurer un flux de circulation normal autour de la rue réservée au jeu.
5. Au moins trois habitants, dénommés « parrain/marraine » ci-après, seront responsables de la rue réservée au jeu.

Compte tenu de ce qui précède et les mois de juillet et août étant derrière nous, j'aimerais poser au Collège les questions suivantes :

1. Combien de demandes de rues (ou tronçon de rue) réservées au jeu ont-elles été introduites auprès du service mobilité ?
2. En dehors des zones de jeux installées par la commune dans le cadre du Covid (zones ch. De Bruxelles/Massenet et Saint-Antoine), quelles rues forestoises ont été mises en « rue réservée au jeu » depuis la mise en place du dispositif et pendant combien de temps (nombre de jour + horaires de fermeture) ?
3. Dans l'hypothèse où des rues ont été réservées au jeu durant l'été, les parrains/marraines vous ont-ils rapportés certains incidents ou difficultés ? Si oui, lesquels ?
4. Dans ce système, ce sont les riverains (parrains/marraines) qui sont chargés de garantir le bon fonctionnement de la zone de jeux. Dans la très grande majorité des cas, tout se passe très bien et dans la bonne humeur, mais quid de la responsabilité des riverains ou de la commune en cas d'incident ou d'accident ? Quid par exemple si la barrière est installée d'un côté de la rue et pas de l'autre et qu'un accident survient ? Quid en cas de friction avec des riverains peu heureux de la mesure ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Modelinge vraag over de evaluatie van het systeem van de speelstraten (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Sinds het begin van de zomer nodigt de gemeente Vorst de buurtbewoners die wensen dat hun straat een speelstraat wordt, uit om zich aan te melden bij de dienst Mobiliteit.

Zoals de gemeente op haar website verduidelijkt, is een speelstraat een straat of gedeelte van een straat dat tijdelijk afgesloten is voor gemotoriseerd verkeer en waar kinderen en volwassenen over de hele breedte van de weg kunnen spelen. De speelstraat biedt de omwonenden de mogelijkheid om de openbare ruimte te benutten door extra ruimte ter beschikking te stellen voor spel, ontmoeting en ontspanning.

Tijdens de uren dat de speelstraat geldt, worden er hekken met een bord C3 (verboden toegang) en een onderbord "speelstraat" geplaatst om de zone af te bakenen; de uren waarop de straat afgesloten is, staan aangegeven op het onderbord.

Om een straat in te richten als speelstraat, moet het project ondersteund worden door minstens 3 bewoners van de straat of van het gedeelte van de straat waarvoor het project wordt uitgevoerd. Die worden "meters" of "peters" genoemd.

Voor de invoering en de goede werking van een speelstraat moeten de "meters/peters" zich verbinden tot het volgende:

1. de bewoners informeren dat zij een aanvraag tot creatie van een speelstraat indienen, aan de hand van een brief;
2. de hekken plaatsen en verwijderen op de vastgelegde tijdstippen;
3. de gesprekspartner zijn voor de omwonenden en de gemeentediensten;
4. een evaluatie verrichten van de speelstraat.

Bovendien moeten de volgende voorwaarden worden vervuld:

1. de straat maakt deel uit van het autowijknet van het Good Move-plan;
2. de woonfunctie overheerst (weinig of geen winkels in de straat);
3. er is geen openbaar vervoer;
4. de toegang tot omliggende straten mag niet in het gedrang komen. Er moet een normale doorstroming van het verkeer rond de speelstraat gewaarborgd kunnen worden.
5. minstens drie bewoners, hierna "meter/peter" genoemd, zijn verantwoordelijk voor de speelstraat.

Rekening houdend met het bovenstaande en de maanden juli en augustus die achter ons liggen, zou ik het College graag de volgende vragen stellen:

1. Hoeveel aanvragen voor speelstraten (of gedeelten van een straat) werden er bij de Mobiliteitsdienst ingediend?
2. Welke Vorstse straten werden er sinds de invoering van het systeem omgevormd tot "speelstraat" en hoe lang (aantal dagen + sluitingsuren), buiten de speelzones die door de gemeente werden ingericht (zones Brusselsesteenweg/Massenet en Sint-Antonius) vanwege Covid?
3. Indien er in de zomer speelstraten werden ingericht, hebben de meters/peters u dan bepaalde incidenten of moeilijkheden gemeld? Indien ja, dewelke?
4. In dit systeem zijn het de buurtbewoners (meters/peters) die de goede werking van de speelzone moeten garanderen. In de overgrote meerderheid van de gevallen verloopt alles heel goed en in een goede stemming, maar hoe zit het met de verantwoordelijkheid van de buurtbewoners of de gemeente bij incidenten of ongevallen? Wat bijvoorbeeld als het hek aan de ene kant van de straat geplaatst is maar niet aan de andere kant, en er een ongeval gebeurt? Wat als er wrijving is met buurtbewoners die niet gelukkig zijn met de maatregel?

Ik dank u voor uw antwoorden.

M. Loewenstein complète sa question orale:

"L'objet de ma question ne vise pas à démonter le projet mais à veiller à ce que tout se fasse dans de bonnes conditions et que les riverains qui s'investissent dans ces projets conviviaux ne soient pas confrontés à des problèmes de responsabilité en cas d'accident, ce que personne ne souhaite bien évidemment."

Mme Van den Bosch fournit des éléments de réponse :

Au total, le service mobilité a reçu 5 demandes pour l'instauration d'une rue réservée au jeu. La rue Edison est devenue une zone de jeu les 11 et 12 juillet et les 18 et 19 juillet, de 8 à 20 heures, et la rue Meyerbeer était aménagée comme zone de jeu le 12 juillet de 11 à 18 heures. Les parrains/marraines n'ont signalé aucun incident ni aucune difficulté.

En cas de problème : tout d'abord, il est de la responsabilité de chaque citoyen de respecter le code de la route et les règles spécifiques applicables dans une zone de jeu. Les parrains/marraines ne sont pas responsables pour surveiller les enfants qui jouent dans la rue. Les enfants qui jouent dans la rue restent sous la responsabilité de leurs parents.

Afin d'éviter les frictions avec les voisins, il est demandé qu'au moins 3 parrains/marraines soutiennent le projet. Ils doivent habiter dans la rue et informer les habitants qu'ils font une demande d'instauration d'une zone de jeu. Si les riverains ne sont pas d'accord avec la demande, nous comptons sur le sens citoyen pour que les Forestois se parlent.

M. Loewenstein demande si une évaluation a été menée et s'enquiert de la manière dont ce type de d'initiatives sera promu à l'avenir afin d'en faire profiter davantage d'habitants.

Mme Van den Bosch estime qu'il faudra communiquer sur le sujet plus en amont en vue de l'été prochain.

De heer Loewenstein vult zijn mondelinge vraag aan:

"Het doel van mijn vraag is niet om het project te demonteren, maar ervoor te zorgen dat alles in goede omstandigheden verloopt en dat de buurtbewoners die zich op deze constructieve projecten toelagen geen aansprakelijkheidsproblemen krijgen in geval van een ongeluk, wat natuurlijk niemand wil".

Mevrouw Van den Bosch geeft het volgende antwoord:

In totaal kreeg de mobiliteitsdienst 5 aanvragen voor de inrichting van een speelstraat. De Edisonstraat werd ingericht als speelstraat op 11 en 12 juli en op 18 en 19 juli van 8u. tot 20u. en de Meyerbeerstraat werd ingericht als speelstraat op 12 juli van 11u. tot 18u. De meters en peters hebben geen incidenten of moeilijkheden gerapporteerd.

In het geval dat het toch zou misgaan: eerst en vooral is het de verantwoordelijkheid van elke burger om de wegcode en de specifieke regels van toepassing in een speelstraat, te respecteren. De 'meters/peters' zijn niet verantwoordelijk voor het toezicht op kinderen die op straat spelen. De kinderen die op straat spelen blijven te allen tijde onder de verantwoordelijkheid van hun ouders.

Om frictie te vermijden met de burens, wordt er gevraagd dat minstens 3 meters of peter het project ondersteunen. Zij moeten in de straat wonen en moeten de bewoners informeren dat zij een aanvraag voor een speelstraat indienen. Indien bewoners niet akkoord zouden gaan met de aanvraag, rekenen we erop dat er genoeg burgerzin bestaat tussen de Vorstenaren om hierover in gesprek te gaan.

De heer Loewenstein vraagt of er een evaluatie is uitgevoerd en hoe dergelijke initiatieven in de toekomst zullen worden bevorderd om nog meer mensen ervan te doen genieten.

Mevrouw Van den Bosch zegt dat er in de aanloop naar de volgende zomer nog meer communicatie over dit onderwerp moet komen.

1 annexe / 1 bijlage

63 Question orale relative à la sécurité routière aux abords de la Place St Denis (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)

Madame la Secrétaire communale,
Chère Betty,

Je souhaite interroger le Collège sur la sécurité routière aux abords de la Place St Denis. En mai dernier, le député bruxellois David Weystman interrogeait la Ministre Elke Van Den Brandt quant à la mise en oeuvre d'aménagements visant à sécuriser l'accès des piétons à la Place.

La Place étant connue pour être un point noir de la mobilité bruxelloise depuis des années, il apparaît que des aménagements ont déjà eu lieu en 2014 afin de sécuriser le passage piéton en prolongeant le rétrécissement de la voie sur cinq mètres avant le passage pour piétons et de cette manière en la rendant conforme.

Cependant, selon la Ministre, cette sécurisation a ensuite été démantelée par la commune. Ce qui est étonnant vu les problèmes de mobilité et de sécurité routière que nous lui connaissons.

- Pourriez-vous m'indiquer la raison de ce démantèlement ?
- Avez-vous eu des contacts avec la Ministre ?
- Combien d'accidents sont à déplorer aux abords de la Place depuis 2018, entre voitures, avec un piéton, et avec un cycliste ?
- La STIB est-elle informée du danger de cette zone ? Des dispositions ont-elles été prises pour assurer la sécurité des autres usagers de la voirie ?
- Quels sont les projets du Collège concernant ce carrefour ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.
Cédric Pierre-De Permentier
Chef de groupe MR

Mondelinge vraag over de verkeersveiligheid in de omgeving van het Sint-Denijsplein (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)

Mevrouw de Gemeentesecretaris,
Beste Betty,

Ik zou het College willen interpellieren over de verkeersveiligheid in de buurt van het Sint-Denijsplein. In mei interpeleerde de Brusselse volksvertegenwoordiger David Weystman minister Elke Van Den Brandt over de uitvoering van de aanpassingen met het oog op het veiliger maken van de toegang tot het plein voor voetgangers.

Aangezien het plein al jaren bekend staat als een zwart punt van de Brusselse mobiliteit, blijkt dat er in 2014 reeds aanpassingen hebben plaatsgevonden om de voetgangersoversteekplaats veiliger te maken door de wegversmalling over een afstand van vijf meter voor de voetgangersoversteekplaats te verlengen en de weg op die manier conform te maken.

Volgens de minister werd deze beveiliging vervolgens echter verwijderd door de gemeente, wat verwonderlijk is gezien de mobiliteits- en verkeersveiligheidsproblemen die we er kennen.

- Kunt u me de reden achter deze verwijdering uitleggen?
- Hebt u contact gehad met de minister?
- Hoeveel ongevallen zijn er sinds 2018 in de buurt van het plein te betreuren tussen wagens, met een voetganger en met een fietser?
- Is de MIVB op de hoogte van het gevaar van deze zone? Zijn er maatregelen genomen om de veiligheid van de andere weggebruikers te waarborgen?
- Wat zijn de plannen van het College met dit kruispunt?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier
MR-fractievoorzitter

Mme Van den Bosch fournit des éléments de réponse :

- **Elle dit ignorer la raison ayant conduit à enlever les blocs de béton qui avaient été installés pour améliorer la visibilité des piétons en empêchant le stationnement à proximité du passage piétons**
- **Il existe un projet de réaménagement complet du « cœur de Forest » qui améliorera nettement la sécurité routière à cet endroit ; les acteurs régionaux y sont impliqués**
- **Quant au nombre d'accidents, elle signale ne pas encore avoir reçu de réponse de la police à ce sujet.**

M. Pierre-De Permentier demande à pouvoir obtenir les statistiques dès réception.

Mevrouw Van den Bosch geeft het volgende antwoord:

- **Zij stelt dat ze niet weet waarom de betonblokken werden verwijderd die er stonden om de zichtbaarheid van voetgangers te verbeteren door het parkeren in de buurt van de voetgangersoversteekplaats te verhinderen.**
- **Er is een project voor de volledige herinrichting van het centrum van Vorst, dat de verkeersveiligheid er aanzienlijk zal verbeteren; de regionale actoren zijn bij dit project betrokken.**
- **Wat het aantal ongevallen betreft, zegt ze nog geen antwoord te hebben gekregen van de politie.**

De heer Pierre-De Permentier vraagt om de statistieken te ontvangen zodra ze zijn ontvangen.

2 annexes / 2 bijlagen

64 Question orale relative aux conditions de recrutement dans les cabinets politiques (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)

Madame la Secrétaire communale,
Chère Betty,

En date du 24 juillet, le Collège a décidé de licencier un collaborateur politique du groupe ECOLO. Fait assez rare en cours de législature. Pourriez-vous m'indiquer pour quelles raisons, le Collège se sépare d'un collaborateur dont le CV a, j'imagine fait l'objet d'un processus de recrutement avancé puisque celui-ci est censé améliorer l'action du Collège ?

Par ailleurs, pourriez-vous m'indiquer le processus de recrutement des collaborateurs politiques ? Sur quelle base sont-ils recrutés ? Un entretien préalable a-t'il lieu ? Quelles sont les qualifications requises pour devenir collaborateur politique ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier
Chef de groupe MR

Mondelinge vraag over de aanwervingsvoorwaarden in de politieke kabinetten (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)

Mevrouw de Gemeentesecretaris,
Beste Betty,

Op 24 juli heeft het College beslist om een politieke medewerker van de ECOLO-fractie te ontslaan, wat zelden gebeurt in de loop van een bestuursperiode. Kan u mij verduidelijken waarom het College afscheid neemt van een medewerker wiens cv, naar ik aanneem, het voorwerp heeft uitgemaakt van een degelijke aanwervingsprocedure, aangezien er gestreefd wordt naar een verbetering van de werking van het College?

Kan u mij voorts de aanwervingsprocedure van de politieke medewerkers verduidelijken? Op welke basis worden ze aangeworven? Heeft er een voorafgaand gesprek plaatsgehad? Welke zijn de vereiste kwalificaties om politiek medewerker te worden?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier
MR-fractievoorzitter

M. Roberti souligne que M. Pierre-De Permentier a lui-même récemment été engagé au sein du Cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur en tant que juriste fraîchement diplômé. Il affirme qu'en la matière les pratiques au niveau des pouvoirs locaux sont assez semblables. Il ajoute que le contrat de travail des collaborateurs de cabinet prend fin lorsque le mandataire termine son mandat. Les critères d'engagement et le profil de fonction sont laissés à l'appréciation du groupe politique concerné. Il remercie par avance M. Pierre-De Permentier pour toute suggestion de bonne pratique qu'il pourrait faire s'inspirant des pratiques du Cabinet dont il est membre.

M. Pierre-De Permentier remercie M. le Bourgmestre pour sa réponse personnalisée. Il estime à titre personnel qu'à l'époque où le MR était au pouvoir à Forest, on ne comptait pas sur une armée mexicaine pour faire le job des échevins. Il dit souhaiter pouvoir révoquer la présente discussion lors de la séance à huis clos.

De heer Roberti wijst erop dat de heer Pierre-De Permentier zelf onlangs is aangenomen op het kabinet van de minister van Hoger Onderwijs als pas gediplomeerd jurist. Hij zegt dat de praktijken bij de lokale overheid in dat opzicht vergelijkbaar zijn. Hij voegt eraan toe dat de arbeidsovereenkomst van het kabinetspersoneel eindigt wanneer het mandaat van de mandataris afloopt. De criteria voor de aanwerving en het functieprofiel worden aan de beoordeling van de betrokken fractie overgelaten. Hij dankt de heer Pierre-De Permentier bij voorbaat voor eventuele suggesties voor goede praktijken die hij zou kunnen doen op basis van de praktijken van het kabinet waar hij werkzaam is.

De heer Pierre-De Permentier bedankt de burgemeester voor zijn persoonlijke reactie. Volgens hem rekende men in de tijd dat de MR aan de macht was in Vorst, niet op een Mexicaans leger om het werk van de schepenen te doen. Hij zegt dat hij dit gesprek tijdens de vergadering achter gesloten deuren wil kunnen voortzetten.

2 annexes / 2 bijlagen

65 **Question orale concernant l'Avenue Wielemans-Ceuppens et la santé de ses riverains (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

La présente question a pour objectif de faire le point sur la situation actuelle de cette avenue Wielemans, que l'on identifie souvent comme une frontière intraforestoise et qui semble délaissée par les différents plans d'aménagement régionaux et communaux. Nous nous inquiétons pour la santé de ses habitants et de ses utilisateurs.

Certes, cette avenue est régionale mais les riverains comptent néanmoins sur les représentants communaux pour agir afin que la situation change rapidement.

Quelle est actuellement la situation de l'Avenue Wielemans Ceuppens ? Sur cette voie, le trafic de voitures et de camions est incessant.. L'avenue est devenue les intestins de Forest voire de Bruxelles.

Or, cette avenue est la voie la plus fréquentée par les piétons. Soit pour se rendre dans les commerces, soit pour se rendre ou sortir des transports en commun ou encore pour les attendre (et les attendre, le matin, c'est monnaie courante). C'est également une voie qu'empruntent de nombreux écoliers puisque quelques écoles se situent sur ses voies parallèles (athénée Victor Horta, école des Bruyères et crèche à côté, école rue Decoster, école Saint Antoine, ...).

Quant à ses habitants, pensez-vous qu'ils puissent encore ouvrir leur fenêtre?

S'ils l'ouvrent la nuit, c'est dès 4h00 du matin que les camions lourds passent sur un revêtement de sol ne diminuant nullement le bruit (alors que cela existe). Certains se demandent même, au vu de certains endroits, quand arrivera un effondrement de voirie!

S'ils ouvrent leurs fenêtres pendant la journée c'est le gaz d'échappement et le bruit qui pénètrent les logements qui ne sont déjà en général pas de grand luxe!

Certains, habitants des étages plus bas, voire des sous-sols, souffrent déjà de l'humidité bien connue du bas de Forest qui nécessite une aération pour que le logement soit un minimum salubre. Et qui dit aujourd'hui aération dit pollution.

Mes questions sont donc les suivantes :

1. La qualité de l'air de l'avenue est déplorable : de quand datent les dernières mesures?
2. L'environnement sonore est déplorable : de quand datent les dernières mesures?
3. Pour ces deux éléments, Bruxelles Environnement a-t-il été consulté au cours des 2 dernières années?
4. Qu'est-il précisément prévu dans le Good Move pour cette avenue et en êtes-vous satisfait.e.s? Qu'en est-il de l'avenue du Pont de Luttre? Se retrouve-t-elle dans le même statut?
5. Quelles sont les actions concrètes que prendre la commune pour assurer une meilleure qualité de vie aux habitants de cette avenue?

Mondelinge vraag over de Wielemans-Ceuppenslaan en de gezondheid van haar bewoners (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Het doel van deze vraag is om de balans op te maken van de situatie van de Wielemanslaan, die binnen Vorst vaak als een grens gezien wordt en die in de verschillende gewestelijke en gemeentelijke

inrichtingsplannen niet aan bod lijkt te komen. We maken ons zorgen over de gezondheid van haar inwoners en gebruikers.

Dit is weliswaar een gewestweg, maar de bewoners rekenen toch op de gemeentelijke vertegenwoordigers om iets aan de situatie te doen.

Wat is de huidige toestand van de Wielemans Ceuppenslaan? Er is onophoudelijk auto- en vrachtverkeer. Drukke en vervuiling troef dus.

Deze laan wordt ook zeer veel gebruikt door voetgangers: om naar de winkel te gaan, het openbaar vervoer te nemen, eraf te stappen of erop te wachten (en dat wachten is 's morgens dagelijkse kost). Veel scholieren volgen ook deze weg, omdat er enkele scholen op parallelstraten gelegen zijn (het atheneum Victor Horta, de school Les Bruyères en het kinderdagverblijf ernaast, de school in de Decosterstraat, de school Saint-Antoine, ...).

Denkt u dat de omwonenden hun ramen nog kunnen openen?

Als ze hun ramen 's nachts openen, rijden er vanaf 4u 's morgens zware vrachtwagens langs, over een grondbedekking die het geluid geenszins tempert (hoewel die wel bestaat). Op bepaalde plaatsen vragen sommigen zich zelfs af wanneer de weg zal verzakken!

Als ze hun ramen overdag openen, dringen uitlaatgassen en lawaai de woningen binnen, woningen die doorgaans al niet erg luxueus zijn!

Sommige inwoners op de lagere verdiepingen, of zelfs de kelderverdiepingen, lijden reeds onder het welbekende vocht in laag-Vorst, waarvoor verluchting nodig is opdat de woning een minimum aan gezondheid biedt. En wie verluchting zegt, zegt dus vervuiling.

Mijn vragen zijn dus de volgende:

1. De luchtkwaliteit op de laan is betreurenswaardig: van wanneer dateren de laatste metingen?
2. De geluidshinder is aanzienlijk: van wanneer dateren de laatste metingen?
3. Werd Leefmilieu Brussel de laatste 2 jaar geraadpleegd voor deze twee elementen?
4. Wat is er in het Good Move-plan precies voorzien voor deze laan en bent u daar tevreden mee? Hoe zit het met de Luttrebruglaan? Bevindt die zich in dezelfde toestand?
5. Welke concrete acties onderneemt de gemeente om de omwonenden een betere levenskwaliteit te waarborgen?

Mme Van den Bosch fournit des éléments de réponse :

A titre d'info, quelques précisions concernant les notions pour la catégorisation des réseaux de transport dans Goodmove.

PLUS : les principaux axes au niveau régional, qui garantissent l'accès à Bruxelles et à ses grands pôles existants et à développer ;

COMFORT : les axes de liaison qui complètent le 'maillage' des différents réseaux ;

QUARTIER : 'mailles' apaisées où le résidentiel prime sur les déplacements et où l'accès doit rester local.

Pour l'Avenue Wielemans-Ceuppens, la catégorisation suivante est prévue selon Goodmove :

- Réseau piétons : Plus
- Vélo : Plus
- Auto : Comfort
- Poids lourds : Comfort
- Transports en commun : Plus, à renforcer

Pour l'Avenue Pont de Luttre, la classification suivante est prévue selon Goodmove :

- Réseau piétons : Comfort entre le carrefour Wiels et le site de Divercity
- Vélo : Plus
- Auto : Comfort
- Poids lourds : Comfort, jusqu'à la rue du Charroi (inclus)
- Transports en commun : Plus, à renforcer

Etant donné que l'avenue Wielemans-Ceuppens et Pont de Luttre sont des voiries régionales, la commune peut prendre des initiatives limitées pour leur réaménagement. Comme je l'ai répété lors des interpellations précédentes, l'intention de Goodmove est de réduire la pression automobile globale dans la région. Influencer la demande globale de déplacements, en misant sur la multimodalité et sur le transfert modal, en réduisant l'utilisation de la voiture individuelle (les déplacements régionales passent de 33 à 25 %).

L'avenue Wielemans-Ceuppens constitue la frontière de la maille 'Saint-Gilles', maille sélectionnée dans le cadre des contrats locaux de mobilité de la région et pour laquelle une étude de mobilité sera lancée dans les prochains mois afin d'élaborer un plan de circulation. Nous suivrons de près la place de cette avenue dans ce projet. Étant donné la concentration des différents modes de déplacement sur cette avenue, il faudra déterminer si cela est faisable et comment la qualité peut être garantie pour les différents usagers. Cette remarque relative à la concentration était également abordée dans l'avis du Collège dans le cadre de l'enquête publique préalable au plan régional de mobilité. Dans cet avis, il était p.ex. proposé de déplacer l'axe vélo 'plus' à l'avenue Guillaume Van Haelen.

La cohabitation d'un réseau de transport de haute qualité pour les différents modes de transport pourraient être assurée en supprimant une bande de stationnement, ou en instaurant la circulation à sens unique sur les grands axes autour du triangle Wielemans-Ceuppens. Ce sont des décisions importantes que nous sommes prêts à envisager, et selon l'option choisie et les modifications requises, elles nécessitent un permis d'urbanisme, l'adaptation éventuelle des rails du tram et la participation des riverains et des commerçants. Il est donc important qu'une telle proposition soit bien étudiée. En outre, la densité du trafic sur l'avenue est liée à la circulation au carrefour Wiels, qui d'une part est actuellement très dense en raison des travaux à la station-service dans la rue Saint-Denis et d'autre part présente de nombreux défis en termes de sécurité routière. J'ai pris contact avec le Ministre pour demander ce qui peut être fait à court terme pour améliorer la fluidité du trafic et la sécurité de ce carrefour pour tous les usagers.

Mme Koplowicz regrette que les solutions concrètes semblent encore assez éloignées : existe-t-il un planning ? Quid de mesures visant à lutter contre le bruit et la pollution ?

Mme Van den Bosch répond que différents projets sont envisagés dans le cadre du CQD Wiels-sur-Senne (élaboration d'un Masterplan « Forest-sur-Senne »). Il n'y a pas à ce jour de planning bien établi, des réunions sont prévues dans les prochaines semaines. Concernant la lutte contre le bruit et

la pollution, elle dit ne pas disposer d'informations spécifiques concernant ces nuisances.

Mevrouw Van den Bosch geeft het volgende antwoord:

Misschien nog eerst een kleine toelichting bij de begrippen voor de categorisering van de vervoersnetwerken in Goodmove.

PLUS: de belangrijkste assen op grootstedelijk niveau, die de toegang tot Brussel en zijn bestaande én nog te ontwikkelen grote polen garanderen;

COMFORT: de verbindingssassen die de “maaswijdte” van de verschillende netten vervolledigen; en

WIJK: rustige “mazen”, waar de verblijfsfunctie voorrang heeft op de verplaatsingsfunctie en die beperkt moet blijven tot lokale toegang.

Voor de Wielemans-Ceuppenslaan is volgende categorisering volgens Goodmove voorzien:

- Voetgangersnet: plus
- Fiets Plus as
- Auto comfort
- Vrachtwagennet comfort
- OV Plus lijn te versterken

Voor de Luttrebruglaan is volgende categorisering volgens Goodmove voorzien:

- Voetgangersnet comfort tussen Wiels-kruispunt en Divercity site
- Fiets Plus as
- Auto comfort
- Comfort vrachtwagennet tem de Gerijstraat
- OV Plus lijn te versterken

Aangezien zowel de Wielemans-Ceuppenslaan als de Luttrebruglaan gewestwegen zijn, kan de gemeente zelf beperkte initiatieven ondernemen om deze straten opnieuw in te richten. Zoals ik daarnet bij de vorige interpellaties al herhaalde, is de bedoeling van Goodmove om de algemene verkeersdruk in het gewest te doen dalen. De globale verplaatsingsvraag te beïnvloeden, door in te zetten op multimodaliteit en de modal shift, het individueel autogebruik doen afnemen (gewestgerelateerde verplaatsingen van 33% naar 25%).

De Wielemans-Ceuppenslaan is een grensas van de maille ‘Sint-Gillis’, een maille die geselecteerd is in het kader van de lokale mobiliteitscontracten van het gewest en waarvoor in de komende maanden een mobiliteitsstudie zal worden opgestart om een circulatieplan uit te werken. Op welke manier de laan in dit project is opgenomen, zullen we nauwgezet opvolgen in het kader van dit project. Gezien de concentratie van verschillende vervoersmodi op de laan, zal moeten uitgeklaard worden of dit haalbaar is, en hoe de kwaliteit voor de verschillende gebruikers kan gegarandeerd worden. Deze opmerking over concentratie was ook opgenomen in het advies van het college in het kader van het openbaar onderzoek dat voorafgegaan is aan het gewestelijk mobiliteitsplan. In dat advies werd bijvoorbeeld voorgesteld om de fiets plus as te verplaatsen naar de Guillaume Van Haelenlaan.

Opties om het samengaan van een kwalitatief vervoersnet voor de verschillende vervoersmodi te verzekeren, zouden kunnen zijn om een parkeerstrook te schrappen, of een éénrichtingsverkeer in te richten op de grote assen rond de driehoek Wielemans-Ceuppenslaan. Dat zijn grote beslissingen,

waarover wij bereid zijn mee na te denken, en die afhankelijk van de optie en de nodige aanpassingen een bouwvergunning vereisen, al dan niet een aanpassing van de tramsporen, een participatie van de bewoners en de handelaars, dus het is belangrijk dat zo'n voorstel goed onderzocht wordt.

Daarnaast hangt de verkeersdrukke op de laan samen met de doorstroming van het Wiels-kruispunt, dat enerzijds op dit moment erg belast wordt door de werken aan het pompstation in de Sint-Denijsstraat en dat anderzijds heel wat uitdagingen kent op het vlak van verkeersveiligheid. Ik heb contact opgenomen met de minister om te vragen wat er op korte termijn kan gebeuren om de doorstroming en de verkeersveiligheid van dit kruispunt te verbeteren voor alle gebruikers.

Mevrouw Koplowicz betreurt dat concrete oplossingen nog ver weg lijken: is er een planning? Zijn er maatregelen tegen lawaai en vervuiling?

Mevrouw Van den Bosch antwoordt dat er verschillende projecten worden overwogen in het kader van het duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne (ontwikkeling van een masterplan "Vorst aan de Zenne"). Tot op heden is er nog geen precieze planning; de komende weken staan er vergaderingen gepland. Wat betreft de strijd tegen lawaai en vervuiling zegt ze dat ze geen specifieke informatie bezit over dergelijke overlast.

2 annexes / 2 bijlagen

66 **Question orale sur les redevances des vestiaires du complexe sportif du Bempt (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre, cher.e.s membres du Collège,

Nous avons tous reçu, comme conseillers communaux, un email de la présidente du Rugby Club de Forest, Sabrina Janssens, concernant les redevances des vestiaires du complexe sportif du Bempt.

Nous souhaiterions avoir des éclaircissements sur plusieurs points.

1. D'après Madame Janssens, il y aurait des erreurs dans le calcul des redevances. Les journées d'occupation seraient surévaluées, ce qui entraînerait des montants à payer trop élevés. Pourriez-vous nous dire comment sont calculées les journées d'occupation et quelle est la source de telles divergences ?
2. Toujours d'après Madame Janssens, le ROI n'obligerait pas les clubs à louer les vestiaires avec les terrains. Or, il semble que ce soit systématiquement le cas. Pourquoi cela ?
3. Plus fondamentalement, il me semble que l'occupation des vestiaires était gratuite il y a quelques années. Ne pensez-vous pas, que dans une optique de démocratisation de l'accès au sport, tel que mentionné dans votre Déclaration de politique générale, il serait intéressant de revenir à une gratuité des vestiaires ?

Mondelinge vraag over de retributies van de kleedkamers van het sportcomplex van de Bempt (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mijnheer de Burgemeester, beste leden van het College,

Als gemeenteraadsleden hebben we allemaal een e-mail ontvangen van de voorzitter van de Rugby Club van Vorst, Sabrina Janssens, over de retributies van de kleedkamers van het sportcomplex van de Bempt. We willen graag meer duidelijkheid over verschillende punten.

1. Volgens mevrouw Janssens zouden er fouten zijn in de berekening van de retributies. De dagen bezetting zouden te hoog ingeschat zijn, wat zou leiden tot te hoge facturen. Kunt u ons vertellen hoe de dagen bezetting worden berekend en waar dergelijke afwijkingen vandaan komen?
2. Nog steeds volgens mevrouw Janssens zou het huishoudelijk reglement de clubs niet verplichten om de kleedkamers samen met de terreinen te huren. Blijkbaar gebeurt dat echter systematisch. Waarom?
3. Belangrijker nog, volgens mij was het gebruik van de kleedkamers enkele jaren geleden gratis. Denkt u niet dat het, met het oog op de democratisering van de toegang tot sport, zoals vermeld in uw Algemene Beleidsverklaring, interessant zou zijn om de kleedkamers opnieuw gratis te maken?

M. Quartassi signale n'avoir pas entendu la question suite à un problème de son.

Mme Koplowicz répète sa question.

M. Quartassi fournit des éléments de réponse :

- **Le montant dû au concessionnaire par l'utilisateur se base sur un calcul effectué par le service des Propriétés communales (en tout cas jusqu'à mars 2020)**
- **Le service des Sports applique une simple règle de trois (en fonction des heures d'utilisation de chaque club) pour répartir les montants dus**
- **Concernant le club de Mme Janssens il s'agit d'un montant de 3.300 € pour l'entièreté de la saison**
- **Il rappelle que Mme Janssens s'oppose de longue date à cette facturation ; elle représente en cela un cas isolé**
- **Le service des Sports a fait le maximum pour rencontrer les *desiderata* de Mme Janssens, mais il va de soi que la gratuité n'est plus possible depuis la mise en place du concessionnaire**
- **Quoi qu'il en soit la gratuité n'est pratiquée nulle part à notre connaissance.**

De heer Quartassi zegt dat hij de vraag niet heeft gehoord wegens een probleem met het geluid.

Mevrouw Koplowicz herhaalt haar vraag.

De heer Quartassi geeft antwoord:

- **Het bedrag dat de gebruiker aan de concessiehouder verschuldigd is, is gebaseerd op een berekening van de dienst Gemeente-eigendommen (in elk geval tot maart 2020).**
- **De Sportdienst hanteert een eenvoudige regel van drie (op basis van de gebruiksuren van**

elke club) om de verschuldigde bedragen te verdelen.

- Voor de club van mevrouw Janssens gaat het om een bedrag van 3.300 € voor het hele seizoen.
- Zij wijst erop dat mevrouw Janssens die factuur al lang betwist; het is een op zichzelf staand geval.
- De Sportdienst heeft zijn best gedaan om aan de wensen van mevrouw Janssens tegemoet te komen, maar het spreekt voor zich dat kosteloosheid sinds de werking met de concessiehouder niet meer mogelijk is.
- In elk geval zijn wij niet op de hoogte van een dergelijke gratis dienstverlening.

2 annexes / 2 bijlagen

67 **Question orale relative au manque de visibilité causé par un panneau publicitaire au carrefour Wielemans/Mérode (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Je souhaite interroger le Collège sur la situation du panneau publicitaire situé au carrefour Pl. Wielemans et rue de Mérode. Des habitants du quartier ont attiré mon attention sur le caractère dangereux de l'emplacement de ce panneau publicitaire. Ce dernier obstruerait la vue des piétons et causerait un risque de sécurité routière. En l'espèce le panneau publicitaire pourrait être déplacé de sorte que la visibilité des piétons et autres usagers de la route sera facilitée aux abords de ce carrefour.

Pourriez-vous entreprendre les démarches nécessaires afin de déplacer le panneau, de sorte que son nouvel emplacement ne causera aucun problème de sécurité routière ni problème de visibilité ?

D'avance je vous remercie pour votre réponse.

Cédric Pierre-De Permentier
Chef de groupe MR

Mondelinge vraag over het gebrek aan zichtbaarheid veroorzaakt door een reclamebord op het kruispunt Wielemans/Merode (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Ik zou het College willen interpelleren over de situatie van het reclamebord op het kruispunt van het Wielemansplein en de Merodestraat. Inwoners van de wijk hebben mij gewezen op de gevaarlijke locatie van dit reclamebord. Het bord zou het zicht van de voetgangers belemmeren en kan de verkeersveiligheid in het gedrang brengen. Het reclamebord zou verplaatst kunnen worden, om de zichtbaarheid voor voetgangers en andere weggebruikers in de buurt van dit kruispunt te verbeteren.

Kunt u de nodige stappen ondernemen om het bord te verplaatsen, zodat de nieuwe locatie geen probleem voor de verkeersveiligheid of de zichtbaarheid veroorzaakt?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Cédric Pierre-De Permentier
MR-fractievoorzitter

M. Mugabo fournit des éléments de réponse :

- **Ce type d'installation doit faire l'objet d'une demande de PU**
- **En l'espèce il s'agit d'une voirie régionale**
- **Bruxelles Mobilité émet donc un avis sur les éventuelles contre-indications**
- **Remercie d'avoir relayé cette information (il ne faut pas forcément attendre la séance du Conseil)**

De heer Mugabo antwoordt:

- **Voor dit soort inrichting moet er een stedenbouwkundige vergunning aangevraagd worden.**
- **Het gaat hier om een gewestweg.**
- **Brussel Mobiliteit brengt dus een advies uit over mogelijke contra-indicaties.**
- **Bedankt voor het doorgeven van deze informatie (u hoeft niet per se te wachten tot de raadsvergadering).**

2 annexes / 2 bijlagen

68 Interpellation concernant les panneaux publicitaires lumineux (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)

Je souhaiterais interpellier le Collège et particulier le Bourgmestre Monsieur Stéphane Roberti ainsi que l'Echevin Alain Mugabo sur le point suivant : panneaux publicitaires lumineux.

Plus de 100 nouveaux panneaux publicitaires lumineux sont prévus en région bruxelloise, dont à Forest. Ces panneaux de la firme Decaux promettent un affichage plus lisible des annonces publicitaires mais pourraient être dangereux pour les cyclistes et automobilistes car trop éblouissants. Certaines communes bruxelloises ont par ailleurs décidé d'introduire un recours contre le permis accordé par la Région bruxelloise pour l'installation de ces panneaux.

A Forest, un panneau de ce type a notamment été installé me semble-t-il Place Wielemans/rue de Mérode. Celui-ci, placé en bordure de trottoir, empêche de surcroît le piéton de voir venir les voitures.

Pouvez-vous m'indiquer si la Commune de Forest compte également prendre en compte les arguments précités et s'en prévaloir auprès de la Région ?

Je vous remercie,
Isabelle Maduda

Interpellatie over de lichtreclame (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Ik wens het College en in het bijzonder Burgemeester Stéphane Roberti en Schepen Alain Mugabo te interpelleren over lichtreclamepanelen.

In het Brussels Gewest, waaronder in Vorst, zijn er meer dan 100 nieuwe lichtreclamepanelen voorzien. Deze panelen van de firma Decaux beloven een leesbaardere weergave van advertenties, maar kunnen gevaarlijk zijn voor fietsers en automobilisten omdat ze verblinden. Sommige Brusselse gemeenten hebben overigens beslist om beroep aan te tekenen tegen de vergunning die het Brussels Gewest heeft toegekend voor de plaatsing van deze panelen.

Het lijkt me dat in Vorst een dergelijk paneel werd geplaatst aan Léon Wielemansplein/De Merodestraat. Dit paneel is aan de rand van het trottoir geplaatst en verhindert de voetgangers om de auto's te zien komen.

Kunt u mij vertellen of de Gemeente Vorst van plan is ook rekening te houden met deze argumenten en zich er bij het Gewest op gaat beroepen?

Ik dank u,

Isabelle Maduda

M. Mugabo fournit des éléments de réponse :

- **Rappelle que Forest est une des premières communes à avoir introduit un recours contre ce type de dispositifs, en invoquant leur impact (environnemental, sécuritaire)**
- **Gain de cause n'a malheureusement été obtenu que pour 1 des 8 dispositifs concernés**
- **5 autres recours sont pendants.**

De heer Mugabo antwoordt:

- **Hij wijst erop dat Vorst een van de eerste gemeenten is die een vordering indient tegen dit soort ingrepen, met verwijzing naar de impact ervan (milieu, de veiligheid).**
- **Helaas was de uitspraak slechts positief voor 1 van de 8 inrichtingen in kwestie.**
- **Er zijn nog 5 andere vorderingen in behandeling.**

1 annexe / 1 bijlage

69 Interpellation relative à la nomination du Secrétaire général du CPAS et à l'interprétation de la rétroactivité des stages (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)

Ce 24 août, les syndicats en front commun ont attiré notre attention sur les conditions de nomination du

Secrétaire général du CPAS. Selon ceux-ci, le Secrétaire général du CPAS ne remplirait pas les obligations linguistiques, et particulièrement la possession des certificats du SELOR.

Le 18 juillet 2019, le Conseil CPAS désigne le candidat qui n'était pourtant pas lauréat de l'examen, et n'était pas en ordre linguistique. Il s'agissait déjà d'une irrégularité.

Le 23 avril 2020, le Secrétaire est mis en stage avec effet rétroactif en prétendant qu'il est en ordre linguistique. Sauf que celui-ci a uniquement rempli les exigences de l'écrit mais pas celles de l'oral (article 9, § 2). Le 19 juin, le vice-gouverneur suspend la décision du 23 avril 2020.

Le 9 juillet 2020, le Conseil du CPAS maintient sa décision du 23 avril, en prétendant dans la version néerlandaise que le Secrétaire dispose d'un oral suffisant, conformément à l'article 9§2. Ceci n'est pas indiqué dans la version francophone. Il a donc été porté à la connaissance des conseillers du CPAS que le Secrétaire du CPAS avait satisfait à ces épreuves. C'est le sens de la délibération du Conseil du CPAS.

Or, à la lecture du courrier du Président du CPAS du 26 août, il apparaît que le Secrétaire du CPAS a réussi les examens nécessaires et appropriés à la fonction exercée, avec la mention, connaissance suffisante » au mois d'août 2020. Donc, celui-ci aurait validé ses épreuves plus d'un mois après la délibération soumise au Conseil CPAS qui indiquaient qu'il y avait satisfait.

Dès lors, si ma lecture des faits est exacte, au moment où les conseillers ont eu à ce prononcer sur le sort du Secrétaire, celui-ci n'avait alors pas encore validé les épreuves. Contrairement à ce qui était indiqué dans la délibération soumise aux conseillers. Laquelle était dès lors erronée.

Cette erreur doit avoir une cause. Celle-ci ne peut reposer que sur les épaules de deux personnes, soit le Président savait, soit le Président s'est fondé sur des dires mensongers du Secrétaire. La situation est malheureuse dans les deux cas. Soit le Président ne vérifie pas les informations, pourtant cruciales qui lui sont soumises. On parlera de naïveté ou de bonne foi.

Dans le chef du Secrétaire, c'est autrement plus grave, car il a caché des informations importantes, ce qui a amené les conseillers du CPAS à voter quelque chose de faux.

Soit le Président connaissait la situation du Secrétaire et a maintenu les conseillers dans l'ignorance et a procédé à un vote sur des informations qu'il savait inexactes. On eut pu parler de dol, tant il y aurait une intention de tromper. Une lettre serait envoyée à la tutelle pour les informer de cette situation.

Par ailleurs, le Président du CPAS justifie la rétroactivité du stage du Secrétaire par un arrêt du Conseil d'Etat. Cependant, cette interprétation semble plutôt nouvelle au sein du CPAS et de la commune. Dès lors, pourriez-vous me confirmer que tous les agents dans les mêmes conditions pourraient également disposer d'un stage rétroactif, au titre du principe d'égalité et s'il s'agit d'une pratique courante dans notre administration ? Quelle est l'interprétation faite par les services de la commune ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Cédric Pierre-De Permentier
Chef de groupe MR

Interpellatie over de benoeming van de secretaris-generaal van het OCMW en de interpretatie van de retroactiviteit van stages (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)

(Aanvullend)

Op 24 augustus heeft het gemeenschappelijk vakbondsfront ons attent gemaakt op de benoemingsvoorwaarden van de secretaris-generaal van het OCMW. Volgens hen zou de secretaris-generaal van het OCMW niet voldoen aan de taalplichten, in het bijzonder het bezit van de SELOR-attesten.

Op 18 juli 2019 stelt de OCMW-raad de kandidaat aan, evenwel geen laureaat van het examen en niet in orde op taalkundig vlak. Dat was al een onregelmatigheid.

Op 23 april 2020 vatte de secretaris met terugwerkende kracht een stage aan. Naar eigen zeggen was hij in orde op taalkundig vlak. De persoon voldeed echter enkel aan de vereisten van de schriftelijke test, maar niet aan de mondelinge (artikel 9, § 2). Op 19 juni schort de vicegouverneur de beslissing van 23 april 2020 op.

Op 9 juli 2020 handhaaft de OCMW-raad zijn beslissing van 23 april, door in de Nederlandstalige versie te beweren dat de secretaris beschikt over de mondelinge proef conform artikel 9, § 2. Dit wordt niet vermeld in de Franstalige versie. De OCMW-raadsleden werden dus in kennis gesteld dat de secretaris van het OCMW geslaagd was voor deze proeven. Dat is de strekking van de beraadslaging van de OCMW-raad.

Bij het lezen van de brief van de OCMW-voorzitter van 26 augustus bleek echter dat de OCMW-secretaris geslaagd was voor de examens die noodzakelijk zijn voor de uitgeoefende functie, met de vermelding 'voldoende kennis', in augustus 2020. Deze zou dus de proeven meer dan een maand na de beraadslaging die werd voorgelegd aan de OCMW-raad en waarin werd aangegeven dat hij geslaagd was, gevalideerd hebben.

Als mijn interpretatie van de feiten dus klopt, had de secretaris, op het moment dat de raadsleden zich moesten uitspreken over zijn lot, de proeven nog niet gevalideerd. In tegenstelling tot wat in de beraadslaging stond die werd voorgelegd aan de raadsleden. Die klopte dus niet.

Deze fout moet een oorzaak hebben. De verantwoordelijkheid hiervoor kan slechts bij twee personen liggen: ofwel wist de voorzitter ervan, ofwel heeft de voorzitter zich gebaseerd op leugens van de secretaris. In beide gevallen is het een jammerlijke situatie. Ofwel controleert de voorzitter de nochtans cruciale informatie die hem wordt voorgelegd, niet. We zullen het naïviteit of goede trouw noemen.

In hoofde van de secretaris is het erger, want hij hield belangrijke informatie verborgen, waardoor de raadsleden stemden over iets dat niet klopte.

Ofwel kende de voorzitter de situatie van de secretaris, liet hij de raadsleden in het ongewisse en is hij overgegaan tot een stemming op basis van informatie waarvan hij wist dat ze onjuist was. We kunnen spreken van bedrog, voor zover er een bedoeling was om bedrog te plegen. Er zal een brief worden verstuurd naar de toezichthoudende overheid om hen op de hoogte te brengen van deze situatie.

Bovendien rechtvaardigt de OCMW-voorzitter de retroactiviteit van de stage van de secretaris met een arrest van de Raad van State. Deze interpretatie lijkt echter eerder nieuw binnen het OCMW en de gemeente. Kunt u me dus bevestigen dat alle personeelsleden in dezelfde omstandigheden ook zouden kunnen beschikken over een retroactieve stage op grond van het gelijkheidsbeginsel en dat het gaat om een gangbare praktijk in onze administratie? Wat is de interpretatie van de gemeentediensten?

Bedankt voor uw antwoord.

M. Roberti commence par noter que, malgré le développement de M. Pierre-De Permentier concernant un recrutement au CPAS, ce dernier pose une question sur la statutarisation des membres l'administration communale.

Il rappelle que la commune n'est en rien liée par des décisions prises par le CPAS, a fortiori s'agissant d'une décision n'ayant pas fait l'objet d'une concertation. Il affirme que la politique du Collège consiste à mettre en oeuvre une politique de statutarisation, ce qui nécessite en priorité le recrutement d'un DRH (après le départ du titulaire il y a quelques mois). Il cite l'article 70ter de la nouvelle loi communale reprenant les missions du DRH.

Il précise que la finalisation des profils de fonction, la mise en oeuvre d'une politique d'évaluation, sont deux aspects nécessaires pour passer à une étape de statutarisation. Il ajoute qu'il appartiendra au DRH de mettre en oeuvre le plan d'action RH de l'administration.

Il précise que la politique du personnel a un impact durable sur l'administration et cela concerne tout le monde et assure qu'un état complet de la situation sera présenté aux conseillers prochainement.

M. Pierre-De Permentier remercie M. Roberti pour sa réponse « lunaire » et regrette ne pas avoir obtenu de réponses sur le fond. Il demande à nouveau si des agents se trouvent dans la même situation au sein de l'administration communale (mise en stage avec rétroactivité).

M. Roberti répond que depuis son entrée en fonction, il y a eu de personne rentrant dans ces conditions et renvoie vers Mme Moens pour les années antérieures.

Mme Moens affirme que le statut administratif ne permet pas une telle rétroaction. Elle estime qu'une mise en stage avec effet rétroactif alors que les exigences linguistiques ne sont pas rencontrées sont contraires à la jurisprudence constante du Conseil d'Etat.

M. Pierre-De Permentier dit espérer que le projet de statutarisation se déploiera dans le respect de la loi.

De heer Roberti begint met aan te stippen dat ondanks de uitleg van de heer Pierre-De Permentier betreffende een aanwerving bij het OCMW, deze laatste een vraag stelt over de statutarisering van het gemeentepersoneel. Hij wijst erop dat de gemeente op geen enkele wijze gebonden is aan de beslissingen van het OCMW, a fortiori een beslissing waarover geen overleg is gepleegd. Hij stelt dat het beleid van het College erop gericht is een beleid van statutarisering ten uitvoer te leggen, waarvoor de aanwerving van een HR-directeur (na het vertrek van de titularis enkele maanden geleden) prioritair is. Hij verwijst naar artikel 70ter van de Nieuwe Gemeentewet, waarin de taken van de HR-directeur vastgelegd zijn.

Hij preciseert dat de afronding van de functieprofielen en de tenuitvoerlegging van een evaluatiebeleid twee noodzakelijke fasen zijn om over te gaan naar een fase van statutarisering. Hij voegt eraan toe dat het aan de HR-directeur is om het HR-actieplan van het bestuur uit te voeren. Hij preciseert dat het personeelsbeleid een duurzame impact heeft op het bestuur en dat het iedereen aanbelangt. Hij verzekert dat een volledig rapport over de situatie binnenkort aan de raadsleden zal worden voorgelegd.

De heer Pierre-De Permentier bedankt de heer Roberti voor zijn 'lunair' antwoord en betreurt dat

hij geen inhoudelijke antwoorden heeft ontvangen. Hij vraagt nogmaals of er binnen het gemeentebestuur personeelsleden zijn die zich in dezelfde situatie bevinden (proeftijd met terugwerkende kracht).

De heer Roberti antwoordt dat er sinds hij zijn functie opnam, niemand is die aan die voorwaarden beantwoordt en verwijst naar mevrouw Moens voor de voorgaande jaren.

Mevrouw Moens verklaart dat het administratief statuut geen retroactiviteit mogelijk maakt.

Volgens haar is het in strijd met de vaste rechtspraak van de Raad van State om een persoon met terugwerkende kracht in stage te nemen als er niet aan de taalvereisten is voldaan.

De heer Pierre-De Permentier zegt dat hij hoopt dat de statutarisering in overeenstemming met de wet zal worden uitgevoerd.

2 annexes / 2 bijlagen

70 **Interpellation relative aux fêtes médiévales (à la demande de Madame Defays, conseillère communale) (Complémentaire)**

Comme beaucoup de personnes, Forestoises et autres, j'ai appris avec déception que les fêtes médiévales de Forest étaient annulées et reportées aux 17,18,19 septembre 2021.

Vu la situation sanitaire, c'est normal et prudent.

La déception est grande mais l'inquiétude pour l'avenir de ces festivités est aussi importante.

J'aimerais savoir plus précisément quelles sont les intentions du collège concernant le futur de cette fête dans les prochaines années et particulièrement quand le site de l'abbaye sera rénové et transformé.

Est-ce que l'existence même de la fête a été évoquée dans le projet ABY, y est-elle intégrée et si oui, quelles en seraient les modalités principales et si c'est non, y-a-t-il des lieux qui sont envisagés pour l'accueillir (exemple Parc de Forest)

Je vous remercie pour vos réponses.

Christiane Defays

Conseillère communale MR

Interpellatie over de Middeleeuwse Feesten (op vraag van Mevrouw Defays, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Net zoals veel mensen, Vorstenaren en andere, heb ik met teleurstelling vernomen dat de Middeleeuwse Feesten van Vorst werden geannuleerd en werden uitgesteld tot 17, 18 en 19 september 2021.

Gezien de coronacrisis is dit normaal en verstandig.

De teleurstelling is groot, maar er is ook grote ongerustheid over de toekomst van deze festiviteiten.

Meer bepaald zou ik graag willen weten welke de intenties van het College zijn met betrekking tot de toekomst van dit feest de komende jaren, in het bijzonder als de site van de Abdij zal worden gerenoveerd en verbouwd.

Wordt het bestaan van dit feest vermeld in het project ABY: is het erin opgenomen? Zo ja, welke zijn er de belangrijkste modaliteiten van? Zo niet, zijn er plekken die overwogen worden om het feest te laten doorgaan (bv. het Park van Vorst)?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Christiane DEFAYS
Gemeenteraadslid MR

M. Spapens fournit des éléments de réponse :

- **L'édition 2020 a été annulée pour la raison que chacun sait**
- **Signale que l'intention est de maintenir l'édition 2021 dans les jardins de l'Abbaye, les travaux n'auront pas encore débuté**
- **Pour 2022 et au-delà, une réflexion sera nécessaire**

De heer Spapens antwoordt:

- **Editie 2020 is geannuleerd om alom gekende redenen.**
- **Het is de bedoeling is om de editie 2021 in de tuinen van de abdij te houden, als de werken nog niet begonnen zijn.**
- **Voor 2022 en daarna moet er nagedacht worden.**

2 annexes / 2 bijlagen

71 Question orale concernant la concertation citoyenne autour du projet de tram 7 (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Lors des derniers Conseils communaux, il nous avait été annoncé que le projet de concertation citoyenne sur le tracé du tram 7, initialement programmé au printemps mais reporté suite aux circonstances que l'on connaît, serait organisé « à la rentrée ».

Nous sommes à la rentrée, je n'ai pourtant rien vu ni lu.

Pouvez-vous nous préciser quand précisément ce processus se tiendra ?

Avez-vous par ailleurs des informations sur la façon dont cette concertation se tiendra ? Sera-ce organisé et piloté par un bureau externe indépendant ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag over de burgerraadpleging over het project van tram 7 (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Bij de laatste Gemeenteraden werd er aangekondigd dat het burgeroverleg over het tracé van tram 7, dat oorspronkelijk gepland was in het voorjaar, maar werd uitgesteld als gevolg van de ons bekende omstandigheden, zou plaatsvinden “bij het begin van het schooljaar”.

Wel, dat is nu, maar ik heb nog niets gezien of gelezen.

Kunt u ons zeggen wanneer deze procedure precies zal worden georganiseerd?

Hebt u bovendien informatie over de manier waarop dit overleg zal worden gehouden? Zal dit worden georganiseerd en gestuurd door een onafhankelijk extern bureau?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractie leider cdH

Mme Van den Bosch fournit des éléments de réponse :

- **Pas évident d'organiser une concertation citoyenne dans le contexte actuel**
- **La volonté en ce sens est toutefois toujours bien présente**

Mevrouw Van den Bosch geeft het volgende antwoord:

- **Het is in de huidige context niet eenvoudig om een burgerraadpleging te organiseren.**
- **De wil om dit te doen is echter nog steeds sterk aanwezig.**

2 annexes / 2 bijlagen

72 Question orale concernant l'avancement du projet de Régie foncière (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Je voudrais faire le point sur le projet de création de Régie foncière, projet en cours ou en tout cas en discussion depuis quelques années maintenant. La création de cette Régie a pour but d'améliorer la gestion du patrimoine communal, nos logements communaux, mais aussi, si je reprends une réponse qui m'a été donnée récemment, la gestion du Centre sportif du Bempt, y compris de la buvette.

Où en est-on ? Est-ce qu'un planning de mise en place est maintenant fixé ?

Ainsi que la liste définitive des propriétés et infrastructures qui seront gérées par cette Régie ?
Enfin, du personnel communal sera je suppose transféré dans cette nouvelle structure ? Y-a-t-il donc déjà eu un accord des représentants des travailleurs sur tous les aspects relatifs au personnel ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag over de vordering van het project van de Grondregie (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Ik wil graag een stand van zaken opmaken over het project inzake de oprichting van een Grondregie, een project dat nu reeds enkele jaren loopt of in elk geval reeds enkele jaren besproken wordt. De oprichting van deze Grondregie heeft tot doel het beheer van het gemeentelijk erfgoed en onze gemeentelijke woningen te verbeteren, maar ook - als ik een antwoord herneem dat me onlangs werd gegeven - het beheer van het Sportcentrum van de Bempt, met inbegrip van de bar.

Wat is de stand van zaken? Is er nu een uitvoeringsplanning vastgelegd?

En is er een definitieve lijst van de eigendommen en infrastructuur die deze Regie zal beheren?

Tot slot veronderstel ik dat het gemeentepersoneel naar deze nieuwe structuur zal worden overgeplaatst? Is er dus al een akkoord van de vertegenwoordigers van de werknemers over alle aspecten met betrekking tot het personeel?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

M. Mugabo fournit des éléments de réponse :

- **Confirme que le projet est en cours et se divise en deux : RCA + RF**
- **Lancement début 2021 (projet de statuts seront soumis au Conseil communal)**
- **Une commission *ad hoc* sera convoquée prochainement**
- **Pas d'accord syndical intervenu pour le moment, mais pas d'inquiétude car statuts identiques**
- **Il existe une liste provisoire des infrastructures concernées**

M. Van Vlasselaer intervient pour rappeler que le sujet avait déjà été abordé lors de la séance du Conseil communal du 21 avril 2020.

Mme Abbach interrompt M. Van Vlasselaer, lui rappelant qu'il n'a pas le droit d'intervenir dans le cadre d'une question orale.

M. Loewenstein insiste sur l'importance de partager les éléments concrets du dossier avec l'ensemble des conseillers communaux.

De heer Mugabo antwoordt:

- **Het project is effectief aan de gang behelst 2 delen: RCA + RF**
- **Start begin 2021 (ontwerpstatuten worden aan de gemeenteraad voorgelegd)**
- **Een ad hoc commissie zal binnenkort worden bijeengeroepen.**
- **Er is op dit moment geen vakbondsakkoord, maar er is geen reden tot bezorgdheid, aangezien de statuten identiek zijn.**
- **Er bestaat een voorlopige lijst van betrokken infrastructuren.**

De heer Van Vlasselaer herinnert eraan dat het onderwerp al besproken werd op de gemeenteraad van 21 april 2020.

Mevrouw Abbach onderbreekt de heer Van Vlasselaer en wijst hem erop dat hij geen recht van spreken heeft in het kader van een mondelinge vraag.

De heer Loewenstein benadrukt het belang van het delen van de concrete elementen van het dossier met alle gemeenteraadsleden.

2 annexes / 2 bijlagen

Michael Van Vlasselaer quitte la séance / verlaat de zitting.

73 Interpellation concernant les nuisances olfactives liées au Centre de compostage durant tout l'été (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Une bonne partie des Forestois a à nouveau dû supporter les odeurs épouvantables qui proviennent du Centre de compostage durant l'été quand celui-ci effectue les « retournements » des tas de déchets verts et ce, surtout entre fin juillet et mi-août, soit durée les périodes les plus chaudes de l'été. Si les vents soufflent en direction de notre commune, l'odeur envahit le quartier environnant et même bien au-delà, si j'en crois certains témoignages.

Le dossier n'est pas neuf, au contraire, et des progrès avaient été faits dans le passé, mais il semble que l'exploitant profite de chaque baisse de pression pour recommencer les abus. Il faut même constater que certains Forestois se sont presque habitués à cette odeur pourtant pestilentielle et ne relève même plus ce problème !

En termes d'avancée, je rappelle par exemple que le nouveau permis d'environnement du site ne permet pas que les déchets verts restent entreposés à l'air libre tout le temps, avec une certaine tolérance en cas de surcapacité temporaire. La majorité du temps, tout doit être entreposé sous le dôme. Je vois pourtant systématiquement, quand je passe devant le site, des montagnes de déchets verts à l'extérieur, et ce, toute l'année.

Par ailleurs, il y avait un accord, écrit ou oral, qui engageait le site à ne pas effectuer de retournement quand les vents étaient orientés vers Forest, et de privilégier les moments où le vent soufflait vers le Ring. En pratique, aujourd'hui, les gestionnaires du site prennent l'excuse de la direction changeante des vents pendant la journée pour retourner quand cela les arrange.

Savez-vous si les services régionaux contrôlent effectivement le bon respect du permis d'environnement ? La Commune de Forest ne pourrait-elle pas insister davantage pour que des contrôles, et si besoin des

sanctions, soient initiés ?

Avez-vous vous-même pris des contacts, depuis ma dernière interpellation sur le sujet, avec le gestionnaire du site pour insister sur le respect des riverains et l'attention que ce gestionnaire doit apporter à la diminution des nuisances, entre autre en ne retournant les déchets qu'en cas de vents favorables ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Interpellatie over de geurhinder veroorzaakt door het composteringscentrum in de zomer (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Een groot deel van de Vorstenaren heeft in de zomer opnieuw de verschrikkelijke geuren moeten verdragen die afkomstig zijn van het Composteercentrum wanneer het hopen groenafval 'keert', vooral tussen eind juli en half augustus, dus de warmste periodes van de zomer. Als de wind in de richting van onze gemeente waait, dringt de geur binnen tot in de omliggende wijk en zelfs verder, als ik sommige getuigenissen mag geloven.

Het dossier is niet nieuw, integendeel, en in het verleden werd er vooruitgang geboekt, maar blijkbaar profiteert de uitbater van elke drukdaling om opnieuw over de schreef te gaan. We stellen zelfs vast dat sommige Vorstenaren bijna gewoon zijn aan de toch wel doordringende geur en het probleem zelfs niet meer melden!

In termen van verbetering kan ik bv. wijzen op het feit dat de nieuwe milieuvergunning van de site niet toelaat dat groenafval continu in openlucht opgeslagen blijft, met een zekere tolerantie bij tijdelijke overcapaciteit. Het grootste deel van de tijd moet alles opgeslagen worden onder de koepel. Als ik aan de site voorbijkom, zie ik echter het hele jaar door systematisch bergen groenafval buiten liggen.

Er was overigens een schriftelijk of mondeling akkoord dat de site ertoe verbindt niet te 'keren' als de wind richting Vorst blaast, en de voorkeur te geven aan momenten dat de wind richting Ring staat. In de praktijk voeren de beheerders van de site vandaag de veranderlijke windrichting tijdens de dag aan om het toch te doen wanneer het hen uitkomt.

Weet u of de gewestelijke diensten de naleving van deze milieuvergunning wel controleren? Zou de gemeente Vorst er niet meer op kunnen aandringen dat er controles, en indien nodig sancties, worden ingesteld?

Hebt u sinds mijn laatste interpellatie over het onderwerp contact opgenomen met de beheerder van de site om aan te dringen op respect voor de buurtbewoners en de aandacht die de beheerder moet schenken aan het beperken van de hinder, o.a. door het afval enkel te keren als er gunstige wind staat?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

M. Mugabo fournit des éléments de réponse :

- **Dit partager la consternation**
- **Souligne que les nuisances sont ressenties de façon irrégulière dans la commune**
- **Assure que la commune n'est pas restée inerte : Bruxelles Environnement reçoit des messages de plaintes et a bel et bien effectué (au moins) un contrôle vérifiant le respect des dispositions du PE**
- **A pris contact avec les gestionnaires, ainsi que le Cabinet de la ministre de la Propreté, afin de travailler à des solutions**

M. Hacken se dit satisfait d'apprendre que l'on réfléchit à de solutions et se demande si la solution ne viendrait pas de la mise en place d'un second dôme.

De heer Mugabo antwoordt:

- **hij zegt de ontsteltenis te delen;**
- **benadrukt dat de overlast in de gemeente onregelmatig wordt aangevoeld;**
- **onderstreept dat de gemeente niet passief is gebleven: Leefmilieu Brussel ontvangt klachten en heeft (minstens) een controle uitgevoerd om na te gaan of de bepalingen van de milieuvergunning worden nageleefd;**
- **heeft contact opgenomen met de beheerders, evenals het kabinet van de minister van Netheid, om aan oplossingen te werken.**

De heer Hacken is blij te horen dat er oplossingen werden gezocht en vraagt zich af of de oplossing niet zou kunnen komen van de plaatsing van een tweede koepel.

2 annexes / 2 bijlagen

74 Question orale concernant les travaux de la STIB dans le quartier de l'Altitude 100 et l'impact sur la mobilité locale (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Complémentaire)

J'assistais le 9 septembre à la présentation Zoom des divers chantiers dans le quartier de l'Altitude 100, chantiers qui vont avoir un impact important sur le quartier vu leur durée. La circulation va donc être devoir être déviée et les déviations vont concerner tous les usagers : les riverains, les services aux personnes à mobilité réduite, les camions de livraison des commerces, les camions de livraison/déménagement pour les riverains, les bus, les services d'urgence...

La STIB a prévu des itinéraires de déviation. Il faudra qu'ils soient respectés. Il faudra également limiter au maximum les reports de charge dans les rues résidentielles.

Un problème apparaît déjà dans la déviation prévue dans les rues Saint-Augustin et Escrime. Lors d'une des phases du chantier, le seul moyen de traverser le quartier sera de passer par ses deux voiries qui ne sont pas physiquement aménagées pour accueillir un trafic plus important: en plus de la présence d'une école, des chicanes sont installées dans la rue Saint-Augustin, tandis que des trottoirs traversants et un coussin berlinois sont installés dans la rue de l'Escrime. Par ailleurs, est-ce aux seuls riverains de ces voiries de supporter toutes les charges ?

Pour alléger la situation des riverains motorisés de l'Altitude 100, éviter les boucles importantes et

diminuer l'impact du report de charges sur les rues Saint-Augustin et de l'Escrime, une solution facile à mettre en place est de libérer le passage au croisement des avenues Besme et Jupiter. Ce croisement est actuellement bloqué par des bacs à plantes et des potelets. En évacuant, à tout le moins temporairement, le temps des travaux de la Stib, ce dispositif, les contraintes d'accès pour les riverains motorisés de l'Altitude 100 seraient notablement allégées. Ils éviteraient de devoir faire un grand tour, qui risque d'être d'autant plus long qu'engorgé du fait des travaux dans le quartier, pour partir ou rentrer chez eux. De surcroît, un des arguments pour la fermeture de cette entrée dans le quartier était les risques de conflits avec les trams. A partir du moment où le tram 51 n'y circule plus, le problème ne se pose plus.

Enlever ces bacs à plantes et adapter la configuration des potelets ne sont pas des actions difficiles à réaliser. Ces bacs ne sont pas ancrés dans le sol, ils ne seront donc pas non plus difficiles à replacer en fin de chantier. Et cela ne changera pas le paysage du quartier qui sera de fait bouleversé pendant de longs, longs mois.

Je suis bien consciente que cette mesure ne fera peut-être pas plaisir à tous les habitants de l'avenue Alexandre Bertrand mais nous faisons face à un chantier de longue durée qui va fortement perturber la vie du quartier. Et il est important, dans ce cadre, de réfléchir à toutes les options possibles dans l'intérêt général.

Ma question :

Pourriez-vous rouvrir, à tout le moins temporairement, le passage au croisement Besme / Jupiter en vue d'alléger les entraves que les riverains motorisés de l'Altitude 100 vont rencontrer pour quitter et revenir à leur domicile ?

Merci de votre réponse.

Mondelinge vraag over de werkzaamheden van de MIVB in de wijk Hoogte 100 en impact op de plaatselijke mobiliteit (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Op 9 september woonde ik de Zoom-presentatie van de verschillende werven in de wijk Hoogte 100 bij. Dit zijn werven die gezien hun duur een grote impact gaan hebben op de wijk. Het verkeer moet dus worden omgeleid en de omleidingen zullen betrekking hebben op alle gebruikers: buurtbewoners, diensten voor personen met een beperkte mobiliteit, vrachtwagens voor leveringen aan handelszaken, vrachtwagens voor leveringen/verhuizing van buurtbewoners, bussen, hulpdiensten ...

De MIVB heeft omleidingsroutes voorzien. Die moeten worden gerespecteerd. Verplaatsingen van het verkeer naar de residentiële straten moeten ook absoluut worden beperkt.

Er duikt al een probleem op bij de omleiding voorzien in de Sint-Augustinusstraat en de Schermstraat. Bij een van de fasen van de werkzaamheden was de enige manier om de wijk te doorkruisen langs deze twee wegen die niet fysiek zijn ingericht voor meer verkeer: naast de aanwezigheid van een school, zijn er zigzagdoorgangen aangelegd in de Sint-Augustinusstraat, terwijl er in de Schermstraat doorlopende trottoirs en een Berlijns kussen zijn aangelegd. Moeten enkel de bewoners van deze wegen al deze lasten dragen?

Om de situatie van de buurtbewoners van Hoogte 100 met gemotoriseerde voertuigen te verlichten, de belangrijke lussen te vermijden en de impact van de verplaatsing van het verkeer naar de Sint-Augustinusstraat en de Schermstraat te verminderen, is de doorgang naar het kruispunt van de Besmelaan en de Jupiterlaan vrijmaken een gemakkelijk in te voeren oplossing. Dit kruispunt wordt momenteel geblokkeerd door plantenbakken en paaltjes. Deze voorziening op zijn minst tijdelijk (gedurende de werken van de MIVB) weghalen zou de toegangsproblemen voor de buurtbewoners met gemotoriseerde voertuigen van Hoogte 100 aanzienlijk verlichten. Ze zouden geen grote omweg hoeven te maken, die nog groter zou kunnen worden door de werken in de wijk, om te vertrekken of terug te keren naar huis. Bovendien was een van de argumenten om deze toegang tot de wijk af te sluiten het risico op conflicten met de tram. Zodra tram 51 er niet meer rijdt, stelt het probleem zich niet meer.

De plantenbakken verwijderen en de configuratie van de paaltjes aanpassen is niet moeilijk want de bakken zijn niet verankerd in de grond. Ze zullen dus ook niet moeilijk terug te plaatsen zijn op het einde van de werkzaamheden. En dat zal het landschap van de wijk waar maandenlang veel beroering zal zijn, niet veranderen.

Ik ben mij ervan bewust dat deze maatregel misschien niet voor alle bewoners van de A. Bertrandlaan plezierig zal zijn, maar we worden geconfronteerd met langdurige werkzaamheden die het leven in de wijk sterk zullen verstoren. In die context is het belangrijk om na te denken over alle mogelijke opties in het algemeen belang.

Mijn vraag:

Kunt u, op zijn minst tijdelijk, de doorgang naar het Kruispunt Besmelaan/Jupiterlaan heropenen om de moeilijkheden te verlichten waarmee de buurtbewoners met gemotoriseerde voertuigen van Hoogte 100 geconfronteerd zullen worden als ze hun woning verlaten of ernaar terugkeren?

Mme Van den Bosch fournit des éléments de réponse :

- **Concernant la circulation de véhicules lourds dans les rues Saint-Augustin et de l'Escrime, il y a un accord avec la STIB pour placer une signalisation interdisant la circulation des véhicules >3,5 t**
- **Concernant la réouverture du croisement Besme-Jupiter, une analyse plus approfondie paraît nécessaire avant d'envisager la levée du dispositif**

Mme Goldberg dit espérer que les habitants seront avisés des mesures qui seront prises, qu'elle espère justes et équilibrées.

Mevrouw Van den Bosch geeft het volgende antwoord:

- **Wat het vrachtverkeer in de Sint-Augustinus- en de Schermstraat betreft, is er een akkoord met de MIVB om een bord te plaatsen dat het verkeer >3,5 ton verbiedt.**
- **Wat de heropening van het knooppunt Besme-Jupiter betreft, lijkt een grondigere analyse noodzakelijk alvorens te overwegen de maatregel op te heffen.**

Mevrouw Goldberg hoopt dat de omwonenden worden geïnformeerd over de geplande maatregelen, waarvan ze hoopt dat ze billijk en evenwichtig zijn.

2 annexes / 2 bijlagen

75 Interpellation concernant la sécurité/ le trafic de drogue dans le quartier Minerve (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)

Je souhaiterais interpellier le Collège et particulier l'Echevine Madame Fatima El Omari sur le point suivant : sécurité/trafic de drogue dans le quartier Minerve.

Depuis la période de confinement, plusieurs riverains se sont plaints d'un sentiment d'insécurité dans le Quartier Minerve. Des preuves de consommation de drogues (dites douces) semblent avoir été régulièrement retrouvées le long des trottoirs du quartier.

De manière générale, pouvez-vous m'indiquer :

1. Le nombre d'agents de prévention présents sur le territoire de la commune ;
2. Le nombre d'agents de préventions s'étant rendus dans le Quartier Minerve et à quelle période.
3. Quelles ont été les conclusions des visites éventuelles dans le Quartier Minerve.
4. Des visites sont-elles prévues dans le futur dans ce quartier ?

Je vous remercie,
Isabelle Maduda

Interpellatie over de veiligheid/drogushandel in de Minervawijk (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Ik wens het College en in het bijzonder Schepen mevrouw Fatima El Omari te interpellieren over het volgende punt: veiligheid/ drugshandel in de Minervawijk.

Sinds de lockdown klagen verschillende buurtbewoners over een gevoel van onveiligheid in de Minervawijk. Er werden regelmatig bewijzen van drugsgebruik (zogenaamde softdrugs) teruggevonden langs de trottoirs in de wijk.

Kunt u mij in het algemeen het volgende vertellen:

1. Het aantal preventiemedewerkers dat aanwezig is op het grondgebied van de gemeente.
2. Het aantal preventiemedewerkers dat naar de Minervawijk ging en in welke periode.
3. Wat waren de conclusies van de eventuele bezoeken aan de Minervawijk?
4. Zijn er in de toekomst bezoeken aan deze wijk voorzien?

Ik dank u,
Isabelle Maduda

Mme El Omari fournit des éléments de réponse :

- **Le nombre d'agents de Prévention est de 22 GdP sur l'ensemble du territoire communal**
- **Le nombre d'agents de Prévention s'étant rendu dans le quartier Minerve n'est pas connu avec précision (pas de statistiques précises pour le quartier)**
- **Vu le contexte actuel, les équipes ont été fortement sollicitées**
- **Pas de dispositif particulier ; il ne faut pas hésiter à relayer ces problématiques à la Prévention ou au Cabinet du Bourgmestre**

Mevrouw El Omari geeft het volgende antwoord:

- **Het aantal preventiemedewerkers bedraagt 22 gemeenschapswachten op het hele gemeentelijke grondgebied.**
- **Het aantal preventiemedewerkers dat de Minerva-wijk aandeed, is niet precies bekend (geen precieze statistieken voor de wijk).**
- **Gezien de huidige context hebben de teams veel werk.**
- **Geen specifieke maatregelen; we mogen niet aarzelen om deze problemen door te geven aan de Preventiedienst of aan het kabinet van de burgemeester.**

1 annexe / 1 bijlage

76 **Interpellation concernant la Maison des Femmes (quartier Saint-Antoine) (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)**

Je souhaiterais interpellier le Collège et particulier les Echevines Mesdames Fatima El Omari et Mariam El Hamidine sur le point suivant : Maison des Femmes (quartier Saint-Antoine)

Plusieurs habitants du quartier Saint-Antoine m'ont fait part de leur souhait de l'installation d'une Maison des Femmes dans leur quartier.

- Pouvez-vous m'indiquer ce qu'il est advenu de l'ancienne Maison des femmes ?

- Ne pensez-vous pas qu'il serait indiqué, au vu des évènements récents, d'intégrer ce type d'association au sein des locaux de la commune situés dans le quartier ?

Je vous remercie,
Isabelle Maduda

Interpellatie over het Huis van de Vrouw (Sint-Antoniuswijk) (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Ik wens het College en in het bijzonder de Schepenen Fatima El Omari en Mariam El Hamidine te interpellieren over het volgende punt: Huis van de Vrouw (Sint-Antoniuswijk)

Verschillende inwoners van de Sint-Antoniuswijk lieten me weten dat ze een Huis van de Vrouw wensen in hun wijk.

- Kunt u mij vertellen wat er gebeurd is met het vorige Huis van de Vrouw?

- Denkt u niet dat het, gezien de recente gebeurtenissen, aangewezen zou zijn om dit soort vereniging te integreren in de lokalen van de gemeente in de wijk?

Ik dank u,
Isabelle Maduda

Mme El Omari fournit des éléments de réponse :

- **Rappelle que la MF existe depuis une vingtaine d'années**
- **La MF a été placée sous la tutelle et intégrée à la structure de la MQSA afin de lui permettre de continuer à développer ses activités (communale (alphabétisation, sorties culturelles, projets intergénérationnels,...))**

M. Pierre-De Permentier estime qu'il serait opportun que les activités de la MF fasse l'objet d'une communication plus large.

Mevrouw El Omari geeft het volgende antwoord:

- **Het Huis van de Vrouw bestaat al zo'n 20 jaar.**
- **Het is onder toezicht geplaatst en opgenomen in de structuur van het BHSA om het de mogelijkheid te bieden zijn activiteiten verder uit te werken (gemeentelijk (alfabetisering, culturele uitstapjes, intergenerationele projecten, ...)).**

De heer Pierre-De Permentier is van mening dat de activiteiten van het Huis van de Vrouw het onderwerp moeten zijn van bredere communicatie.

1 annexe / 1 bijlage

77 Motion relative à l'hommage de la Commune de Forest à Monsieur Henri Kichka (à la demande de Messieurs Pierre-De Permentier, Loewenstein, Hacken et Mesdames Plovie, Koplwicz et El Yousfi, conseillers communaux) (Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal du 24 juin 2014 relative à la dénomination du permis de lotir 58 ;

Vu la motion du 7 juillet 2020 concernant la mémoire (dé)coloniale et la lutte contre les discriminations, et plus particulièrement la demande de mener un travail de contextualisation dans l'espace publique, ainsi que la volonté de mettre en lumière des figures de la résistance ;

Considérant la motion du 21 janvier 2019 en vue de faire de Forest une commune qui bannit le racisme et les discriminations ;

Considérant les décisions récentes du conseil communal de jeter un regard lucide sur notre Histoire ;

Considérant qu'au sens de la précédente délibération, le lotissement 58 vise à honorer des héros de la Résistance, dont Suzanne Spaak et Nelson Mandela ;

Considérant le décès de Monsieur Henri Kichka, survivant des camps d'extermination nazis, passeur de mémoire, citoyen d'honneur des Communes de Forest, de Jette, d'Uccle et de Saint-Gilles, et habitant de Forest durant de très longues années, intervenu le 25 avril 2020 ;

Considérant que la personnalité d'Henri Kichka est connue et unanimement appréciée et reconnue des

Forestois et des Belges pour son travail de mémoire et son engagement auprès de la jeunesse ;

DECIDE :

D'attribuer le nom de « Rue Henri Kichka » pour une voirie du lotissement 58.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Motie over het eerbetoon van de gemeente Vorst aan de heer Henri Kichka (op vraag van de heren Pierre-De Permentier, Loewenstein, Hacken en mevrouwen Plovie, Koplowicz en El Yousfi, gemeenteraadsleden) (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 24 juni 2014 betreffende de benaming van verkavelingsvergunning 58;

Gezien de motie van 7 juli 2020 betreffende het (de)koloniale geheugen en de strijd tegen discriminatie, meer in het bijzonder de vraag naar contextualisering in de openbare ruimte, alsook de wens om de aandacht te vestigen op personen uit het verzet;

Overwegende de motie van 21 januari 2019 om van Vorst een gemeente te maken die racisme en discriminatie bant;

Overwegende de recente beslissingen van de gemeenteraad om een klare kijk te werpen op onze geschiedenis;

Overwegende dat in de zin van de vorige beraadslaging verkaveling 58 tot doel heeft de helden van het verzet, waaronder Suzanne Spaak en Nelson Mandela, te eren;

Overwegende het overlijden van Henri Kichka, overlevende van de vernietigingskampen van de nazi's, ereburger van de gemeenten Vorst, Jette, Ukkel en Sint-Gillis, en vele jaren bewoner van Vorst, op 25 april 2020;

Overwegende dat Henri Kichka gekend is en unaniem wordt gewaardeerd en erkend door de Vorstenaren en de Belgen voor zijn werk met het oog op het levend houden van de herinnering en zijn inzet voor de jeugd;

BESLIST:

De naam 'Henri Kichkastraat' toe te kennen aan een weg in verkaveling 58.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

M. Pierre-De Permentier rappelle que la rue se situe dans le lotissement « Forest Village » situé dans le quartier Tropiques / Bervoets. Il ajoute que l'avis de la commission de toponymie sera demandé.

M. Loewenstein:

Je pense utile de rappeler ou d'expliquer à ceux qui ne le connaissent pas qui était Henri Kichka. Henri Kichka nous a quitté le 25 avril dernier. Il venait de fêter quelques jours avant ses 94 ans et

d'apporter un dernier témoignage à l'occasion de Yom Hashoah, la journée annuelle de commémoration de la Shoah.

Et des témoignages, il en a réalisé, depuis sa retraite, pendant 35 ans, en particulier auprès des jeunes des écoles – en Belgique, en France, à Luxembourg –, mais aussi auprès d'organisations où il était invité, de mouvements de jeunesse, auprès d'institutions comme le Sénat et le Parlement européen, ou encore par des interviews en français, néerlandais et anglais pour différents médias. Il aura donc parcouru toute la Belgique et au-delà pour rappeler l'horreur nazie et apportant toujours une note d'espoir et l'importance de ne pas oublier pour que l'histoire ne se reproduise pas. C'est certainement plus d'un millier de témoignages qu'il aura fait, sans compter ses 44 voyages à Auschwitz pour accompagner des groupes.

Sa victoire sur les nazis, il le rappelait tout le temps, c'était sa famille dont il était particulièrement fier, ses 4 enfants, ses 9 petits-enfants et ses 15 arrière petits-enfants.

Aujourd'hui, un wagon-musée porte déjà son nom à Vielsalm, un wagon entièrement réaménagé pour se rappeler de millions de personnes transportées comme du bétail dans des wagons vers les camps de la mort.

Henri Kichka a longtemps vécu à Forest et en est d'ailleurs citoyen d'honneur.

Henri était un Mensch comme on dit en yiddish, un homme bien, un homme bon, reconnu et respecté par ses pairs pour son action, et c'est finalement en toute logique que l'initiative a été prise de lui rendre hommage en associant son nom à une rue forestoise.

Sa famille, sa fierté, sera certainement heureuse d'apprendre que le conseil communal de Forest, je l'espère à l'unanimité, aura pris cette position de principe, qui doit encore être coulée dans une délibération, de donner le nom d'Henri Kichka à l'une des rues du nouveau lotissement 58, aux côtés de Suzanne Spaak et Nelson Mandela.

Mme Koplowicz dit tout son soutien à cette initiative.

Mme Plovie abonde dans le même sens et confirme le soutien du groupe Ecolo.

Mme El Yousfi se rallie à la position de ses collègues.

M. Hacken fait part du soutien de son groupe également et dit espérer une décision rapide.

M. Pierre-De Permentier remercie les membres pour cette belle unanimité.

De heer Pierre-De Permentier herinnert eraan dat de straat zich bevindt in de verkaveling "Forest Village" in de wijk Keerkringen/Bervoets. Hij voegt eraan toe dat het advies van de commissie toponymie zal worden gevraagd.

De heer Loewenstein:

Ik denk dat het nuttig is om degenen die hem niet kennen, eraan te herinneren of uit te leggen wie Henri Kichka was. Henri Kichka is op 25 april overleden. Hij had enkele dagen voordien zijn 94e verjaardag gevierd en gaf een laatste getuigenis ter gelegenheid van Yom Hashoah, de jaarlijkse herdenkingsdag van de Shoah.

Sinds hij met pensioen was, heeft hij 35 jaar lang getuigenissen gebracht, vooral aan jongeren op scholen - in België, Frankrijk en Luxemburg - maar ook aan organisaties waar hij werd uitgenodigd, jeugdbewegingen, instellingen zoals de Senaat en het Europees Parlement, of nog via interviews in het Frans, Nederlands en Engels voor verschillende media.

Hij heeft dus overal in België en daarbuiten de gruwel van de nazi's in herinnering gebracht, waarbij hij ook altijd de aandacht vestigde op hoop en het belang om het niet te vergeten, zodat de geschiedenis zich niet zou herhalen.

Meer dan duizend keer heeft hij zijn verhaal verteld, zijn 44 reizen naar Auschwitz om groepen te begeleiden niet meegerekend.

Zijn overwinning op de nazi's - stelde hij altijd - was zijn familie, waar hij bijzonder trots op was, zijn 4 kinderen, zijn 9 kleinkinderen en zijn 15 achterkleinkinderen.

Vandaag draagt in Vielsalm een museumwagon zijn naam, een wagon die volledig is opgeknapt om de miljoenen mensen te herdenken die als vee naar de vernietigingskampen zijn vervoerd.

Henri Kichka woonde lange tijd in Vorst en is er ereburger.

Henri was een Mensch zoals ze in het Jiddisch zeggen, een goed mens, erkend en gerespecteerd door zijn leeftijdsgenoten voor zijn daden, en het is uiteindelijk heel logisch dat het initiatief werd genomen om hem te eren door een straat in Vorst naar hem te vernoemen.

Zijn familie, zijn trots, zal zeker blij zijn te vernemen dat de Vorstse gemeenteraad - naar ik hoop unaniem - de principebeslissing heeft genomen, die nog in een beraadslaging moet worden gegoten, om de naam van Henri Kichka te geven aan een van de straten van de nieuwe verkaveling 58, naast Suzanne Spaak en Nelson Mandela.

Mevrouw Koplowicz spreekt haar volledige steun uit voor dit initiatief.

Mevrouw Plovie is het daarmee eens en bevestigt de steun van de Ecolo-fractie.

Mevrouw El Yousfi is het eens met de visie van haar collega's.

De heer Hacken spreekt ook de steun van zijn fractie uit en hoopt op een snelle beslissing.

De heer Pierre-De Permentier bedankt de leden voor deze mooie eensgezindheid.

2 annexes / 2 bijlagen

78 **Question orale concernant les règles et mesures d'hygiène Covid dans les salles de sport (à la demande de Monsieur Borcy, conseiller communal) (Ajouté en séance)**

Je me fais malheureusement ici le relais du mail d'un inspecteur de la fédération Wallonie-Bruxelles laissé sans réponse par le service des sports et son échevin :

- Pourquoi n'y a-t-il pas de gel hydroalcoolique à disposition dans les salles de sport ?
- Pourquoi les jeunes ont-ils dû manger par terre dans la salle et non dans un réfectoire ?
- Quand les vestiaires et les douches pourront-ils être à disposition des clubs ?
- Quelles règles seront mises à disposition pour le faire en toute sécurité ?

Mondelinge vraag over de Covid-regels en -maatregelen in de sportzalen inzake hygiëne (op vraag van de heer Borcy, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Mondelinge vraag over de Covid-regels en -maatregelen inzake hygiëne in de sportzalen
Ik moet hier jammer genoeg wijzen op een e-mail van een inspecteur van de Federatie Wallonië-Brussel die niet beantwoord werd door de sportdienst en zijn schepen:

- Waarom is er geen hydroalcoholische gel ter beschikking in de sportzalen?
- Waarom moesten de jongeren zittend op de grond eten in de zaal en niet in een refter?
- Wanneer kunnen de kleedkamers en de douches ter beschikking worden gesteld van de clubs?

- Welke regels zullen er worden aangeboden om dit in alle veiligheid te doen?

M. Quartassi fournit des éléments de réponse :

- **Revient sur l'incident évoqué**
- **Assure que les dispositions ont été prises pour mettre à disposition du gel désinfectant dans les infrastructures sportives**
- **Concernant les vestiaires et douches, les utilisateurs seront informés du protocole à suivre**
- **Concernant la buvette du Bempt, celle-ci est inaccessible vu le départ du concessionnaire**
- **L'accès au vestiaire du Bempt pourra être rétabli sous peu**

M. Borcy dit espérer que ce protocole sera communiqué rapidement et insiste pour qu'il puisse être répondu aux courriels adressés au service des Sports.

De heer Quartassi geeft antwoord:

- **Hij verwijst naar het genoemde incident.**
- **Hij bevestigt dat er regelingen zijn getroffen om desinfecterende gel ter beschikking te stellen in de sportfaciliteiten.**
- **Voor de kleedkamers en douches zullen de gebruikers op de hoogte worden gebracht van het te volgen protocol.**
- **De bar van de Bempt is niet toegankelijk door het vertrek van de concessiehouder.**
- **De toegang tot de kleedkamers van de Bempt wordt binnenkort hersteld.**

De heer Borcy zegt dat hij hoopt dat dit protocol snel zal worden gecommuniceerd en dringt erop aan de mails aan de sportdienst te kunnen beantwoorden.

3 annexes / 3 bijlagen

M. Pierre-De Permentier souhaite revenir brièvement sur le point n° 64, comme signalé.

M. Roberti fournit des éléments de réponse :

- **Assure que les collaborateurs des cabinets font preuve d'un grand investissement professionnel**
- **Ajoute qu'à la suite d'une restructuration de l'organisation des cabinets, il s'est avéré que le profil de M. Pollock ne correspondait plus aux besoins, d'où son remplacement**

De heer Pierre-De Permentier wenst kort terug te komen op punt 64, zoals vermeld.

De heer Roberti geeft antwoord:

- **De kabinetsmedewerkers getuigen van grote professionele bekwaamheid.**
- **Na een herstructurering van de organisatie van de kabinetten bleek dat het profiel van de heer Pollock niet meer voldeed aan de behoeften, vandaar dat hij werd vervangen.**

Levée de la séance à 00:40
Opheffing van de zitting om 00:40

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente suppléante,
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Fatima Abbach